

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DECEMBRE 2019

N°197

TOME II

SOMMAIRE
RAA
DECEMBRE 2019

		<i>Pages</i>
	TOME I	
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS	<i>(Conseil du 18 décembre 2019)</i>	2
	TOME II	
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS	<i>(Conseil du 18 décembre 2019)</i>	2
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES	<i>(Mois de décembre 2019)</i>	413
1-	ARRETES REGLEMENTAIRES	414
2-	ARRETES INDIVIDUELS	444

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2018-424	Décision relative à un avenant n°4 au contrat de Partenariat pour la gestion énergétique, la construction avec financement, la maintenance et renouvellement des ouvrages d'éclairage public, vidéosurveillance, génie civil pour réseau de communication haut débit et signalisation lumineuse tricolore - Juvignac	14
MD2019-060	Décision relative au marché M9D0055VD de "Nettoyage des espaces publics métropolitains"	17
MD2019-159	Décision relative à l'acquisition de la parcelle EV 483 - Secteur Gare Saint Roch - Commune de Montpellier	20
MD2019-184	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé pour plusieurs parcelles - Plaine de Colombiers - Commune de Baillargues	22
MD2019-188	Décision relative à l'acquisition des parcelles DV 635 et DV 637 - Avenue du Maréchal Leclerc - Commune de Montpellier	24
MD2019-191	Décision relative à la convention de mise à disposition avec la SAFER Languedoc-Roussillon CMD 34 16 00 33 02 ensemble de parcelles - Lieu dit Valedéau - Commune de Montpellier	26
MD2019-227	Décision relative au transfert de propriété du parvis de la Maison Commune et de la Poste de la ville de Grabels dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole	29
MD2019-373	Décision relative à une autorisation de dépôt de déclaration préalable de travaux sur le domaine de Grammont	31
MD2019-594	Décision relative à la convention de mise à disposition n° 34 19 0040 01 avec la SAFER Occitanie d'un ensemble de parcelles situées sur les communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier	33
MD2019-636	Décision relative à un avenant n°2 au mandat d'études préalables de faisabilité pour la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains	37
MD2019-834	Décision relative au marché n°M8D0018MG - Prestations de gardiennage des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1	40
MD2019-841	Décision relative à l'avenant n° 2 à la convention des 6 et 28 mars 2014 portant mise à disposition de terrains Exercice du droit de chasse Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve-lès-Maguelone	42
MD2019-846	Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention 9 août 2012 portant mise à disposition de terrains à la Société de Chasse Calage - Exercice du droit de chasse - Commune de Montpellier	44
MD2019-847	Décision à la convention portant mise à disposition de terrains à l'Association des chasseurs Défenseurs de l'Environnement de Jacou en vue de l'exercice du droit de chasse - Commune de Jacou	46
MD2019-848	Décision relative à l'avenant n° 1 à la convention des 16 et 24 février 2014 portant mise à disposition de terrains au Syndicat de Chasse La Méjanelle - Exercice du droit de chasse sur les communes de Montpellier et Lattes	48

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-852	Décision relative à une convention de mise à disposition de terrains avec l'association de chasse ' la Saint Hubert ' de Clapiers Exercice du droit de chasse sur le Domaine de Viviers - Commune de Clapiers	50
MD2019-898	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Propriété de l'Etat rue des Amandiers commune de Juvignac	52
MD2019-912	Décision relative à une convention d'occupation temporaire consentie sur une partie de la parcelle cadastrée H n° 651 - Commune de Castries	54
MD2019-914	Décision relative à une convention de prêt d'œuvres entre le Musée Fabre et la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Occitanie - Montpellier	56
MD2019-916	Décision relative à une convention d'occupation temporaire d'une partie de la parcelle cadastrée section H n° 651 - Commune de Castries	58
MD2019-921	Décision relative à une convention d'occupation temporaire sur une partie de la parcelle cadastrée section H n° 651 - Commune de Castries	60
MD2019-925	Avenant n°2 à la convention de groupement de commande relative à l'amélioration de la chaîne de transfert des effluents de Palavas-les-Flots et de Lattes à la station d'épuration MAERA	62
MD2019-931	Décision relative au marché n°5210MG18 - Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) pour la maintenance des ascenseurs pour le groupement de commandes composé de Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, la Ville du Crès, la Ville de Pérols, la Ville de Pignan et la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone - Avenant n°1	65
MD2019-948	Décision relative à l'acquisition des parcelles F 371 - F 372 et F 378 Lieudit Villemagne Commune de Castries	67
MD2019-949	Décision d'ester en justice "Requête n°1904738-1 TA - François NATHAN HUDSON"	69
MD2019-950	Décision relative à un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour un marché d'achats de prestations de manutentions, de déménagements et de garde meubles	71
MD2019-954	Décision relative à la cession d'une emprise à détacher de la parcelle BD 126 - Rue de la Grave - Commune de Grabels	73
MD2019-956	Décision relative à l'aliénation de la parcelle cadastrée AT 271 au profit de la SCI BOISSIERE IENA - Chemin du Mas de l'Huile - Commune de Montferrier-sur-Lez	75
MD2019-958	Décision relative au marché d'assurance-construction pour les travaux d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier - Lot n° 2 - Décennale des ouvrages non soumis / constructeur non réalisateur (DONS/CNR)	77
MD2019-961	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04263 - Ressources Humaines"	80

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-962	Décision relative au marché n°OT9M135 - Etudes et réalisation de la régulation trafic et priorité aux feux - 9.135 dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France – Attribution	82
MD2019-963	Décision relative à un échange foncier avec Monsieur Rouquette - Impasse des Libellules - Commune de Castelnau-le-Lez	84
MD2019-964	Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain - Parcelle cadastrée section AV n° 3 - Commune de Jacou	87
MD2019-966	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de deux oeuvres de Jean Ranc : Portrait de Monsieur Dupuy, 1697, huile sur toile et Portrait de Madame Dupuy, 1697, huile sur toile	89
MD2019-973	Décision relative au marché n°4993AT17 - Mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la rue des Roudères - Commune de Saint Jean de Védas - Avenant n°1 - Autorisation de signature	91
MD2019-974	Décision relative au marché n°M9B0088AT - Travaux d'aménagements paysagers des avenues Unterschleissheim et Méditerranée - Commune du Crès - Autorisation de signature	94
MD2019-980	Décision d'ester en justice "Requête n° 1904231-8 TA - Marie Angèle FRESCA"	96
MD2019-981	Décision relative à la cession pour cause de réforme d'un tracteur vétuste de marque Renault immatriculé AV-239-QQ équipé d'une épaveuse vétuste de marque Mac Connel - Hôtel des ventes de Montpellier	98
MD2019-985	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°5146DC18 d'acquisition de livres, livres numériques, éditions adaptées et livres reliés pour les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole	100
MD2019-986	Décision relative au marché subséquent n°M9C0031EP - Travaux d'aménagement de la rue Croix des Rosiers à Montpellier - Attribution du marché	103
MD2019-987	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de voirie rue de la Garenne - Commune de Montpellier	105
MD2019-988	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n° 5027 "Réhabilitation du poste de relevage du Pont Trinquat (4ème pompe)"	107
MD2019-989	Décision relative au marché n°3431DC13 de maîtrise d'œuvre des travaux de construction de la médiathèque Aimé Césaire - Commune de Castelnau-le-Lez - Protocole transactionnel	109
MD2019-991	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALIPLANTE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	111
MD2019-995	Décision relative à une convention de groupement de commandes publiques relative à la mission d'assistance pour la préfiguration d'une gouvernance littorale sur le golfe d'Aigues Mortes	113

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-996	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BA 65 Lieudit l'Estang - Commune de Cournonsec	115
MD2019-997	Décision relative à l'avenant n°1 à la Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux et Montpellier Méditerranée Métropole pour le Renforcement de l'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Brès	117
MD2019-1002	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS n°84, lot n°37, 2 153 Route de Mende à Montpellier	119
MD2019-1003	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AM n°42, 2 646 Route de Mende à Montpellier	122
MD2019-1004	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AS n°348, 2 015 Route de Mende à Montpellier	125
MD2019-1005	Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la ligne 5 de tramway - Parcelle AL n°178 -Lot n°132 - Lieu-dit Résidence le Callopie Route de Mende à Montpellier	128
MD2019-1006	Décision relative au marché n°M9D0040EP d'entretien des engouffrements, de curage et de contrôle du réseaux d'eaux pluviales - Lots 1 et 2 - Autorisation de signature	131
MD2019-1012	Décision relative à un emprunt auprès du Crédit Agricole CIB	133
MD2019-1014	Emprunt de dix millions d'euros auprès d'Arkea	137
MD2019-1019	Décision relative aux avenants de prolongation de l'accord-cadre n°3948bisTV15 de travaux d'entretien et d'aménagement des espaces verts métropolitains - Autorisation de signature	140
MD2019-1021	Décision relative à la signature d'une convention entre Enedis et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur le déplacement et la dissimulation des réseaux électriques aériens Basse Tension sur la rue Rouget de Lisle et place de la Constitution, commune de Pérols.	142
MD2019-1022	Décision relative à la signature d'une convention entre Enedis et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur le déplacement et la dissimulation des réseaux électriques aériens Basse Tension sur la rue Thiers et la Place de la Liberté, commune de Pérols.	145
MD2019-1023	Décision relative au marché M9C0016DM pour la réalisation d'une enquête annuelle de mesure du taux de fraude dans le cadre de la Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation des services de transports publics urbains de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	148
MD2019-1024	Décision relative à l'acquisition de plusieurs parcelles - Avenue du Champ des Moulins - Commune de Murviel-lès-Montpellier	151

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-1025	Décision relative au marché n°4703DC17 - Travaux de couverture de l'aile nord du forum du site archéologique du Castellans - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Avenants n°2 - Lots 1, 2 et 3	153
MD2019-1027	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées A 2464 et A 2465 lotissement Le Clos des Arbousiers Commune de Sussargues	156
MD2019-1028	Décision relative au marché n°3978DS15 de Travaux de construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès - Lot n°12 "Voirie et réseaux humides" - Protocole d'accord transactionnel n° 1	158
MD2019-1029	Décision relative à l'acquisition de plusieurs parcelles situées sur les Communes de Saint-Geniès-des-Mourgues et Castries	160
MD2019-1032	Décision relative à la cession de la parcelle cadastrée TV n°201 - Rue Marius Petipa - Zac Pierres Vives à Montpellier - Approbation	163
MD2019-1033	Décision relative au marché n°M9B0065EP - Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du Pont des Soupis - Commune de Prades-le-Lez - Attribution	165
MD2019-1034	Décision relative au marché n°M9D0037DC de fourniture de périodiques pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	167
MD2019-1035	Décision relative à l'acquisition de parcelles en nature de voirie avenue de la Monnaie Commune de Castelnau-le-Lez	169
MD2019-1037	Décision relative au marché M9D0120DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'une œuvre de Pierre-Henri de Valenciennes, Pyrrhus apercevant Philoctète dans son antre, à l'Isle de Lemnos, 1789	171
MD2019-1041	Décision relative à l'exercice du Droit de préemption urbain (DPU) - Propriété FIHEY - Parcelle MS 290 lots 5290 et 5820 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	173
MD2019-1042	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à extraire du Domaine Public rue de la Source Commune de Clapiers	177
MD2019-1043	Décision relative à l'attribution du marché subséquent n°M9C0043DC de l'accord-cadre n°M8D0036DC pour le transport des œuvres de l'exposition "La chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier"	179
MD2019-1047	Décision relative à l'exercice du Droit de préemption urbain (DPU) - Propriété GEMINARD - Parcelle MS 290 lots 3287-5688-5680 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	182
MD2019-1048	Décision relative à l'exercice du Droit de préemption urbain (DPU) - Propriété FORTEA - Parcelle MS 290 lots 2412 et 5785 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	186
MD2019-1049	Décision relative à un marché n°M9D0022EA - Suivi du récepteur lez et mer de la station d'épuration MAERA - Lot n°1 : Suivi Mer - Lot n°2 : Suivi Lez	190

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-1050	Décision relative à une convention de groupement de commandes pour les prestations d'aménagement et d'entretien des espaces verts entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	193
MD2019-1051	Décision relative à la constitution de différentes servitudes de tréfonds, aérienne et de surface sur les parcelles cadastrées section RN n° 6 et 35 au profit d'ENEDIS secteur Valedeau - Commune de Montpellier	195
MD2019-1052	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SNAPKIN au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	198
MD2019-1053	Décision relative à un groupement de commandes entre la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour un marché d'achats de véhicules et utilitaires légers	200
MD2019-1054	Décision visant à modifier la décision n° MD2018-807 relative à l'attribution du marché n°4968EA18 - Risque pluvial et inondations - Prestations topographiques courantes et relevés de réseaux - Lot n°1 "Prestations topographiques courantes"	203
MD2019-1055	Décision relative à l'agrément de candidature de l'association FRENCH TECH MEDITERRANEE MONTPELLIER NIMES dans l'HOTEL FRENCH TECH à Montpellier.	205
MD2019-1056	Décision relative à l'attribution d'un marché en groupement de commandes n°G9D0029MG "Prestations de maintenance préventive et corrective des équipements d'ascenseurs"	207
MD2019-1058	Décision relative à la conclusion d'un accord-cadre "maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie - Esplanade - Triangle" - Opération conduite dans le cadre d'un mandat confié à la SA3M	210
MD2019-1059	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°3815 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station d'épuration MAERA	213
MD2019-1060	Décision relative au marché n° M9B0055DC- Fourniture de lampes et tubes fluorescents - Direction de la Culture - Autorisation de signature	215
MD2019-1061	Décision relative à l'attribution du marché n°8.135 portant sur les Etudes et la réalisation de la régulation de trafic et de la priorité aux feux dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	217
MD2019-1062	Décision relative à l'attribution du marché n°8.423 portant sur les Travaux anticipés des réseaux dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	219
MD2019-1063	Décision relative à une convention de domiciliation au sein du bâtiment MIBI passée avec la société DP TECHNOLOGY FRANCE	221
MD2019-1064	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé pour les parcelles AK n° 221p et 223 - Commune de Baillargues	223
MD2019-1066	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ECOMNEWS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	225

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-1067	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société ANATOSCOPE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	227
MD2019-1069	ZAC Extension Park Eureka - Agrément de candidature lot 17A	229
MD2019-1070	décision relative au marché n° M9B0083VD de "Collecte et transport des déjections animales du Complexe animalier NOE"	231
MD2019-1071	Décision relative à un avenant n° 1 au marché en groupement de commandes 5214MG18 "Achat et livraison de papier"	233
MD2019-1072	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°5150EP18 de développement d'un outil de validation des imports de données OpenStreetMap - Autorisation de signature	235
MD2019-1074	Décision d'ester en justice "Procédure d'expulsion Gens du Voyage - TGI"	237
MD2019-1076	Décision relative au marché subséquent n°M9C0046EP - Accord- cadre n°5023AT17 - LOT 1 - RM5 - Dévoiement des réseaux - Attribution du marché	239
MD2019-1077	Décision relative à la commande de bus électriques à l'UGAP	241
MD2019-1078	Décision relative à l'acquisition de parcelles en nature de voiries et espaces publics - Commune de Prades-le-Lez	243
MD2019-1079	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SEGUIN - Parcelle MS 290 lot 2998 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	245
MD2019-1080	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BK 107 - Lieudit La Mourade Commune de Baillargues	249
MD2019-1081	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété DUPONT - Parcelle MS 290 lot 3362 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	251
MD2019-1083	Décision relative à la renégociation d'un contrat d'emprunt souscrit auprès de la Banque Postale et cédé à la Caisse Française de Financement Local	254
MD2019-1084	Décision relative à une convention d'occupation précaire du domaine privé parcelle BL n° 37 - Commune de Baillargues	257
MD2019-1086	Décision relative à un marché n° M9D0087EA - Renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable dans le secteur des Arènes sur la commune de Le Crès	259
MD2019-1089	Décision relative à une demande de déclaration préalable pour des travaux dans le cadre de la réalisation d'un cheminement mode doux entre le quartier Sud de Saint Gély du Fesc et le giratoire de la Lyre à Montpellier	262
MD2019-1091	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AA 349 - Chemin du Roudourel - Commune de Cournonsec	264
MD2019-1093	Décision relative à une modification de la délibération n°13022 du 28 mai 2015 autorisant le lancement de l'appel d'offre et la signature du marché n°3392EA15 de travaux courants sur les réseaux d'assainissement	266

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-1094	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de Madame Anne Sutra de Germa d'une oeuvre de Pierre Soulages, Peinture 65 x 143 cm, 13 décembre 2008	268
MD2019-1095	Décision relative à la signature d'une convention de prise possession anticipée de la parcelle cadastrée AV n°245 sise commune de Cournonterral - Aménagement de la ZAC CANNABE	270
MD2019-1096	Décision modifiant la délibération n°13790 du 14 avril 2016 relative au marché n°4470DM16 " Fournitures, pose et maintenance du jalonnement - autorisation de lancer la consultation et de signer le marché"	272
MD2019-1097	Décision modifiant la délibération n°14031 du 21 juillet 2016 relative au marché n°4592EP16 ' serrurerie de voirie - travaux de dépose et de pose - maintenance et fourniture - lancement de la consultation et autorisation de signature'	274
MD2019-1098	Décision modifiant la décision n°MD2018-263, exécutoire le 23/04/2018, relative au marché n°4961AT17 de maitrise d'œuvre et d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la réalisation de projets VRD sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 7 Assistance à maîtrise d'ouvrage	276
MD2019-1099	Décision modifiant la délibération n°13958 du 30 juin 2016 relative au marché n°4549DM16 de travaux de maintenance des carrefours à feux tricolores de la Métropole - autorisation de lancer la consultation des entreprises et de signer le marché	278
MD2019-1100	Décision modifiant la délibération n°14200 du 25 octobre 2016, relative à la stratégie de commande publique portant sur la voirie - Lancement de la consultation et autorisation de signer les marchés de travaux et de maintenance de la voirie métropolitaine	280
MD2019-1101	Décision modifiant la décision n°D2017-866, exécutoire le 26/12/2017, relative au marché n°4775MG17 ' Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique des bâtiments métropolitains (chauffage, ventilation, climatisation)	282
MD2019-1103	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit par le Fonds régional d'art contemporain Occitanie Montpellier au musée Fabre d'une œuvre de Vincent Bioulès, Le grand Silence, 1981	284
MD2019-1104	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AT 174 en nature d'espace public Commune de Prades-le-Lez	286
MD2019-1105	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit du Fonds régional d'art contemporain Occitanie Montpellier d'une œuvre de Simon Hantai, Tabula, 1980, au musée Fabre	288
MD2019-1106	Décision relative à la donation au Musée Fabre par Monsieur Tjeerd ALKEMA de deux de ses œuvres, Sans titre (Nocturne) et Sans titre, 1978	290

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-1107	Décision relative à la donation de Monsieur Saurel au musée Fabre d'une huile sur toile d'Edouard-Antoine MARSAL (1845-1929), Portrait d'homme	292
MD2019-1108	Décision relative à l'acquisition de parcelles en nature d'espaces publics Rue des Faisses - Commune de Castries	294
MD2019-1109	Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°2 du marché M8D5208VD - Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole	296
MD2019-1110	Décision relative à la donation au musée Fabre d'une oeuvre de Jeanne Gérardin (1939-2014), La Duègne, par Madame Viviane Gérardin-Saltet	299
MD2019-1111	Décision relative à la donation au musée Fabre d'une oeuvre d'Alexandre Cabanel (Montpellier, 1823 - Paris, 1889), Tête d'étude, par Madame Reine Rouquette	301
MD2019-1112	Décision relative à la convention de coopération avec GrDF dans le domaine de la sécurité industrielle pour la réalisation de la ligne 5 et l'extension de la ligne 1 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole	303
MD2019-1115	Décision relative au renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au GEFLUC (Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte Contre le Cancer)	306
MD2019-1116	Décision relative au transfert de propriété dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole de parcelles à l'intérieur du site archéologique du Castellat - Commune de Murviel-lès-Montpellier	308
MD2019-1118	Décision relative au marché subséquent n°M9D0096AT " travaux d'aménagement Place de la Ramade - Commune de SAINT-BRES" - Autorisation de signature	311
MD2019-1119	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit au musée Fabre de faïences issues de la collection de Monsieur Jacques BOUSQUET	313
MD2019-1122	Décision relative à un échange foncier sans soulte avec Monsieur LAVINAUD Jacques sur la commune de Cournonsec dans le cadre de l'aménagement de la ZAC CANNABE	315
MD2019-1123	Décision relative au marché n°M9D0012AT-Location et entretien des vêtements de travail des agents de la Direction de l'Action Territoriale- Autorisation de signature	317
MD2019-1127	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société CGMA IMMO - Places de parking 157 rue de Messidor - Montpellier	319
MD2019-1130	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété LUDANSZKI - Parcelle LR 51 lots 3020-407-537-693 Résidence Le Nouveau Peyrou - Commune de Montpellier	321

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-1132	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën Saxo immatriculé EL-923-TR - Hôtel des ventes de Montpellier	325
MD2019-1133	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI FLORA - Parcelle LR 48, 134 lots 5-74-60 Résidence L'Esperou - Commune de Montpellier	327
MD2019-1134	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété PENERANDA - Parcelle LR 48, lot 122 Résidence L'Esperou - Commune de Montpellier	331
MD2019-1135	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI QUINZE - Parcelle LR 262, lots 57-83 Résidence Le Plein Ciel - Commune de Montpellier	335
MD2019-1136	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété LAAZIZ - Parcelle LS 13 lots 55-115-659 Résidence Les Allées du Bois - Commune de Montpellier	339
MD2019-1137	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété YAKHLAF - Parcelle LR 48 lots 49-50-65 Résidence L'Esperou - Commune de Montpellier	343
MD2019-1138	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule benne vétuste de marque Piaggio immatriculé EL-891-TR - Hôtel des ventes de Montpellier	347
MD2019-1139	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SABIR - Parcelle LZ 53 lots 9 et 18 Résidence Del Riu - Commune de Montpellier	349
MD2019-1141	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault master immatriculé AH-713-KB - Hôtel des ventes de Montpellier	353
MD2019-1142	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EE-349-YL - Hôtel des ventes de Montpellier	355
MD2019-1144	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Fiat Ducato immatriculé FF-339-QH - Hôtel des Ventes de Montpellier	357
MD2019-1145	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Peugeot 106 immatriculé CM-241-PX - Hôtel des ventes de Montpellier	359
MD2019-1147	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule Polybenne vétuste, de marque Renault immatriculé EL-523-MJ - Hôtel des ventes de Montpellier	360

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-1148	Décision relative à une donation de Monsieur Dolla de l'une de ses œuvres, Bande Rouge, 1971, peinture sur tissu, 600 x 16 cm	363
MD2019-1150	Modification de la régie d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional	365
MD2019-1154	Décision relative à une convention de groupement de commandes pour le traitement des échanges dématérialisés de DT et DICT entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	368
MD2019-1157	Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Mission Locale de Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole - Locaux au 1570 avenue des Platanes à Boirargues	370
MD2019-1160	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Prémption Urbain à la commune de Murviel-lès-Montpellier à l'occasion de l'aliénation des parcelles AC 20 et 19 lieudit Les Clapissous	373
MD2019-1161	Décision relative à l'avenant n°6 intégrant des prix nouveaux au marché n°4849AT17 " Fabrication et mise en œuvre d'enrobés sur routes départementales Lot n°1DTAMEH co-utilisé par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature	375
MD2019-1162	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SALA - Parcelle MS 290 lots 2740 et 3305 Résidence Les Cévennes - Commune de Montpellier	377
MD2019-1165	Décision d'ester en justice " Référé expertise n°1905750-8 TA - Madame GOERING"	380
MD2019-1166	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété MIDAN - Parcelle LR 12-15-133 lots 429-449-123 Résidence L'Hortus - Commune de Montpellier	382
MD2019-1168	Décision relative à la signature d'une convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Service Régional de Police Judiciaire de Montpellier - Domaine de Baillarguet à Montferrier-sur-Lez	386
MD2019-1171	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de trois emprises en nature de voirie situées ZAC Cambacérès Commune de Montpellier	388
MD2019-1172	Décision relative à une convention de mise à disposition du théâtre Jérôme Savary par la commune de Villeneuve-lès-Maguelone	390
MD2019-1179	Décision relative à une autorisation de dépôt d'une déclaration préalable de travaux pour l'ouvrage d'art situé rue du Bassin et rue des 2 Croix à Montferrier sur Lez	392

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 18 DECEMBRE 2019
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-1180	Décision relative à une autorisation de dépôt d'une déclaration préalable de travaux pour l'ouvrage d'art situé Grand rue Marie Lacroix / Impasse des Micocouliers sur la commune de Clapiers	394
MD2019-1181	Décision relative à une autorisation de dépôt de déclaration préalable de travaux pour un ouvrage d'art situé rue du Square/rue des Lavandières sur la commune de St Georges d'Orques	396
MD2019-1182	Décision relative à une autorisation de dépôt de déclaration préalable de travaux pour un ouvrage d'art situé Allée de la cour Haute /parking sur la commune de Jacou	398
MD2019-1186	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de trois emprises en nature de voirie situées ZAC Cambacérès Commune de Montpellier	400
MD2019-1187	Décision relative à un avenant n°1 au contrat de location signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Urgence Solaire - Locaux Lot n°3 au 391 rue de Font Froide à Montpellier	402
MD2019-1189	Décision relative à l'agrément de candidature de la société TANDEM PARTNER PROCESS dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	404
MD2019-1190	Décision relative à l'agrément des candidatures des sociétés VIVALIGNE et REGENTIS PHARMA dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels	406
MD2019-1217	Décision relative à l'avenant n° 3 au lot n° 1 du marché 3418GD13 d' "Exploitation du casier n° 2 de l'Installation de Stockage des Déchets ménagers non dangereux"	408
MD2019-1237	Décision d'ester en justice "Fixation judiciaire du prix - Prémption parcelle cadastrée AI 15 PEROLS"	411



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°4 au
contrat de Partenariat pour la gestion
énergétique, la construction avec
financement, la maintenance et
renouvellement des ouvrages d'éclairage
public, vidéosurveillance, génie civil pour
réseau de communication haut débit et
signalisation lumineuse tricolore - Juvignac**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2004-559 du 17 juin 2004 ;
- Vu l'article L1414-10 du Code Général des Collectivités Locales ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrête portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public »,
- Vu le Contrat de Partenariat Public Privé portant sur la gestion énergétique, construction avec financement, maintenance et renouvellement des ouvrages d'éclairage public, vidéosurveillance, génie civil pour réseau de communication haut débit et signalisation lumineuse tricolore sur le territoire de la Commune de Juvignac, conclu le 08/04/2013 pour une durée de 18 ans ;
- **CONSIDERANT :**
- Que la rétrocession de la ZAC des « Constellations » à la Métropole de Montpellier sur le territoire de la commune de Juvignac induit des prestations supplémentaires au titre du contrat de Partenariat Public Prive qui sont les suivantes :
 - Prise en charge de 640 points lumineux supplémentaires au titre de la maintenance de l'éclairage public portant le nouveau total des points lumineux sous maintenance à 2 605,
 - Nouvelle gestion des sinistres,
 - Nouvelle valorisation des stocks.,
- Que ces nouvelles prestations ont des impacts financiers sur la rémunération versée au titulaire au titre de la Maintenance, de la gestion des sinistres et de la constitution de stock de pièces de rechange et des équipements de remplacement,
- Qu' il apparait nécessaire de fixer les nouvelles modalités de gestion financière de ces équipements par le titulaire SPIE CityNetworks,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°4 au contrat de partenariat public privé avec l'entreprise SPIE CityNetworks 1/3 Place de la Berline 93 287 SAINT DENIS avec une augmentation de la rémunération maintenance trimestrielle de l'entreprise décomposée comme suit :

- Maintenance éclairage public :
 - Ancienne rémunération prestation maintenance : 10 653,36 € HT,
 - Nouvelle rémunération prestation maintenance : 16 698,05 € HT.
- Gestion des sinistres :
 - Ancienne rémunération frais de gestion sinistre: 9 668,83€ HT,
 - Nouvelle rémunération frais de gestion sinistre : 13 358,44 € HT.

Enfin, un stock de pièces de rechange et de remplacement a dû être constitué par le titulaire et doit être valorisé comme suit :

- Valorisation du stock des pièces de rechange pour un montant de 15 204 € H.T.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/11/2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSSE



Publiée le : 20 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M9D0055VD
de "Nettoyage des espaces publics
métropolitains"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,
- **CONSIDÉRANT :**
 - qu'il est nécessaire de passer un marché de « Nettoyage des espaces publics métropolitains –lot n° 1 : mise à disposition d'engins de nettoyage (balayage, lavage) et du personnel associé et lot n° 2 : prestations de nettoyage manuel ou avec du petit matériel, ramassage des dépôts » ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1 et R2124-2 du code, et des articles R2162-2 à R2162-5 du Code de la Commande Publique. Cette consultation est passée en application des articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, sous la forme d'un Appel d'Offres Ouvert, pour une durée de quatre années au total (période initiale de un an renouvelable trois fois) ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif 60 %
- ° Valeur technique au regard du mémoire technique 40 %

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 29 octobre 2019 a :

- classé les offres et choisi, pour le lot n°1, l'entreprise S.M.N., 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 3, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
- classé les offres et choisi, pour le lot n°2, le groupement d'entreprises ACTP 34/ Ciel Vert, résidence Novalia Bâtiment A, 67 rue Jean Ferrat, 34 000 Montpellier (en première position) et l'entreprise S.M.N., 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 3 (en deuxième position) selon la méthode dite « en cascade »

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M9D0055VD de « Nettoyage des espaces publics métropolitains » :

- à l'entreprise S.M.N., 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 3, pour le lot n° 1 de « Mise à disposition d'engins de nettoyage (balayage, lavage) et du personnel associé »
- au groupement d'entreprises ACTP 34 / Ciel Vert, résidence Novalia Bâtiment A, 67 rue Jean Ferrat, 34 000 Montpellier (en première position) et à l'entreprise S.M.N., 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 3 (en deuxième position) pour le lot n° 2 de « Prestations de nettoyage manuel ou avec du petit matériel, ramassage des dépôts » pour l'attribution des bons de commande selon la technique dite « en cascade ».

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et sans montant maximum (mono-attributaire sur le lot n° 1 et multi-attributaire sur le lot n° 2).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets principal et annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS



Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 NOV. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle EV 483 - Secteur Gare Saint Roch
- Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la demande de la société YXIME gestionnaire du patrimoine foncier et immobilier de SNCF Réseau par mail en date du 18 octobre 2019, indiquant qu'il convient de régulariser la parcelle cadastrée EV 483, utilisée dans le cadre de l'aménagement des lignes du tramway aux abords de la Gare Saint Roch,
- Vu l'évaluation de France Domaine n° 2019.172V1108 en date du 5 septembre 2019, indiquant une valeur vénale de 10 €/m²,

- Considérant que cette emprise, propriété de la SNCF, supporte bien les voies du tramway sur le secteur de la Gare Saint Roch, et qu'il convient de régulariser la situation foncière au profit de la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable, auprès de SNCF Réseau, la parcelle cadastrée EV 483 d'une superficie de 279 m², sur le secteur de la Gare Saint Roch à Montpellier, afin de l'incorporer au domaine public de la Métropole.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie au prix de 10 €/m², soit un montant total de 2 790 € pour la parcelle EV 483, conformément à l'avis de France Domaine.

ARTICLE 3 : L'acte notarié constatant le transfert de propriété sera rédigé aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine privé
pour plusieurs parcelles - Plaine de
Colombiers - Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet de convention, conclu en application des articles L 411-2 et suivants du Code Rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de Monsieur Pierre VILLIET, demeurant Domaine du Bosc à MUDAISSON (34130), les parcelles situées sur la commune de Baillargues, cadastrées section BK n° 53-54-55-56-79-80-82-84-86-88 et 90, lieu-dit « Plaine de Colombiers », pour une durée de trois campagnes,

- Considérant que sur les parcelles concernées, la mise en culture en application des articles L. 411-2 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime, peut permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée entre Monsieur Pierre VILLIET et Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles situées sur la commune de Baillargues, cadastrées section BK n° 53-54-55-56-79-80-82-84-86-88 et 90, lieu-dit « Plaine de Colombiers », pour une contenance cadastrale totale de 27 357m² et une contenance réellement cultivée de 25 477m², le solde supportant les cheminements.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée de trois campagnes à compter du 1^{er} décembre 2019 jusqu'au 30 novembre 2022.

ARTICLE 3 : La présente convention est consentie moyennant le versement d'un loyer annuel établi sur la base de 180€ par hectare, soit quatre cent cinquante huit euros (458€).

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAKOPEL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles DV 635 et DV 637 - Avenue du
Maréchal Leclerc - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- Vu le plan d'alignement de l'avenue Maréchal Leclerc annexé au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier,

- Vu l'accord de NG Promotion en date du 23 octobre 2019 concernant la cession d'une bande de terrain de 189 m² devant la future copropriété « FLOWER » située au 724 et 730 avenue Maréchal Leclerc à Montpellier,

- Considérant qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain les parcelles DV 635 d'une contenance de 82 m² et DV 637 d'une contenance de 107 m² en vue de l'alignement de l'avenue Maréchal Leclerc sur la commune de Montpellier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de NG Promotion, les parcelles DV 635 d'une superficie de 82 m² et DV 637 d'une superficie de 107 m² situées avenue du Maréchal Leclerc sur la commune de Montpellier, en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à 60 € / m² soit un montant de 11 340 € pour 189 m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le . 0 5 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUVEL



Publiée le : 0 5 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 0 5 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition avec la SAFER Languedoc-
Roussillon CMD 34 16 00 33 02 ensemble
de parcelles - Lieu dit Valedéau -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- Vu le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes,

un ensemble de parcelles situées sur la commune de Montpellier, tel que détaillé dans le tableau ci-dessous,

Commune de MONTPELLIER

Lieu-dit	Secti on	N°	Surface	Nature
VALEDEAU	RN	20	0 ha 66 a 00 ca	Vignes / 1 ^{er} preneur
VALEDEAU	RN	20	0 ha 59 a 16 ca	Vignes / 2 ^{ème} preneur
DU MAS DE L'OLIVIER	RN	21	57 ca	Sol
VALEDEAU	RN	6	2 ha 84 a 47 ca	Vignes / 1 ^{er} preneur
VALEDEAU	RN	6	0 ha 92 a 53 ca	Vignes / 2 ^{ème} preneur
VALEDEAU	RN	7	1 ha 60 a 72 ca	Vignes
VALEDEAU	RN	10	1 ha 96 a 64 ca	Vignes
VALEDEAU	RN	25	3 ca	Bois - Taillis
VALEDEAU	RN	35	1 ha 29 a 90 ca	Vignes

TOTAL SURFACE : 9 ha 90 a 02 ca

- Considérant que la mise en culture de ces terres permet d'une part, une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite,

- Considérant que les parcelles cadastrées RN 20 et RN 6 sont suffisamment importantes pour être divisées entre deux exploitants différents,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Languedoc-Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, à Lattes, les parcelles listées ci-dessus, situées sur la commune de Montpellier pour une surface totale de 9 ha 90 a 02 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée de trois campagnes jusqu'au 31 octobre 2022.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de quatre mille neuf cent cinquante euros (4 950 €).

ARTICLE 4 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 NOV 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 12 NOV 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au transfert de propriété
du parvis de la Maison Commune et de la
Poste de la ville de Grabels dans le
patrimoine de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Grabels n°008/18-02-2019 en date du 18 février 2019,

CONSIDERANT :

- qu'en application des dispositions de l'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Grabels utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- que conformément aux dispositions de l'article L. 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert par la Ville de Grabels, des biens énumérés ci-dessous, dans le patrimoine de la Métropole :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m²
Parvis Maison Commune	AX 423	4550 m²
Parvis de la Poste	AX 418	563 m²

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit. L'acte notarié sera rédigé aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



17 OCT. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-77681-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt de déclaration préalable de travaux
sur le domaine de Grammont**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- Vu la convention de sous-location de bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier, en qualité de bailleur, et Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de preneur, relative à l'occupation des locaux de l'ancienne infirmerie et des anciennes écuries et annexes dénommées bureaux Antoine Vitez, situés sur le domaine de Grammont, à Montpellier,
- Vu la convention d'occupation du domaine public relative au Théâtre de Grammont et ses annexes, incluant les locaux précités situés sur le domaine de Grammont, à Montpellier, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL Théâtre des 13 vents, ainsi que son avenant n°1,

CONSIDERANT :

- que la SARL Théâtre des 13 vents souhaite entreprendre des travaux consistant en la transformation d'un espace de stockage en atelier de fabrication de décors dans les locaux qu'elle occupe au titre de la convention d'occupation du domaine public susmentionnée,
- que ces travaux nécessitent le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents de la Ville de Montpellier,
- qu'en vertu des termes des conventions de sous-location de bail emphytéotique et d'occupation du domaine public précitées, le dépôt de cette déclaration préalable de travaux doit être autorisé par Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la SARL Théâtre des 13 vents à déposer une déclaration préalable de travaux auprès des services compétents de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette déclaration préalable de travaux concerne les locaux des anciennes écuries et annexes dénommées bureaux Antoine Vitez, situés sur le domaine de Grammont, à Montpellier, et le projet de transformation d'une partie de ces locaux en atelier de fabrication de décors.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de mise à
disposition n° 34 19 0040 01 avec la
SAFER Occitanie d'un ensemble de
parcelles situées sur les communes de
Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de Vice-Présidente,

Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,

Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE dans le domaine de l'Agro-écologie et de l'alimentation,

Vu le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Occitanie, dont le siège est à CASTANET-TOLOSAN (31321), 10 Chemin de la Lacade Auzeville-Tolosane, un ensemble de parcelles situées sur les communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier, tel que détaillé dans le tableau ci-dessous,

CONSIDERANT

Les désignations cadastrales suivantes :

Commune de CASTELNAU-LE-LEZ : 1 ha 41 a 67 ca

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	N R
LE GRES	AK	0028		34 a 71 ca	Landes	Landes
LE GRES	AK	0039		1 ha 06 a 96 ca	Terres	Terres

Commune de LATTES : 28 ha 04 a 97 ca

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	N R
FIGUIERE	CA	0001		2 ha 24 a 18 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0006		1 ha 02 a 11 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0011		2 ha 41 a 75 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0022		1 ha 38 a 36 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0080		5 ha 11 a 07 ca	Terres	Terres
MAS DE PORTAL	CC	0004		9 a 30 ca	Sols	Sols
MAS DE PORTAL	CC	0062		7 ha 17 a 78 ca	Terres	Terres
MAS DE PORTAL	CC	0064		8 ha 60 a 42 ca	Terres	Terres

Commune de MONTPELLIER : 42 ha 88 a 19 ca

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	N R
RASTOUBLE	RA	0004		84 a 85 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0005		62 a 00 ca	Vignes	Vignes
RASTOUBLE	RA	0008	A	90 a 40 ca	Vignes	Vignes
RASTOUBLE	RA	0008	B	55 a 21 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0011		7 a 32 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0012		1 ha 78 a 75 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0013		15 a 33 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0014		64 a 90 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0024		3 a 47 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0030		2 ha 04 a 76 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0031		81 a 56 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0027		64 a 90 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0030		72 a 81 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0048	J	23 ca	Vignes	Vignes
PONT TRINQUAT	SH	0048	K	1 ha 74 a 87 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0083		47 a 56 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0122		6 a 18 ca	Jardins	Jardins
PONT TRINQUAT	SH	0124		1 ha 30 93 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0126		34 a 04 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0128		27 a 16 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0130		31 a 49 ca	Terres	Terres
DU MAS DE BROUSSE	SM	0006		5 ha 18 a 30 ca	Terres	Vergers
DU MAS DE BROUSSE	SM	0007		81 a 37 ca	Vergers	Vergers

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	N R
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0054		2 ha 20 a 89 ca	Vignes	Vignes
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0087		4 ha 35 a 96 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0005		37 a 22 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0006		56 a 31 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0007		2 ha 77 a 25 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0008		70 a 77 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0013	A	27 a 79 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0013	B	25 a 00 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0014	J	40 a 43 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0014	K	30 a 00 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0015		87 a 68 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0016		56 a 69 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0017	A	8 a 85 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0017	B	34 a 75 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0020		54 a 60 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0024		57 a 86 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0003		25 a 26 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0009		55 a 29 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0010		21 a 07 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	J	1 ha 93 a 52 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	K	60 a 51 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0032		1 ha 21 a 58 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0034		49 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0042		6 a 05 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0043		96 a 68 ca	Terres	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0058		3 ha 69 a 61 ca	Terres	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0060		1 ha 60 a 46 ca	Terres	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0076		22 a 68 ca	Terres	Terres

TOTAL SURFACE : 76 ha 40 a 28 ca

- Considérant que la mise en culture de ces terres permet d'une part, une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Occitanie, les parcelles listées ci-dessus, situées sur les communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier pour une surface totale de 76 ha 40 a 28 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'une campagne, jusqu'au 31 octobre 2020.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de onze mille huit cent soixante dix huit euros (11 878€).

ARTICLE 4 : Madame Mylène FOURCADE, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 12 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au
mandat d'études préalables de faisabilité
pour la réalisation de nouveaux
équipements sportifs métropolitains**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sport et Traditions Sportives »,
- Vu la décision n°D2016-966 du 13 janvier 2017 relative à un mandat d'études préalables de faisabilité en vue de la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains,

- Vu la convention de mandat d'études préalables du 17 mars 2017 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M),
- Vu la décision n°MD2019-192 du 6 mars 2019 relative à un avenant n°1 au mandat d'études préalables de faisabilité pour la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains,

CONSIDÉRANT :

- qu'en date du 14 mai 2019, le Préfet de l'Hérault a porté à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole une proposition de plan d'exposition au bruit actualisé qui obère la réalisation de logements sur la ZAC 1 de l'opération d'aménagement de Cambacérès,
- que la future ZAC 1 bis, sur laquelle le stade devait venir trouver place, sera le réceptacle principal des logements, et qu'ainsi le stade, pour des raisons économiques, devra trouver un emplacement alternatif,
- que par voie de conséquence, la convention doit être modifiée afin :
 - d'étudier de nouvelles hypothèses de positionnement du futur stade ;
 - de vérifier la faisabilité technique et juridique desdites hypothèses ;
 - de prolonger la durée du mandat pour une durée supplémentaire de 12 mois pour permettre l'étude de ces hypothèses, portant la durée totale de ladite convention de mandat à 42 mois ;
 - d'augmenter le coût du mandat de 147 000 € HT, le portant désormais à 354 000 € HT.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention de mandat d'études préalables du 17 mars 2017 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) fixant le montant global du mandat à 356 000 € HT et la durée totale du mandat à 42 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Sport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER

Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434 00017-20190101-100 036-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 OCT. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8D0018MG - Prestations de
gardiennage des équipements de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole,
- Vu la notification du 22/05/2019 attribuant le marché à bon de commande n° M8D0018MG « Prestations de gardiennage des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société ASI Sécurité, sise 235 rue Claude François, Parc 2000 pour une durée de 12 mois reconductibles 3 fois 1 année,

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de modifier le marché par un avenant n°1 afin de retirer des bâtiments de la liste établie dans le CCTP à l'article 2.2.2 « Bâtiments Culturels », à savoir l'Agora de la Danse (Montpellier), MOCCO-ESBAMA et MOCCO-Musée (Montpellier), le funérarium Saint-Etienne (Montpellier),
- Qu'il est nécessaire de modifier l'article 2.2 du CCTP « Prestations à exécuter »,
- Que l'avenant n°1 n'a aucune incidence financière sur le marché qui est un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum,

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché M8D0018MG afin d'une part de retirer dans l'article 2.2.2 « Bâtiments Culturels » du CCTP les bâtiments Agora de la Danse (Montpellier), MOCCO-ESBAMA et MOCCO-Musée (Montpellier), le funérarium Saint-Etienne (Montpellier) et d'autre part, de modifier l'article 2.2 du CCTP « Prestations à exécuter » de la manière suivante : « D'une manière générale, les prestations confiées à la société sont principalement du gardiennage de site pour la sécurité des biens et hors exploitation des bâtiments, avec des prestations courantes de vigilance, de contrôle des accès, de ronde, de contrôle des différents systèmes techniques en place, d'éventuels renforts de sécurité en cas de débordement ou des agents en place ».

Article 2 : De dire que l'avenant n° 1 n'a aucune incidence financière sur le marché qui est un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034. 24 84 00 01 7 - 2 0 1 9 0 1 0 1 - 9 8 0 6 6 - C C

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 2 à la
convention des 6 et 28 mars 2014 portant
mise à disposition de terrains Exercice du
droit de chasse Syndicat des Chasseurs et
Propriétaires de Villeneuve-lès-Maguelone
Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la sécurité, proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,

- Vu le projet d'avenant n° 2 à la convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition du Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve-lès-Maguelone, représenté par son Président Monsieur PEREZ Francis, domicilié 61 rue du Martinet à Villeneuve-lès-Maguelone (34750) le droit de chasser sur les parcelles lui appartenant, situées sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, portant ainsi à 37 ha 60a 39 ca la nouvelle contenance de mise à disposition,

- CONSIDERANT :

- qu'il convient de mettre en conformité la convention et son avenant n° 1 avec les règles administratives applicables dans le cas d'espèce en demandant le versement d'un loyer annuel,

- que le loyer annuel est calculé sur la base de un euro (1€) par hectare, soit trente sept euros soixante centimes (37.60€),

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant n° 2 à la convention des 6 et 28 mars 2014 et à son avenant n° 1 est consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice du Syndicat des Chasseurs et Propriétaires de Villeneuve-lès-Maguelone, représenté par son Président Monsieur PEREZ Francis.

ARTICLE 2 : Le loyer annuel dû au titre de la convention et de son avenant est calculé sur la base de un euro (1€) par hectare, soit trente sept euros soixante centimes (37.60€).

ARTICLE 3 : les autres dispositions de la convention des 6 et 28 mars 2014 et de son avenant n° 1 demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Monsieur Laurent JAOUL est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 1 à la
convention 9 août 2012 portant mise à
disposition de terrains à la Société de
Chasse Calage - Exercice du droit de
chasse - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la sécurité, proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet d'avenant n° 1 à la convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de la Société de Chasse Calage, représenté par son Président Monsieur Patrick Bros, domicilié Mas du Lapin – 314 chemin des Termes à Castelnau-le-Lez (34170) le droit de chasser sur les parcelles lui appartenant, situées sur la commune de Montpellier dont le détail figure sur la convention du 9 août 2012,

- CONSIDERANT qu'il convient de mettre en conformité la convention avec les règles administratives applicables dans le cas d'espèce en demandant le versement d'un loyer annuel,
- CONSIDERANT que le loyer annuel est calculé sur la base de un euro (1€) par hectare, soit neuf euros quatre vingt dix centimes (9.90€),

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n° 1 à la convention 9 août 2012 est consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la Société de Chasse Calage, représenté par son Président, Monsieur Patrick Bros.

ARTICLE 2 : Le loyer annuel dû au titre de la convention et de son avenant est calculé sur la base de un euro (1€) par hectare, soit neuf euros quatre vingt dix centimes (9.90€).

ARTICLE 3 : les autres dispositions de la convention du 9 août 2012 demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Monsieur Laurent JAOUL est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe S.



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision à la convention portant mise à
disposition de terrains à l'Association des
Chasseurs Défenseurs de l'Environnement
de Jacou en vue de l'exercice du droit de
chasse - Commune de Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la sécurité, proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu la convention par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'Association des Chasseurs Défenseurs de l'Environnement de Jacou, représentée par son Président Monsieur M. Bernard MONTALVA, domicilié 4 Rue des Iris à JACOU (34830), le droit de chasser sur les parcelles situées sur la commune de Jacou, portant ainsi à 22 ha 66 a 22 ca la nouvelle contenance mise à disposition,

- CONSIDERANT que l'action conduite par l'Association de Chasse permet à la Métropole de bénéficier d'une surveillance permanente du site, de lutter contre le braconnage et d'œuvrer pour la protection des espèces ainsi que de participer aux battues administratives,
- CONSIDERANT que la mise à disposition proposée porte sur une période de trois (3) années, renouvelable par tacite reconduction, moyennant le versement d'un loyer annuel calculé sur la base d'un euro (1€) par hectare, soit vingt deux euros soixante six centimes (22.66€),

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'Association des Chasseurs Défenseurs de l'Environnement de Jacou, représentée par son Président Monsieur Bernard MONTALVA., domicilié 4 rue des Iris à Jacou (34830) le droit de chasser sur les parcelles du Domaine de Viviers lui appartenant, sises sur la commune de Jacou, soit sur 22 ha 66 a 22ca.

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de trois (3) ans, est renouvelable par tacite reconduction tous les trois ans à compter de la date de signature moyennant le versement d'un loyer annuel calculé sur la base d'un euro (1€) par hectare, soit vingt deux euros soixante six centimes (22.66€),

ARTICLE 3 : Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente

Montpellier, le 06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 1 à la
convention des 16 et 24 février 2014
portant mise à disposition de terrains au
Syndicat de Chasse La Méjanelle -
Exercice du droit de chasse sur les
communes de Montpellier et Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la sécurité, proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet d'avenant n° 1 à la convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition du Syndicat de Chasse La Méjanelle, représenté par son Président Monsieur Alain FERRERES, domicilié Résidence le Guilhem VI – appartement 142 – 5 rue des Chevaliers de

Malte à LATTES (34970) le droit de chasser sur les parcelles lui appartenant, situées sur les communes de Montpellier et Lattes, sur le secteur de la nouvelle gare Sud de France,

- CONSIDERANT que le détail et les contenances des parcelles concernées sont légèrement modifiés suite aux nombreuses divisions parcellaires intervenues, portant la nouvelle contenance à 57ha 41a 48ca,
- CONSIDERANT qu'il convient de mettre en conformité la convention avec les règles administratives applicables dans le cas d'espèce en demandant le versement d'un loyer annuel,
- CONSIDERANT que le loyer annuel est calculé sur la base de un euro (1€) par hectare, soit cinquante sept euros quarante et un centimes (57.41€),

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n° 1 à la convention des 16 et 24 février 2014 est consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice du Syndicat de Chasse La Méjanelle, représenté par son Président, Monsieur Alain FERRERES.

ARTICLE 2 : La nouvelle contenance est de 57ha 41a 48ca.

ARTICLE 3 : Le loyer annuel dû au titre de la convention et de son avenant est calculé sur la base de un euro (1€) par hectare, soit cinquante sept euros quarante et un centimes (57.41€)

ARTICLE 4 : les autres dispositions de la convention 16 et 24 février 2014 demeurent inchangées.

ARTICLE 5 : Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SELLERES



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de mise
à disposition de terrains avec l'association
de chasse ' la Saint Hubert ' de Clapiers
Exercice du droit de chasse sur le Domaine
de Viviers - Commune de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la sécurité, proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'association de chasse « la Saint Hubert de Clapiers » représentée par son Président Monsieur Jean Louis RIGAL, domicilié 2 rue de la Combe à Clapiers (34830) le droit de chasser sur les parcelles du Domaine de Viviers lui appartenant, sur la commune de Clapiers, d'une contenance totale de 157 ha 41 a 44 ca,

- CONSIDERANT que l'action conduite par la Société de Chasse permet à la Métropole de bénéficier d'une surveillance permanente du site, de lutter contre le braconnage et d'œuvrer pour la protection des espèces ainsi que de participer aux battues administratives,
- CONSIDERANT que la mise à disposition proposée porte sur une période de trois (3) années, renouvelable par tacite reconduction, moyennant le versement d'un loyer annuel calculé sur la base d'un euro (1€) par hectare, soit cent cinquante sept euros quarante et un centimes (157.41€),

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition de l'association de chasse « la Saint Hubert de Clapiers » représentée par son Président Monsieur Jean Louis RIGAL, domicilié 2 rue de la Combe à Clapiers (34830) le droit de chasser sur les parcelles lui appartenant, au Domaine de Viviers sur la commune de Clapiers, soit sur 157 ha 41 a 44 ca.

ARTICLE 2 : La présente convention, consentie et acceptée pour une durée de trois ans, est renouvelable par tacite reconduction tous les trois ans à compter de la date de signature moyennant le versement d'un loyer calculé sur la base d'un euro (1€) par hectare, soit cent cinquante sept euros quarante et un centimes (157.41€).

ARTICLE 3 : Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
priorité - Propriété de l'Etat rue des
Amandiers commune de Juvignac**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu le courrier de la Direction Départementale des Finances Publiques de l'Hérault en date du 20 août 2019, relatif à la purge du droit de priorité pour les parcelles BK 6, BK 8, BK 9, BK 11 et BK 15, situées rue des Amandiers sur la commune de Juvignac,
- Vu le droit de priorité au titre de l'article L240-1 du Code de l'Urbanisme, adressé par l'Etat et réceptionné le 22 août 2019, enregistré sous le numéro 123DA19/146 concernant la cession des parcelles BK 6, BK 8, BK 9, BK 11 et BK 15, situées rue des Amandiers sur la Commune de Juvignac pour une superficie totale de 543 m²,
- Considérant qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain ces parcelles déjà aménagées en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par exercice du droit de priorité auprès de l'État, des parcelles BK 6, BK 8, BK 9, BK 11 et BK 15, situées rue des Amandiers sur la Commune de Juvignac pour une superficie totale de 543 m².

ARTICLE 2 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire consentie sur une
partie de la parcelle cadastrée H n° 651 -
Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu le code du Commerce, notamment les articles L 310-2, R 310-8, R 310-9,
- Vu la délibération du Conseil n° 14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des transports et mobilité,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,

- Vu le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de Monsieur Tony MARQUES, 424 Rue du Clos à Prades le Lez (34730), sur une partie de la parcelle, 1 250m², située sur la commune de Castries cadastrée section H n° 651 d'une contenance totale de 10 312m², permettant le stationnement d'un camion à pizzas dans le respect des dispositions des articles L 310-2 et R 310-8 et s du Code du Commerce,
- Considérant que Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, doit entretenir et sécuriser le terrain précité qui fait l'objet d'un emplacement réservé pour une aire de stationnement, transport en commun site propre dans le cadre de l'extension de la ligne n° 2 du tramway ainsi que d'études en cours relatives à l'opération de bus à haut niveau de service,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire est passée pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} octobre 2019 jusqu'au 30 septembre 2021, entre Monsieur Tony MARQUES et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, sur une partie de la parcelle située sur la commune de de Castries (1 250m²), cadastrée section H n° 651 d'une contenance totale de 10 312m²,

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de cent cinquante euros (150€).

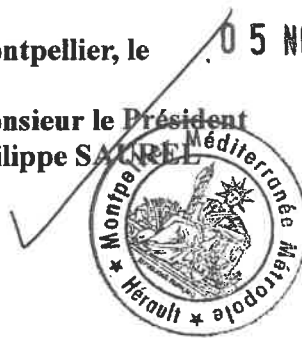
ARTICLE 3 : Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, est autorisé à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de prêt
d'œuvres entre le Musée Fabre et la
Direction Régionale des Affaires
Culturelles d'Occitanie - Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture » ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de ses missions fixées par l'article 2 de la loi « musée » du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, le musée Fabre développe des projets visant à rendre ses collections accessibles au public le plus large tout en concevant et mettant en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture,
- que la Direction Régionale des Affaires Culturelles est chargée de la mise en œuvre, adaptée au contexte régional, des priorités définies par le ministère de la Culture et de la Communication qui a pour mission de faciliter l'accès du plus grand nombre à la culture, de conserver et mettre en valeur le patrimoine, de stimuler la création, d'aider à la diffusion des œuvres,

DECIDE

ARTICLE 1 : qu'une convention de prêt est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction des Affaires Culturelles d'Occitanie autour de la réalisation d'une exposition au sein de la cathédrale Saint-Pierre de Montpellier. Cette exposition sera un pendant à l'exposition « De Marbre blanc et de couleur : La Chapelle Deydé de la Cathédrale de Montpellier (1643-1795) » présentée au musée Fabre du 16 novembre 2019 au 15 mars 2020.

ARTICLE 2 : que la durée du contrat de prêt inclut les phases de transport aller-retour, de stockage, de montage et de démontage, d'emballage et de déballage des oeuvres. Soit jusqu'au 15 mai 2020.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention
d'occupation temporaire d'une partie de la
parcelle cadastrée section H n° 651 -
Commune de Castries

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des transports et mobilité,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de Monsieur Stéphane Moulin, domicilié 3100 Route de Guzargues à Castries (34160), sur une partie de la parcelle, 7 800m², située sur la commune de Castries cadastrée section H n° 651 d'une contenance totale de 10 312m²,

- Considérant que Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, doit entretenir et sécuriser le terrain précité qui fait l'objet d'un emplacement réservé pour une aire de stationnement transport en commun site propre dans le cadre de l'extension de la ligne n° 2 du tramway ainsi que d'études en cours relatives à l'opération de bus à haut niveau de service,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire est passée pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} octobre 2019 jusqu'au 30 septembre 2021, entre Monsieur Stéphane MOULIN et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire sur une partie de la parcelle située sur la commune de Castries, cadastrée section H n° 651 d'une contenance totale de 10 312m²,

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de deux cent cinquante euros (250€).

ARTICLE 3 : Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, est autorisé à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

0 5 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAMBREL



Publiée le : 0 6 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 0 6 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire sur une partie de
la parcelle cadastrée section H n° 651 -
Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code du Commerce, notamment les articles L 310-2, R 310-8, R 310-9,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des transports et mobilité,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,

- Vu le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de Madame Filiz KILLIC, domiciliée 103 Impasse du Levant à Castries (34160), sur une partie de la parcelle pour une superficie de 1 250m², située sur la commune de Castries cadastrée section H n° 651 d'une contenance totale de 10 312m², permettant le stationnement d'un camion restaurant (food truck) dans le respect des dispositions des articles L 310-2 et R 310-8 et s du Code du Commerce
- Considérant que Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, doit entretenir et sécuriser le terrain précité qui fait l'objet d'un emplacement réservé pour une aire de stationnement transport en commun site propre, dans le cadre de l'extension de la ligne n° 2 du tramway ainsi que d'études en cours relatives à l'opération de bus à haut niveau de service,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire est passée pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} octobre 2019 jusqu'au 30 septembre 2021, entre Madame Filiz KILLIC et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, sur une partie de la parcelle pour une superficie de 1 250 m², située sur la commune de de Castries cadastrée section H n° 651 d'une contenance totale de 10 312m².

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de cent cinquante euros (150€).

ARTICLE 3 : Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, est autorisé à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SARRAIL



Publiée le : 05 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Avenant n°2 à la convention de
groupement de commande relative à
l'amélioration de la chaîne de transfert des
effluents de Palavas-les-Flots et de Lattes à
la station d'épuration MAERA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

- Vu la délibération n°13704 du 14 avril 2016 autorisant la signature de la convention de groupement de commande relative à l'amélioration de la chaîne de transfert des effluents de Palavas-les-Flots et de Lattes à la station d'épuration MAERA avec PAYS DE L'OR AGGLOMERATION sise boulevard de la Démocratie CS 70040 34131 MAUGUIO CEDEX fixant les principes de répartition des coûts de maîtrise d'œuvre mis à la charge de chaque membre du groupement. La convention ne prévoyait pas la répartition des coûts des travaux, les solutions techniques devant être précisées à l'issue de l'avant-projet ;
- Vu l'avenant n°1 à la convention de groupement de commande signé entre les deux collectivités afin d'arrêter l'organisation sur la phase réalisation (travaux), d'arrêter le coût des travaux et la répartition financière entre POA et 3M,
- CONSIDERANT :
 - la nécessité de poursuivre le projet en phase travaux sur un mode de fonctionnement en groupement de commandes publiques ;
 - La nécessité de préciser les modalités de gestion administrative des marchés de travaux et de fixer les limites de responsabilité de chaque Maîtrise d'Ouvrage,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention de groupement de commande relative à l'amélioration de la chaîne de transfert des effluents de Palavas-les-Flots et de Lattes à la station d'épuration MAERA avec PAYS DE L'OR AGGLOMERATION sise boulevard de la Démocratie CS 70040 34131 MAUGUIO Cedex.

ARTICLE 2 : de dire que par souci de cohérence et d'efficacité dans la réalisation de travaux portant à la fois sur le Pays de l'Or et la Métropole de Montpellier, d'établir un seul marché public de travaux avec 2 lots, correspondant pour chacun d'entre eux à un périmètre de maîtrise d'ouvrage. Le lot 1 du marché correspond au périmètre de POA (coordonnateur du groupement) et le lot 2 à celui de 3M. La responsabilité de chaque maître d'ouvrage reste pleine et entière concernant ses ouvrages.

ARTICLE 3 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES



Publiée le : 28 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°5210MG18 -
Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO)
pour la maintenance des ascenseurs pour le
groupement de commandes composé de
Montpellier Méditerranée Métropole, le
CCAS de Montpellier, la Ville du Crès, la
Ville de Pérols, la Ville de Pignan et le Ville
de Villeneuve-lès-Maguelone - Avenant n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les dispositions relatives au code des marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole,

-VU le marché n°5210MG18 d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour la maintenance des ascenseurs pour le groupement de commandes composé de Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, la Ville du Crès, la Ville de Pérols, la Ville de Pignan et le Ville de Villeneuve-lès-Maguelone,

- VU la notification du 15 octobre 2018 attribuant le marché n°5210MG18 à la société ACCEO Montpellier, sise 909 avenue des Platanes, 34970 à Lattes, pour un montant initial de 70 150 € HT.

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de modifier le marché n°5210MG18 par un avenant n°1 afin de rajouter 11 appareils à la phase 2 de la mission d'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage pour la maintenance des ascenseurs,

- que le montant de l'avenant n°1, qui est de 6 644€ HT, aura une incidence financière sur le marché 5210MG18 en portant ainsi le nouveau montant du marché à 76 794 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5210MG18 afin de rajouter 11 appareils à la phase 2 de la mission d'Assistance à la Maîtrise d'ouvrage pour la maintenance des ascenseurs ce qui porte à 93 le nombre d'appareil total.

ARTICLE 2 : De dire que l'avenant n°1, d'un montant de 6 644 € HT, a une incidence financière sur le marché dont le nouveau montant est porté à 76 794 € HT (soit +9,47% d'écart) .

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principale de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434 0007-20190101-101216-AC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 22 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles F 371 - F 372 et F 378 Lieudit
Villemagne Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de l'indivision Durand de Fontmagne en date du 11 juillet 2019 concernant la cession au profit de Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées F 371, F 372 et F 378 sur la commune de Castries,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière de ces parcelles, qui sont déjà intégrées à la voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision Durand de Fontmagne, les parcelles F 371, F 372 et F 378 d'une superficie respective de 335m², 480 m² et 990 m², Lieudit Villemagne, sur la Commune de Castries.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir des voiries et des accotements.

ARTICLE 3 : Les parcelles acquises seront intégrées au Domaine Public Métropolitain.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 NOV. 2019

**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**



Publiée le : 05 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Akte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 NOV. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1904738-1 TA - François NATHAN
HUDSON"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **VU** la requête n°1904738-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 septembre 2019 par Monsieur François NATHAN-HUDSON contre la délibération n° M2019-395 en date du 23 juillet 2019 approuvant la modification simplifiée du PLU de la Commune de Prades-le-lez,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts à la suite du dépôt de la requête n°1904738-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 septembre 2019 par Monsieur François NATHAN-HUDSON.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-102190-A4.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un groupement de
commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier pour un marché d'achats de
prestations de manutentions, de
déménagements et de garde meubles**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visées notamment aux articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'afin de continuer à rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes pour l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de garde meubles,
- que Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appels d'Offres sera celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne,
- qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence sera lancée par un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de garde meubles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Conformément aux termes de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour classer les offres et choisir celle économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense concernant Montpellier Méditerranée Métropole sera imputée sur son budget principal.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-102197-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession d'une emprise
à détacher de la parcelle BD 126 - Rue de
la Grave - Commune de Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Considérant qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise déjà intégrée à la propriété privée de l'acquéreur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur Didier DESCAMP, une emprise d'une superficie de 44 m² environ à détacher de la parcelle BD 126, située rue de la Grave à Grabels.

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée à l'euro symbolique conformément à l'estimation n° 2019-116V0626 du 4 juin 2019. Les frais d'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24 84 000 17-619 0101-102437-AV

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'aliénation de la
parcelle cadastrée AT 271 au profit de la
SCI BOISSIERE IENA - Chemin du Mas
de l'Huile - Commune de Montferrier-sur-
Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L. 112-8, L. 141-3 et L 141-12,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€,
- Vu la décision du Président n°MD2019-381 en date du 30 avril 2019 relative à la désaffectation et au déclassement de deux anciennes drailles chemin du Mas de l'Huile – Commune de Montferrier-sur-Lez,
- Vu le courrier de la SCI BOISSIERE IENA, représentée par Madame GAONACH, en date du 16 octobre 2018,
- Vu l'avis de France Domaines n° 2019.169V1208 du 18 septembre 2019,
- Considérant qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces anciennes drailles et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SCI BOISSIERE IENA, représentée par Madame GAONACH domiciliée 14 rue Aristide Briand à Pau, la parcelle cadastrée AT 271 d'une superficie de 29 m², ancienne draille mitoyenne à sa propriété, préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par France Domaines, à savoir un euro symbolique.

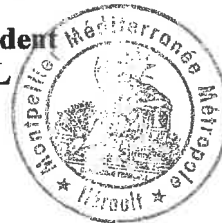
ARTICLE 2 : La vente sera constatée par acte notarié à la demande et aux frais de la SCI BOISSIERE IENA, acquéreur.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 20 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché d'assurance-
construction pour les travaux d'extension
et de rénovation du centre de tri des
déchets ménagers recyclables secs
DEMETER à Montpellier - Lot n° 2 -
Décennale des ouvrages non soumis /
constructeur non réalisateur (DONS/CNR)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les dispositions relatives au code des marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

- VU la convention de mandat (délibération n°12712 du 18 décembre 2014) confiant à la SA3M la réalisation du nouveau centre de tri Demeter ;

CONSIDERANT :

- La délibération n°12188 du 6 février 2014 approuvant le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 35 000 tonnes de capacité ;

- La délibération n°12712 du 18 décembre 2014 autorisant la signature d'une convention de mandat avec la SAAM, devenue par la suite SA3M, pour la réalisation de l'opération ;

- Le lancement d'une procédure adaptée, conduite par la SA3M, société mandataire, dans le cadre de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 d'application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, ce en vue de la souscription des contrats suivants d'assurances-construction pour les besoins de l'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier :

- Lot n°1 : *Tous risques chantiers* (TRC) ;
- Lot n°2 : *Décennale des ouvrages non soumis / constructeur non réalisateur* (DONS/CNR)

- que la décision du 4 octobre 2018 par laquelle le directeur général de la SA3M, société mandataire, déclare ladite procédure adaptée infructueuse pour le lot n°2, nulle offre n'ayant été déposée pour ledit lot dans le délai imparti ;

- que le lancement d'une nouvelle procédure de passation, conduite par la SA3M, société mandataire, dans le cadre du 2° du I de l'article 30 du décret susvisé du 25 mars 2016, ce en vue de la souscription des contrats d'assurances-construction correspondant au lot n°2 ;

- que la négociation conduite par la SA3M, société mandataire, avec la SMABTP, seule, parmi les sociétés d'assurances directement consultées, à avoir déposé une offre initiale ;

- que les critères d'attribution étaient les suivants :

- Critère n°1 : Qualité des garanties - 50% ;
- Critère n°2 : Prix - 40% ;
- Critère n°3 : Suivi et gestion des sinistres - 10% ;

- qu'après analyse la SMABTP présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché public de services d'assurances-construction suivant pour les besoins de l'opération d'extension et de rénovation du centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER à Montpellier, à la société d'assurances suivante, dont l'offre finale est économiquement la plus avantageuse :

- Lot n°2 : *Décennale des ouvrages non soumis / constructeur non réalisateur* (DONS/CNR), à la SMABTP, pour une cotisation prévisionnelle d'un montant total de 79 055,79 € HT (soit 86 170,81 € TTC).

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907 en section d'investissement.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSA



Publiée le : 21 OCT. 2019

Accusé de réception = Ministère de l'intérieur

024-24300017-20190101-103329AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°19MA04263 - Ressources Humaines"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°19MA04263 déposée le 4 septembre 2019 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Madame Sabine BOURBON, Agent de la Métropole, contre le jugement du Tribunal Administratif n°1702065 du 5 juillet 2019 rejetant sa demande de condamnation en réparation pour préjudice moral et matériel à l'encontre de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA04263 le 4 septembre 2019 par Madame Sabine BOURBON.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

22 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

041-24800019-20190101-103389-A4.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 22 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°OT9M135 -
Etudes et réalisation de la régulation trafic
et priorité aux feux - 9.135 dans le cadre de
l'extension Est de la ligne 1 de tramway
vers le pôle d'échanges multimodal
Montpellier Sud de France - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics,
- Vu que dans le cadre de l'aménagement du quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine » rebaptisé Quartier Cambacérès à Montpellier, la SA3M est intervenu comme mandataire de la Métropole pour l'opération tramway de l'extension de la ligne 1 intégrée dans le mandat d'études général du nouveau quartier,
- Vu la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction dans les domaines des Transports et de la Mobilité à Monsieur Jean-Pierre RICO,

- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDERANT les résultats de la consultation lancée selon une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour raisons techniques en application de l'article R.2122-3-2° du code de la commande publique portant sur les études et la réalisation de la régulation trafic et priorité aux feux dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché relatif aux études et à la réalisation de la régulation trafic et priorité aux feux dans le cadre de l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France à l'entreprise GERTRUDE SAEM sise Bordeaux (33).

ARTICLE 2 : le marché est conclu pour un montant de 138 811 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 OCT. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **18 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-248400017 - 2019001-103402-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

18 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier avec
Monsieur Rouquette - Impasse des
Libellules - Commune de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,

- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de la « Voirie et de l'espace public »,
- Vu la décision n°MD2019-136 du 20 mars 2019 relative à la désaffectation et au déclassement de deux emprises à extraire du domaine public non cadastré, situées Chemin des Libellules à Castelnau-le-Lez,
- Vu l'estimation de France Domaine n°2019-057V0212 en date du 11 mars 2019,

CONSIDÉRANT :

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces emprises et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,
- la nécessité de sécuriser le débouché de l'impasse des Libellules sur le Chemin des Libellules.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à Monsieur Rouquette les parcelles cadastrées BN 332 (79 m²) et BN 333 (11 m²) situées Chemin des Libellules et Impasse des Libellules à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès Monsieur Rouquette la parcelle BN 335 (4 m²) située Chemin des Libellules à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 3 : L'échange est proposé contre une soulte de 7 900 euros au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'avis de France Domaine n°2019-057V0212 en date du 11 mars 2019. Les transferts de propriété seront constatés par actes notariés. Les frais d'acte seront supportés par chacune des parties à proportion de leurs acquisitions respectives.

ARTICLE 4 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

17 OCT. 2019



Publiée le : 17 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-103436-All-

Acte Certifié exécutoire 17 OCT. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de prêt à
usage de terrain - Parcelle cadastrée
section AV n° 3 - Commune de Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet de contrat de prêt à usage de terrain consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de l'association Scouts Guides de France, domiciliée Maison Diocésaine, Villa Maguelone, 31 ter avenue Saint Lazare à Montpellier, représentée par Monsieur Jean Marie Costamagna, sur une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 3 d'une contenance totale de 53 393m², située sur la commune de Jacou,

- Considérant que l'association Scouts Guides de France a demandé à pouvoir occuper temporairement une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 3, d'une contenance totale de 53 393 m², située commune de Jacou pour accueillir plusieurs rassemblements au cours de l'année 2020,
- Considérant que l'association Scouts Guides de France est reconnue d'utilité publique, que son rayonnement sur le territoire de la Métropole est important et que les actions conduites respectent l'intérêt métropolitain,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt à usage de terrain est signé pour une durée allant de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2020, entre l'association Scouts Guides de France et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, autorisant l'occupation d'une partie de la parcelle située sur la commune de Jacou section AV n° 3, d'une contenance totale de 53 393m².

ARTICLE 2 : Le présent contrat de prêt à usage est consenti et accepté à titre gratuit. Les frais induits par la consommation d'eau et d'électricité seront à la charge de l'association.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURE



Publiée le : 05 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit de deux oeuvres de Jean Ranc :
Portrait de Monsieur Dupuy, 1697, huile
sur toile et Portrait de Madame Dupuy,
1697, huile sur toile**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine «Culture»,
- **CONSIDERANT**, que la Ville de Douai – 83 rue de la Mairie – 59500 DOUAI représentée par son Maire, Frédéric CHEREAU, agissant pour le compte du Musée de la Chartreuse de Douai, autorise le dépôt des œuvres de Jean RANC (1674 – 1735), *Portrait de Monsieur Dupuy*, 1697, huile sur toile et *Portrait de Madame Dupuy*, 1697, huile sur toile,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec la Ville de Douai – 83 rue de la Mairie – 59500 DOUAI représentée par son Maire, Frédéric CHEREAU, agissant pour le compte du Musée de la Chartreuse de Douai une convention de dépôt relative au dépôt des œuvres de Jean RANC (1674 – 1735), *Portrait de Monsieur Dupuy*, 1697, huile sur toile et *Portrait de Madame Dupuy*, 1697, huile sur toile.

ARTICLE 2 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception des œuvres par le conservateur du musée Fabre. Les œuvres seront enregistrées sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée de un an, avec reconduction tacite pour la même durée, à échéance de chaque terme. Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat. En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation des œuvres, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : Les œuvres ne pourront être prêtées pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité. A l'occasion du déplacement des Œuvres à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant.

ARTICLE 5 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction de l'œuvre pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication. En retour, le dépositaire s'engage à faire parvenir un exemplaire justificatif de toute édition où seraient reproduites les œuvres en dépôt.

ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine « Culture ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4993AT17 -
Mission de maîtrise d'œuvre pour la
requalification de la rue des Roudères -
Commune de Saint Jean de Védas -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les dispositions au code des marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la « Voirie et de l'espace public »;

- VU le marché n°4993AT17 relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de requalification de la rue des Roudères à Saint Jean de Védas conclu avec la société SERI sise 13 rue de Font Caude à Montpellier (34086), pour un forfait provisoire de rémunération de 35 150,00 € HT, sur la base d'un coût prévisionnel initial des travaux de voirie et d'assainissement pluvial de 670 000 € HT (valeur octobre 2017).

CONSIDÉRANT :

- qu'à l'issue des études détaillées et définitives, incluant quelques évolutions du programme et cela en raison de la nécessité de renouveler les équipements d'assainissement des eaux usées et pour permettre à Montpellier Méditerranée Métropole d'ajouter cette intervention aux opérations de travaux et d'assurer une gestion optimisée des deniers publics,

- que la Direction des Eaux et de l'Assainissement et la Direction de l'Action Territoriale ont mené conjointement avec le Syndicat du Bas Languedoc un marché unique en ce qui concerne les réseaux humides tout en simplifiant les nouvelles contraintes techniques. Le coût prévisionnel des travaux de voirie et d'assainissement s'élève désormais à 804 779,79 € HT (valeur janvier 2019) ;

- qu'en conséquence, la rémunération définitive de la mission de maîtrise d'œuvre, toujours au taux forfaitaire de 5,246 %, se trouve donc portée à 42 218,74 € HT ;

- qu'il est nécessaire de mettre en place un avenant afin de fixer le forfait de rémunération définitif fixé dans les conditions prévues par le contrat sur la base de l'estimation prévisionnelle définitive des travaux qui ont été établies lors des études d'avant-projet définitif.

D E C I D E

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4993AT17 de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux de requalification de la rue des Roudères à Saint Jean de Védas conclu avec la société SERI sise à Montpellier (34086), pour un montant en plus-value de 7 068,74 € HT, soit une augmentation de 20,11 % du montant du forfait provisoire initial portant le coût total prévisionnel du marché à 804 779,79 € HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 25 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034.24340007-2020101-193105-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 OCT. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0088AT
- Travaux d'aménagements paysagers des
avenues Unterschleissheim et
Méditerranée - Commune du Crès -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU le dispositif relatif au code des marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public et la mixité dans le parc de logement social public ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour les aménagements paysagers des avenues Unterschleissheim et Méditerranée sur la commune du Crès ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 8 semaines, incluant un délai de préparation de 4 semaines ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique pondérée à 60 % ;
 - Prix pondéré à 40 %.
- qu'après analyse, l'entreprise CMEVE sise à BOUILLARGES (30230) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0088AT relatif aux travaux d'aménagements paysagers des avenues Unterschleissheim et Méditerranée sur la commune du Crès à l'entreprise CMEVE sise à BOUILLARGES (30230), pour un montant de 52 997,85 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 8 semaines, incluant un délai de préparation de 4 semaines.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 21 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034.2434 00014-20190101-104004-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

21 OCT. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête n°
1904231-8 TA - Marie Angèle FRESCA"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la requête n°1904231-8 déposée le 8 août 2019 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Marie Angèle FRESCA tendant à la désignation d'un expert consécutivement à des désordres affectant le mur de clôture de sa propriété sise sur la commune de Restinclières ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts à la suite du dépôt de la requête n°1904231-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 août 2019 par Madame Marie Angèle FRESCA.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats Gil et Cros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 - 20190101-103782 - AU .

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession pour cause de
réforme d'un tracteur vétuste de marque
Renault immatriculé AV-239-QQ équipé
d'une épaveuse vétuste de marque Mac
Connel - Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un tracteur vétuste de marque Renault immatriculé AV-239-QQ équipé d'une épaveuse vétuste de marque Mac Connel, numéro de série M0814128 identifiée EPAR 11,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver ces matériels en raison de leur vétusté et qu'il convient de les réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède en raison de leur vétusté un tracteur de marque Renault immatriculé AV-239-QQ équipé d'une épareuse de marque Mac Connel numéro de série M0814128 à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 OCT. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SARRAIL



Publiée le : **22 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434000 17-2019 0101-103813 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **22 OCT. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°5146DC18 d'acquisition de
livres, livres numériques, éditions adaptées
et livres reliés pour les médiathèques de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

- **VU** la décision n°MD2018-1176 relative à l'attribution du marché n°5146DC18 de fourniture de livres, livres numériques, éditions adaptées et livres reliés pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- que la société Sauramps Comédie est titulaire des lots 2, 3, 7, 13, 14 du marché n°5146DC18 d'acquisition de livres, livres numériques, éditions adaptées et livres reliés pour les médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- que pour des besoins d'organisation interne, la société Groupe Sauramps, présidente et actionnaire unique de la société Sauramps Comédie, a décidé de procéder à un transfert universel de patrimoine de ses filiales par fusion-absorption, en application de l'article 1844-5 du code civil, emportant notamment dissolution sans liquidation de la société Sauramps Comédie au sein de la société Groupe Sauramps (mention n°16506 de l'extrait du Kbis du 6 août 2019), cette dernière se trouvant en conséquence substituée à la société Sauramps Comédie dans tous ses droits et obligations ;

- qu'afin d'assurer la continuité du service public, il y a lieu de prendre acte de ces modifications par la substitution de société titulaire des lots 2, 3, 7, 13, 14 du marché n°5146DC18 et la signature d'un avenant correspondant ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°5146DC18 lots 2, 3, 7, 13, 14.

ARTICLE 2 : Cet avenant prend acte du transfert universel de patrimoine entre la société Sauramps Comédie et la société Groupe Sauramps, cette dernière se substituant à Sauramps Comédie en tant que titulaire des lots du marché précité.

ARTICLE 3 : de dire que le présent avenant est sans incidence financière sur le montant du marché.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 28 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 2474022 A - 20190101 - 103887 - AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Voiries Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9C0031EP - Travaux d'aménagement
de la rue Croix des Rosiers à Montpellier -
Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU le code de la commande publique
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la « Voirie et à l'Espace Public » ;
- VU la décision n°2018-366 relative à l'attribution de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'aménager une chaussée à double sens avec stationnement longitudinal des deux côtés au niveau de la rue de la Croix des Rosiers en amorce de l'avenue de Monsieur Teste à Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément au code de la commande publique sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 8 semaines (hors période de préparation) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du DQE – 70%
 - Valeur technique – 30%
- qu'après analyse, l'entreprise Eurovia Languedoc Roussillon sise Route de Lodève – 34990 JUVIGNAC présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de travaux d'aménagement de la rue de la Croix des Rosiers en amorce de l'avenue de Monsieur Teste à Montpellier à l'entreprise Eurovia Languedoc Roussillon, pour un montant estimatif de 135 612,40 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 8 semaines (hors période de préparation).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 21 OCT. 2019

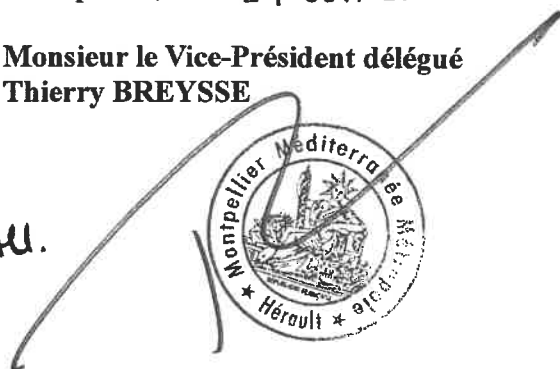
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-103898-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 OCT. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public d'une
emprise de voirie rue de la Garenne
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n° 2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- Vu la décision du Président n° D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou partie de voirie métropolitaines,
- Considérant la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement d'une emprise de voirie à extraire du domaine public avant de pouvoir la céder,

- Considérant qu'une emprise de 10 m² située 2 bis rue de la Garenne à Montpellier, n'est affectée à aucun usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait, d'une emprise de 10 m² à extraire de la rue de la Garenne à Montpellier, selon le projet de division effectué par un géomètre-expert au frais du demandeur.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 10 m², 2 bis rue de la Garenne à Montpellier, et intègre ce terrain dans son domaine privé.

ARTICLE 3 : Le service du Cadastre sera sollicité pour affecter un numéro cadastral à ce terrain, section BS.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n° 5027 "Réhabilitation du poste de
relevage du Pont Trinquat (4ème pompe)"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »;
- Vu la décision n°MD2018-908 du 30 novembre 2018 attribuant le marché n° 5027 Réhabilitation du poste de relevage du Pont Trinquat (4^{ème} pompe) à la société SAUR SAS sise Direction Régionale Languedoc Roussillon – ZAE Les Verries – rue de l'Aven – BP 6 – 34985 SAINT GELY DU FESC, pour un montant de 227 425,00 euros HT et pour une durée de 5 mois.

CONSIDERANT :

- Qu'une modification non prévisible des travaux est apparue nécessaire au cours des d'études d'exécution, notamment au regard des cas de modifications autorisées par l'alinéa 3 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016
- Que ces modifications entraînent une prolongation du délai d'exécution des travaux ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 5027 Réhabilitation du poste de relevage du Pont Trinquat (4^{ème} pompe) à la société SAUR SAS sise à SAINT GELY DU FESC, avenant d'un montant de 15 850,00 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 243 275,00 euros HT.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution de 2 semaines.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 OCT. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : **30 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

OM-2019 2019 103987-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 OCT. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°3431DC13
de maîtrise d'œuvre des travaux de
construction de la médiathèque Aimé
Césaire - Commune de Castelnau-le-Lez -
Protocole transactionnel

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les dispositions relatives aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine De la « Culture »,

- Vu la délibération n°12757 du 05/02/2015 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre n°3411DC13 relatif à la construction de la médiathèque Aimé Césaire sur la commune de Castelnau-le-Lez au groupement représenté par son mandataire, le cabinet d'architecture F.G.A., François Guibert Architecture, pour un montant de 405 000,17 euros HT,

- Vu la délibération n°13314 du 30/09/2015 approuvant l'avenant n°1 au marché n°3411DC13 de maîtrise d'œuvre pour la construction de la médiathèque Aimé Césaire, ainsi que le forfait définitif de rémunération, fixé à 478 056,98 € HT,

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu d'indemniser l'équipe de maîtrise d'œuvre pour le suivi réalisé sur des travaux complémentaires demandés par la Collectivité et s'élevant à 104 769,09 € HT, ainsi que sur divers aléas de chantier pour un montant de 65 393,92 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du protocole transactionnel au marché n°3411DC13 relatif à la construction de la médiathèque Aimé Césaire sur la commune de Castelnau-le-Lez avec le groupement représenté par son mandataire, le cabinet d'architecture F.G.A., François Guibert Architecture, protocole transactionnel d'un montant de 9 463,92 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le protocole transactionnel visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 18 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104181-CC-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

18 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
QUALIPLANTE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 25 septembre 2014 passée entre la Métropole et la société QUALIPLANTE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 18 novembre 2018,

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 25 septembre 2019,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société QUALIPLANTE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire.

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALIPLANTE pour une période de six mois à compter de sa notification et jusqu'au 31 mars 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUALIPLANTE pour la surface totale de 54,60 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 643,19 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
groupement de commandes publiques
relative à la mission d'assistance pour la
préfiguration d'une gouvernance littorale
sur le golfe d'Aigues Mortes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques »,
- CONSIDERANT :
 - que le golfe d'Aigues Mortes a fait l'objet au fil des dernières années de diverses actions menées, en matière environnementale et d'aménagement du territoire, notamment pour la gestion du trait de côte, la réduction des sources de pollution, le développement d'espaces protégés pour la faune et la flore marine, la renaturation du littoral,

- que les enjeux sur le golfe d'Aigues Mortes, relatifs à l'atteinte du bon état chimique et biologique des milieux marins, la gestion de la dérive littorale et la défense contre la mer, nécessitent une réflexion globale sur la gouvernance littorale,
- que cette réflexion doit faire participer l'ensemble des acteurs concernés sur le golfe d'Aigues Mortes et qu'elle sera réalisée en association par groupement de commande entre les EPCI-FP, porteurs depuis le 1^{er} janvier 2018 de la défense contre la mer au titre de la GEMAPI, avec pour coordonnateur l'Agglomération du Pays de l'Or,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes publiques, sur le fondement des articles L2113-6 et 7 du code de la commande publique, en vue de la passation et l'exécution d'un marché relatif à la mission d'assistance pour la préfiguration d'une gouvernance littorale du golfe d'Aigues Mortes.

ARTICLE 2 : de dire que les membres du groupement sont la Communauté de communes Terre de Camargue, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, Montpellier Méditerranée Métropole et la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle Méditerranée, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or étant coordonnatrice du groupement.

ARTICLE 3 : de dire que la présente convention prend effet à la dernière date de signature apposée par les parties. Elle est conclue jusqu'à complète exécution du marché de prestation de service et de levée de toutes les réserves.

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSE



Publiée le : 15 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 15 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BA 65 Lieudit l'Estang -
Commune de Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord du Syndicat Mixte d'Adduction d'Eau du Bas Languedoc pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle BA 65 d'une superficie de 61 m² issue de la parcelle BA 16,
- **Considérant** la nécessité d'élargir le chemin de Grémian sur la commune de Cournonsec,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Syndicat Mixte d'Adduction d'Eau du Bas Languedoc, la parcelle BA 65 d'une superficie de 61 m², située Lieudit L'Estang sur la commune de Cournonsec.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 91,50 euros, soit 1.50 € / m².

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 27 NOV. 2019
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°1 à la
Convention de délégation de maîtrise
d'ouvrage entre la Régie des Eaux et
Montpellier Méditerranée Métropole pour
le Renforcement de l'alimentation en eau
potable de la commune de Saint-Brès

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU l'approbation de la convention cadre relative au renforcement de l'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Brès par délibération du 16 décembre 2015 par le conseil métropolitain ;

CONSIDERANT :

- qu'une convention signée le 25 mars 2016, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a confié à Montpellier Méditerranée Métropole, la maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la mise en œuvre du programme de renforcement de l'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Brès ;

- que l'objet de l'avenant est de :

1. Modifier la liste des travaux d'alimentation de la commune de Saint-Brès prévue à la convention.

2. Mettre à jour le montant global de l'opération, en tenant compte de la mise à jour de la liste des travaux.

3. Mettre à jour le montant de la rémunération du maître d'ouvrage délégué en tenant compte de la nouvelle estimation du montant de l'opération et de la nouvelle planification.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole relative au programme de renforcement de l'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Brès. Le montant de la rémunération forfaitaire du maître d'ouvrage délégué est fixé à 5% Hors Taxes du montant de l'opération. A titre prévisionnel, au regard des montants définis à l'article 5.1, le forfait global de rémunération est estimé à 85 491 € H.T.

ARTICLE 2 : de dire que la recette sera imputée sur le budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 75.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN BOULBES



Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AS n°84, lot n°37, 2 153 Route de
Mende à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité »,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

CONSIDERANT :

- que le bien immobilier situé, lieu-dit « 2153, Route de Mende » à Montpellier, constitué d'un stationnement extérieur d'environ 15 m² portant le n°402 rattaché au lot 37 de la copropriété « résidence Parc Académie » est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway. Ce lot (sise sur la parcelle cadastrée AS 84) appartient à Monsieur et Madame ARJOL,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipées de ladite emprise.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert un bien immobilier, lieu-dit « 2153, Route de Mende » à Montpellier, constitué d'une place de stationnement extérieure sous le n°402 du lot 37 de la copropriété « résidence du parc académie » sise sur la parcelle cadastrée AS 84. Ce lot appartient à Monsieur et Madame ARJOL.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 300 € (HUIT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur et Madame ARJOL, demeurant au 71 rue des Granaches 34980 Saint Gély du Fesc, et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier

17 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-24340007-20190101-104291-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AM n°42, 2 646 Route de Mende
à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

CONSIDERANT :

- que le bien immobilier situé au 2 646 Route de Mende à Montpellier, cadastré section AM n°42 d'une surface de 1 203 m² appartenant à l'indivision FOURESTIER est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipées de ladite parcelle.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert le bien immobilier (terrain de 1 203 m² supportant un bâti d'habitation) situé au 2 646, route de Mende à Montpellier, cadastré section AM n°42, appartenant à l'indivision FOURESTIER.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 470 257 € (QUATRE CENT SOIXANTE DIX MILLE DEUX CENT CINQUANTE SEPT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée du bien désigné à l'article 1 ci-dessus est consentie moyennant une indemnité de 29 743 €, elle prend effet à compter de sa signature par l'indivision FOURESTIER et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

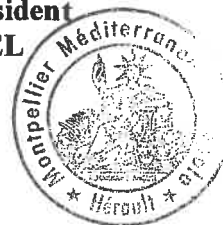
ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104295-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AS n°348, 2 015 Route de Mende
à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023.

CONSIDERANT :

- que le bien immobilier situé, lieu-dit « 2015, Route de Mende » à Montpellier, constitué d'une emprise de terrain de 52 m² en nature de clôture de séparation de la voirie et d'un portail d'entrée, détachée d'un plus grand corps est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway. Cette parcelle est nouvellement cadastrée section AS n° 348 et appartient au Syndicat dénommé « Syndicat des copropriétaires de la résidence le Ramsès » ;
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipées de ladite emprise,
- qu'il est nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles AS 346 et AS 347 conservées par la copropriété.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert un bien immobilier, lieu-dit « 2015, Route de Mende » à Montpellier, constitué d'une parcelle cadastrée AS 348 de 52 m² en nature de clôture de séparation de la voirie et portail d'entrée, appartenant au Syndicat dénommé « Syndicat des copropriétaires de la résidence le Ramsès ».

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 4 680 €, toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le « Syndicat des copropriétaires de la résidence le Ramsès » dont le siège est à MONTPELLIER (34090) – 2015, Route de Mende, représenté par Monsieur Philippe RAIM, syndic de copropriété au sein du cabinet ARTEMIO, demeurant 143, rue Olof Palme– 34070 MONTPELLIER et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le « Syndicat des copropriétaires de la résidence le Ramsès » dont le siège est à MONTPELLIER (34090) – 2015, Route de Mende, représenté par Monsieur Philippe RAIM, syndic de copropriété au sein du cabinet ARTEMIO, demeurant 143, rue Olof Palme– 34070 MONTPELLIER et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur les parcelles AS 346 et AS 347 conservée par la copropriété est signée par Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104299-Alt

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une acquisition foncière
pour la réalisation de la ligne 5 de tramway
- Parcelle AL n°178 -Lot n°132 - Lieu-dit
Résidence le Calliope Route de Mende à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté n°A2017-191 du 27 juillet 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- Vu la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- Vu l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que le bien immobilier situé, lieu-dit « Résidence le Calliope Route de Mende » à Montpellier constitué d'un lot de stationnement extérieur de 15 m² environ est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway. Ce lot porte le numéro 132 et appartient à Monsieur Christophe LABOISSERET,
- qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition et la prise de possession anticipées dudit lot de stationnement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert un bien immobilier, lieu-dit « Résidence le Calliope Route de Mende » à Montpellier, constitué d'un lot de stationnement extérieur de 15 m² environ nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway. Ce lot porte le numéro 132 et appartient à Monsieur Christophe LABOISSERET.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du lot désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 8 300 € (HUIT MILLE TROIS CENT EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée du lot désigné à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par Monsieur Christophe LABOISSERET demeurant au Brusc, 72 chemin de Mouret, 83140 SIX FOUR LES PLAGES, et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Jean-Pierre RICO, en sa qualité de Vice-Président délégué aux Transports et à la Mobilité, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément la délibération n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREN



Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

08u 24 00 17-2019 0101-104305 AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Pluvial Urbain

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0040EP
d'entretien des engouffrements, de curage
et de contrôle du réseaux d'eaux pluviales -
Lots 1 et 2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la « Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de procéder à l'entretien des engouffrements, au curage et au contrôle du réseau d'eaux pluviales sur le territoire de la Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2124-1 et -2, R2161-2 à R2161-5, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre pour une durée de un an renouvelable trois fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique - 60%
- Prix des prestations – 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 17/09/2019 a classé les offres et choisi :

- Pour le lot 1 «Territoire de Montpellier», l'entreprise SARP Méditerranée - 2443 Avenue de Maurin, 34070 Montpellier - présentant l'offre économiquement avantageuse
- Pour le lot 2 «Territoire de la Métropole hors Montpellier», le groupement d'entreprises Alliance Environnement / SARP Méditerranée - 130 Rue Clément Ader – 34400 LUNEL - présentant l'offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot 1 du marché d'entretien des engouffrements, au curage et au contrôle du réseau d'eaux pluviales à l'entreprise SARP Méditerranée, pour un montant total compris entre 600 000 et 2 400 000 € HT.

D'attribuer le lot 2 du marché d'entretien des engouffrements, au curage et au contrôle du réseau d'eaux pluviales au groupement d'entreprises Alliance Environnement / SARP Méditerranée, pour un montant total compris entre 200 000 et 800 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de notification. Sa durée est de un an renouvelable 3 fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSER

Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances
Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à un emprunt auprès du Crédit Agricole CIB

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.

- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté n° MAR2019-0224 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,

- VU l'offre établie par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et le Crédit Agricole CIB en réponse à la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de Prêt ci-annexé,

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure une convention de financement,

- **CONSIDERANT** qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et du Crédit Agricole CIB répond correctement à la demande,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de financement avec phase de mobilisation est conclue avec la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc dont le siège est situé avenue du Montpellieret – Maurin – 34 977 Lattes Cedex, et le Crédit Agricole CIB, dont le siège est situé 12 place des Etats-Unis - CS 70052 – 92 547 Montrouge Cedex.

ARTICLE 2 : Le montant de la convention s'élève à 15 000 000 Euros (Quinze millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Objet :	Financement du programme d'investissements de la Métropole.
Prêteur :	Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc
Domiciliataire	Crédit Agricole CIB
Montant :	15 000 000 EUR (quinze millions d'euros)
Date de Remboursement Final :	29 décembre 2051, soit 30 ans
Type d'amortissement :	Trimestriel linéaire
Frais de dossier :	0,15% du montant emprunté, soit 22 500 €
	Aucun frais liés aux mouvements
	Commission de non utilisation : néant

Principes de fonctionnement du contrat

Période de mobilisation : de la date de signature de la Convention jusqu'au 31 octobre 2021 (Date de Fin de Mobilisation)

- Encours mobilisable avec indexations EURIBOR 3 mois moyenné, non flooré

- Remboursements possibles sans indemnité pendant la phase de mobilisation, avec reconstitution du droit à tirage

Période d'Amortissement :

- Consolidation automatique du Concours à la Date de fin de Mobilisation
- Plusieurs tirages possibles
- Multiple choix d'indexation de taux / Modification de taux possible selon les conditions de marché
- Remboursements anticipés définitifs possibles moyennant le paiement d'une indemnité limitée à 2 mois d'intérêts sur Taux variable, et d'une indemnité selon conditions de marché pour les autres indexations
- Remboursements provisoires possibles moyennant le paiement d'intérêts d'attente (Taux en Cours – 90% de la moyenne des EONIA)

Indexations de taux disponibles

Index de Mobilisation :

EURIBOR 3 mois moyenné, non flooré, augmenté d'une marge de 0.74% l'an.

Possibilité d'effectuer des modifications de taux auxquels cas les marges applicables aux index susvisés seront déterminées selon les conditions de marché.

Index Monétaires Courants :

EURIBOR 3 mois préfixé, non flooré, augmenté d'une marge de 0,74% l'an.

Index Spécifiques (marges à déterminer selon les conditions de marché) :

EURIBOR 3 mois post-fixé

Stratégies Spécifiques (index, seuil et niveaux à déterminer selon les conditions de marché et modalités prévues dans la Convention) :

- Taux Fixe
- Taux Alternatif (plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt, soit à un taux fixe soit à un taux variable en fonction de la position d'un des index prévus dans la convention par rapport à un seuil déterminé (Le taux variable est composé d'un des index prévus dans la convention augmenté d'une marge déterminée). Le taux variable du Taux Alternatif pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « Taux Plafond ».
- Taux Variable (Plafonné) qui correspond à un taux variable, égal à un des index prévus dans la Convention augmenté d'une marge, éventuellement.
- Taux Révisable Triple Seuil (Plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt :
 - soit à un taux fixe 1 si l'index choisi parmi les index prévus dans la Convention est inférieur ou égal à un seuil 1 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 1 si l'index est strictement supérieur au seuil 1 et inférieur ou égal à un seuil 2 prédéterminé,
 - soit à un taux fixe 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 2 et inférieur ou égal à un seuil 3 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 3. Le taux variable 2 pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « taux plafond ».
- « Taux fixe Duo » qui correspond pour une période d'intérêt donnée, à une moyenne pondérée de deux taux fixes T1 et T2 en fonction du niveau constaté, selon un nombre prédéterminé d'observations au sein d'une période d'intérêt, d'un référent par rapport à un seuil S déterminé. Il est déterminé comme suit : $\text{Taux Fixe Duo} = [T1 \times (n1 / \text{NBT})] + [T2 \times (n2 / \text{NBT})]$, où :
 - n1 est égal au nombre d'observations où le référent choisi est supérieur au Seuil 1 et inférieur au Seuil 2.
 - n2 est égal au nombre d'observation où le référent choisi inférieur ou égal au Seuil 1 ou supérieur ou égal au Seuil 2.
 - NBT est égal au nombre total d'observations de la période d'intérêt considérée, il est égal à

la somme de n1 et n2.

- Taux Fixe Transformable qui correspond à un Taux Fixe pendant une période prédéterminée (une ou plusieurs périodes d'intérêts), assorti d'une ou plusieurs options de passage définitif en taux variable au gré du Domiciliataire ou de l'Emprunteur (selon le choix prédéterminé de l'Emprunteur). Le taux variable sera prédéfini et choisi parmi la liste des index disponibles dans la Convention.
- Taux Successif qui correspond à un taux composé d'une suite de taux définis dans la Convention qui se succèdent strictement dans le temps.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil Métropolitain.

Montpellier, le 24 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Max LEVI



Publiée le : 24 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24 34 000 A-2019 0101-104362-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Emprunt de dix millions d'euros auprès d'Arkea

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.

- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté n° MAR2019-0224 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,

- VU l'offre établie par Arkea en réponse à la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de Prêt ci-annexé,

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure un contrat d'emprunt,

- **CONSIDERANT** qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition d'ARKEA répond correctement à la demande,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt avec phase de mobilisation est conclu avec ARKEA, dont le siège est situé Allée Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon, et l'adresse postale est située Immeuble Altaïr – 3 avenue d'Alphasis – CS 96856 – 35760 SAINT GREGOIRE.

ARTICLE 2 : Le montant du contrat s'élève à 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Phase de mobilisation revolving

Montant :	10 000 000 €
Début :	Date de signature du contrat
Fin :	30/09/2021
Modalités de versement :	J pour une demande par fax avant 10 h
Modalités de remboursement :	J pour une demande par fax avant 11 h 30
Intérêts :	TI3M flooré à 0+0.40%
Capacité Revolving	Sur toute la durée de la phase de mobilisation

Phase de consolidation

Index monétaires :	Euribor 3 mois préfixé flooré à 0
Marge :	0.47%
Durée	25 ans
Périodicité des échéances :	Trimestrielle
Profil d'amortissement :	linéaire
Typologie Gissler :	1A
Passage à taux fixe	Possible à chaque date d'échéance avec préavis d'un mois
Remboursement anticipé :	Possible à chaque date d'échéance, moyennant un préavis d'un mois et le paiement d'une indemnité limitée à 3% du capital remboursé par anticipation en taux monétaires, et d'une indemnité actuarielle en taux fixe
Commission d'engagement :	0.08 % du montant

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil Métropolitain.

Montpellier, le 24 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Max LEVITA



Publiée le : 24 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-24 24 000 17-2019 0101-104552-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public / Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants de
prolongation de l'accord-cadre
n°3948bisTV15 de travaux d'entretien et
d'aménagement des espaces verts
métropolitains - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu les dispositions relatives au code des marchés publics ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du "plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs" » ;

- Vu la délibération n°13210 en date du 27 juillet 2015 attribuant l'accord-cadre multi-attributaires n°3948bisTV15 relatif aux travaux d'entretien et d'aménagement des espaces verts métropolitains aux entreprises CIEL VERT, SARIVIERE et CMEVE, sans montant minimum ni maximum, et pour une durée allant de la notification jusqu'au 31/12/2016, reconductible trois fois par période successive d'un an, sans que ce délai ne puisse excéder le 31/12/2019 ;

- Vu les décisions :

- n°D2017-219 et MD2019-671 autorisant respectivement la signature des avenants n°1 et 2 pour CIEL VERT et SARIVIERE
- n°D2017-219, MD2019-280 et MD2019-671 autorisant respectivement la signature des avenants n°1, 2 et 3 pour CMEVE (à la suite de la fusion-absorption d'UPEE7),

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de couvrir les besoins en entretien des espaces verts de Montpellier Méditerranée Métropole en attendant la passation d'un nouveau marché ;
- qu'il convient donc de proroger l'accord-cadre multi-attributaires n°3948bisTV15 relatif aux travaux d'entretien et d'aménagement des espaces verts métropolitains pour une durée de six mois, soit jusqu'au 30 juin 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants de prolongation de six mois de l'accord-cadre multi-attributaires n°3948bisTV15 relatif aux travaux d'entretien et d'aménagement des espaces verts métropolitains, avec les entreprises CIEL VERT, SARIVIERE et CMEVE.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 25 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340001-20190101-101710-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 OCT. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention entre Enedis et Montpellier
Méditerranée Métropole portant sur le
déplacement et la dissimulation des
réseaux électriques aériens Basse Tension
sur la rue Rouget de Lisle et place de la
Constitution, commune de Pérols.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace Public, et à la mixité dans le parc de logement social public »,

CONSIDERANT :

- que sur la rue Rouget de Lisle et Place de la Constitution sises sur la Commune de Pérols, sont implantés des réseaux de distribution d'énergie concédés au Distributeur Enedis qui dispose d'un droit à occuper le domaine public routier en application de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906, confirmé par les articles L.113-3 et L.113-4 du Code de la voirie routière.
- que Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis se sont rapprochés pour étudier le déplacement et la dissimulation des réseaux électriques aériens Basse Tension et définir les modalités de financement des ouvrages à reconstituer.
- que la convention s'applique sur le domaine public routier, aux fins de mise en souterrain des équipements de distribution publique d'électricité dans le cadre des travaux d'aménagement de la rue Rouget de Lisle et Place de la Constitution à Pérols.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de dissimulation et de déplacement des réseaux de distribution publique d'électricité nécessités par les travaux d'aménagement de la rue Rouget de Lisle et Place de la Constitution à Pérols.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à réaliser les travaux d'enfouissement, renforcement et reconnexions des réseaux en coordination étroite avec Enedis, dans le strict respect du planning élaboré lors de la réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence de l'ensemble des parties.

ARTICLE 3 : Enedis s'engage à réaliser les prestations relatives à la chronologie de mise en service du nouveau réseau, ainsi qu'en assurer son bon fonctionnement.

ARTICLE 4 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60 % et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord pour un montant estimatif de 5 550,80 euros HT.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité, jusqu'à la fin des garanties contractuelles des marchés relatifs aux travaux visés à l'article 2 de la convention.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 5 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : - 5 NOV. 2019

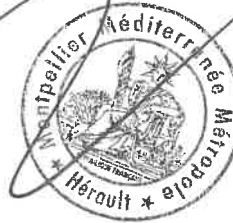
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

054-24340001-201911-104835-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 5 NOV. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention entre Enedis et Montpellier
Méditerranée Métropole portant sur le
déplacement et la dissimulation des
réseaux électriques aériens Basse Tension
sur la rue Thiers et la Place de la Liberté,
commune de Pérols.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace Public, et à la mixité dans le parc de logement social public »,

CONSIDERANT :

- que sur la rue Thiers et Place de la Liberté sises sur la Commune de Pérols, sont implantés des réseaux de distribution d'énergie concédés au Distributeur Enedis qui dispose d'un droit à occuper le domaine public routier en application de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906, confirmé par les articles L.113-3 et L.113-4 du Code de la voirie routière,
- que Montpellier Méditerranée Métropole et Enedis se sont rapprochés pour étudier le déplacement et la dissimulation des réseaux électriques aériens Basse Tension et définir les modalités de financement des ouvrages à reconstituer,
- que la convention s'applique sur le domaine public routier, aux fins de mise en souterrain des équipements de distribution publique d'électricité dans le cadre des travaux d'aménagement de la rue Thiers et Place de la Liberté à Pérols.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de dissimulation et de déplacement des réseaux de distribution publique d'électricité nécessités par les travaux d'aménagement de la rue Thiers Place de la Liberté à Pérols.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à réaliser les travaux d'enfouissement, renforcement et reconnexions des réseaux en coordination étroite avec Enedis, dans le strict respect du planning élaboré lors de la réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence de l'ensemble des parties.

ARTICLE 3 : Enedis s'engage à réaliser les prestations relatives à la chronologie de mise en service du nouveau réseau, ainsi qu'en assurer son bon fonctionnement.

ARTICLE 4 : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord pour un montant estimatif de 6 585,80 euros HT.

ARTICLE 5 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité, jusqu'à la fin des garanties contractuelles des marchés relatifs aux travaux visés à l'article 2 de la convention.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 21 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-2019101-104840-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 21 OCT. 2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M9C0016DM
pour la réalisation d'une enquête annuelle
de mesure du taux de fraude dans le cadre
de la Délégation de Service Public (DSP)
pour l'exploitation des services de
transports publics urbains de Montpellier
Méditerranée Métropole - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-Président,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité »,

CONSIDERANT

- que dans le cadre du contrat de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains, conclu au 1^{er} juillet 2018 avec la Société d'Économie Mixte Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), il convient de confier à une entreprise la réalisation d'enquêtes périodiques de mesure du taux de fraude ;
- qu'une procédure a été lancée, en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-4 du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, avec maximum ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire (60%) ;
 - Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif (40%) ;
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 1^{er} octobre 2019, a classé les offres et choisi l'entreprise TRYOM SAS, 165 rue de la Montagne du Salut, PA Technellys, 56600 Lanester, comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M9C0016DM « Réalisation d'une enquête annuelle de mesure du taux de fraude dans le cadre de la délégation de service public pour l'exploitation des services de transports publics urbains de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise TRYOM, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, avec un montant maximum de 300 000 € HT pour la durée initiale et de 60 000 € HT pour l'année de reconduction éventuelle. Le marché sera conclu pour une période allant de sa notification jusqu'au 30 juin 2024 et pourra être reconduit pour une durée de 1 an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 011.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 31 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de
plusieurs parcelles - Avenue du Champ des
Moulins - Commune de Murviel-lès-
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de l'Association Syndicale Bellevue lors de l'assemblée générale du 30 septembre 2019 pour céder les parcelles AK 221 (20 m²), AK 215 (821 m²), AK 217 (304 m²) d'une superficie totale de 1145 m² situées avenue du Champ des Moulins sur la commune de Murviel-lès-Montpellier,
- Considérant qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain ces parcelles déjà aménagées en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'Association Syndicale Bellevue les parcelles AK 221 (20 m²), AK 215 (821 m²), AK 217 (304 m²) d'une superficie totale de 1145 m² situées avenue du Champ des Moulins sur la commune de Murviel-lès-Montpellier.

ARTICLE 2 : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix, avec dispense de paiement, compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4703DC17 -
Travaux de couverture de l'aile nord du
forum du site archéologique du Castellas -
Commune de Murviel-lès-Montpellier -
Avenants n°2 - Lots 1, 2 et 3**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les dispositions relatives aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture » ;

- VU la décision n°D2017-837 en date du 30 novembre 2017 autorisant la signature des 3 lots du marché 4703DC17 :

- lot 1 - Maçonnerie, pierre de taille, fondations, conclu avec l'entreprise Rodrigues Bizeul, 351 chemin de Tire, 46230 Fontanes, pour un montant global et forfaitaire de 82 725,69 euros HT et un montant maximum à prix unitaires sur bordereau de 100 000 euros HT, soit un total de 182 725,95 euros HT,
- lot 2 - Charpente métallique, couverture, conclu avec l'entreprise ACS Production, ZI de Cadre, Le Pré Cadeau, 44550 Montoir de Bretagne, pour un montant global et forfaitaire de 192 238,50 euros HT, comprenant les prestations supplémentaires éventuelles 1 et 2,
- lot 3 - Assainissement, VRD, conclu avec l'entreprise Rodrigues Bizeul, 351 chemin de Tire, 46230 Fontanes, pour un montant global et forfaitaire de 55 488,27 euros HT, ces entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses,

- VU la décision n°MD2018-696 en date du 31 août 2018 autorisant la signature des avenants n°1 aux marchés suivants :

- Marché 4703DC17, lot 1, conclu avec l'entreprise Rodrigues Bizeul. Cet avenant n°1 a eu pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 51 741,56 € HT, soit une augmentation de 28,32%.
- Marché 4703DC17, lot 2, conclu avec l'entreprise ACS Production. Cet avenant n°1 a eu pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 21 747 € HT, soit une augmentation de 11,31%.
- Marché 4703DC17, lot 3, conclu avec l'entreprise Rodrigues Bizeul. Cet avenant n°1 a eu pour conséquence l'augmentation du montant du marché de 856,45 € HT, soit une augmentation de 1,54%.

CONSIDERANT :

- que la période de préparation des travaux a été à plusieurs reprises prolongée, en raison notamment du caractère archéologique sensible du site et de la configuration des sols, générant divers aléas rendant nécessaire l'augmentation du nombre et de la durée des études d'exécution, préalablement à la mise en œuvre de l'ouvrage

- que la mise en œuvre des modifications techniques apportées au projet et la multiplication des échanges et étapes de validation entre les nombreux intervenants du projet, induisent la prolongation de la durée des études d'exécution avant travaux.

- que de la même façon, il convient de prendre en compte l'impact des plannings des campagnes de fouilles annuelles sur le site (menées par le CNRS-UMR5140).

- que ces éléments conduisent à un décalage général du planning de l'opération et qu'il s'avère en conséquence nécessaire de prolonger la durée d'exécution des marchés considérés de 24 mois (période de garantie de parfait achèvement de 12 mois incluse).

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants n°2 du marché 4703DC17 :

- lot 1, conclu avec l'entreprise Rodrigues Bizeul. Cet avenant n°2 a pour conséquence la prolongation de la durée d'exécution du marché de 24 mois (période de garantie de parfait achèvement de 12 mois incluse).

- lot 2, conclu avec l'entreprise ACS Production. Cet avenant n°2 a pour conséquence la prolongation de la durée d'exécution du marché de 24 mois (période de garantie de parfait achèvement de 12 mois incluse).

- lot 3, conclu avec l'entreprise Rodrigues Bizeul. Cet avenant n°2 a pour conséquence la prolongation de la durée d'exécution du marché de 24 mois (période de garantie de parfait achèvement de 12 mois incluse).

Ces avenants n'ont pas d'incidence financière sur le montant des marchés concernés.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants mentionnés à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 OCT. 2019

Monsieur le Vice-président délégué
Bernard TRASSIER



Publiée le : 28 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-219201-104898-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées A 2464 et A 2465
lotissement Le Clos des Arbousiers
Commune de Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la demande de régularisation foncière formulée par GGL Groupe le 29 novembre 2018 à Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'avis favorable du Pôle Cadoule et Bérange en date du 23 septembre 2019,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voiries cadastrées A 2464 et A 2465, correspondant aux voiries du lotissement Le Clos des Arbousiers situé sur la commune de Sussargues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe ou toute autre personne venant en substitution de cette société, les parcelles cadastrées A 2464 (611 m²) et A 2465 (678 m²), en nature de voiries du lotissement Le Clos des Arbousiers, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°3978DS15
de Travaux de construction de la piscine
Héraclès à Saint-Brès - Lot n°12 "Voirie et
réseaux humides" - Protocole d'accord
transactionnel n° 1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,
- Vu la délibération n°13530 en date du 16 décembre 2015 attribuant le lot n° 12 « Voirie et réseaux humides » du marché n° 3978DS15 « Travaux de construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès » à l'entreprise SOGEA SUD, pour un montant de 699 917,50 € H.T. et pour une durée de 20 mois,

- Vu la décision n° D2017-935 en date du 12 décembre 2017 relative à la signature de l'avenant n° 1 au lot n° 12 du marché n° 3978DS15 portant sur le transfert du lot n° 12 à la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE,

- CONSIDÉRANT :

- que les travaux de voirie et réseaux humides relatifs aux travaux de construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès ont connu de nombreuses sujétions techniques imprévisibles ayant conduit à augmenter sensiblement le montant des travaux engagés initialement,

- qu'en particulier, la présence d'un toit rocheux très compact a nécessité la mise en place de moyens adaptés et a par conséquent induit une perte de cadence et des coûts supplémentaires lors de la réalisation des travaux de terrassement relatifs à la mise en place des réseaux humides,

- que la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE a rédigé son mémoire technique et a établi son offre sur la base d'un dossier de consultation des entreprises qui ne pouvait prendre en compte les difficultés rencontrées, qui sont apparues au cours de l'exécution et au fur et à mesure de l'avancement des travaux,

- que les causes ayant conduit à l'augmentation du montant des travaux n'étant pas du fait de la société SOGEA SUD HYDRAULIQUE, il y a lieu de faire droit à sa demande d'indemnisation,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du protocole transactionnel au lot n° 12 « Voirie et réseaux humides » du marché n° 3978DS15 « Travaux de construction de la piscine Héraclès à Saint-Brès » avec l'entreprise SOGEA SUD HYDRAULIQUE, protocole transactionnel n° 1 d'un montant de 47 329,75 euros H.T., portant le nouveau montant du marché à 747 247,25 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Luc MEISSONNIER



Publiée le : 15 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de
plusieurs parcelles situées sur les
Communes de Saint-Geniès-des-Mourgues
et Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- Vu l'accord de SNCF RESEAU pour céder la section de voie ferrée déclassée entre Saint Geniès des Mourgues et Castries,
- Vu les estimations de France Domaine n° 2019-022V0959 et n° 2019-022V0959 en date du 18 juillet 2019,

- Considérant la volonté de Montpellier Méditerranée Métropole de maîtriser le foncier de la section de voie ferrée fermée située entre Saint-Geniès-des-Mourgues et Vendargues, afin de créer une voie verte dans la continuité de celle réalisée par le Département de l'Hérault,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès la société SNCF RESEAU, les parcelles suivantes situées sur les communes de Castries et Saint-Geniès-des-Mourgues :

Commune	Section cadastrale	N° parcelle	Surface (m ²)	Adresse
CASTRIES	A	2417	4 138	46 AV DE LA GARE
CASTRIES	G	594	6 355	LES GARRIGUES BASSES
CASTRIES	G	595	8 035	LES GARRIGUES BASSES
CASTRIES	G	266	260	LES GARRIGUES BASSES
CASTRIES	G	271	150	LES GARRIGUES BASSES
CASTRIES	G	272	860	LES GARRIGUES BASSES
CASTRIES	G	273	370	LES GARRIGUES BASSES
CASTRIES	G	212	450	LE TRUC DE ROU
CASTRIES	G	211	1 540	LE TRUC DE ROU
CASTRIES	G	596	6 000	LE TRUC DE ROU
CASTRIES	G	597	2 060	LE TRUC DE ROU
CASTRIES	G	598	2 950	LA FONT D EGLE
CASTRIES	G	599	8 950	LA FONT D EGLE
CASTRIES	G	99	16 800	LA PLAINE DU MOULINAS
CASTRIES	G	98	63	LA PLAINE DU MOULINAS
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	AN	132	7 400	PIED REDON
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	AN	129	550	PIED REDON
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	AN	133	335	PIED REDON
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	AN	47	3 920	FOURNIGUES ET BOSC VIEL
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	AM	89	10 390	LA CONDAMINE
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	AM	108	290	LA CONDAMINE
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	AM	110	560	LA CONDAMINE
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	AM	279	87	LA CONDAMINE
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	AO	286	2 630	LE VILLAGE
SAINT-GENIES-DES-MOURGUES	AO	553	5 144	LE VILLAGE

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée au prix de 79 368,75 euros conformément aux estimations de France Domaine.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le . 05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession de la parcelle
cadastrée TV n°201 - Rue Marius Petipa -
Zac Pierres Vives à Montpellier -
Approbation

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil métropolitain, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la délibération n°V2019-159 de la Ville de Montpellier, en date du 12 juin 2019, approuvant les dossiers d'enquêtes préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) et parcellaire, dans le cadre de la création du groupe scolaire Pierres-Vives,
- VU le souhait de la commune de Montpellier d'acquérir la parcelle cadastrée TV 201, d'une superficie de 290 m², située rue Marius Petipa à Montpellier, dans le cadre de la réalisation de ce groupe scolaire,
- VU l'avis des Domaines en date du 19 septembre 2019,

CONSIDERANT : que la parcelle cadastrée TV 201 d'une superficie de 290 m², située rue Marius Petipa à Montpellier, issue du domaine public métropolitain et déclassée par décision de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 21 mai 2016 est nécessaire à la réalisation du groupe scolaire Pierres-Vives et est incluse dans le périmètre de la DUP.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la Ville de Montpellier la parcelle cadastrée TV 201, d'une superficie de 290 m², située rue Marius Petipa à Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette cession a lieu moyennant le prix de 1 € symbolique (un euro). Les frais d'actes restant à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte de cession ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024.243400017-20190101-105139-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0065EP
- Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation
du Pont des Soupirs - Commune de
Prades-le-Lez - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les dispositions relatives aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans les domaines « la Voirie, l'espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public » ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du Pont des Soupirs à Prades Le Lez ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée prévisionnelle de 18 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique – 60%
 - ° prix – 40%
- qu'après analyse, le groupement d'entreprises SEDOA – CEREG sis 20 rue de Courpouyran à Juvignac (34) présente l'offre économiquement avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du Pont des Soupirs à Prades Le Lez au groupement d'entreprises SEDOA – CEREG, pour un montant de 55 188 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de 18 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

25 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 25 OCT. 2019

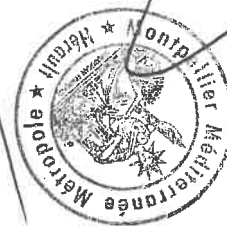
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434 00017-20190101-105114-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 OCT. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9D0037DC de fourniture de
périodiques pour le réseau des
médiathèques de Montpellier
Méditerranée Métropole - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les dispositions relatives aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

CONSIDERANT :

- que la marché public actuellement en vigueur arrive à son échéance, et qu'il s'avère en conséquence nécessaire de relancer un appel d'offres pour la fourniture de périodiques pour le réseau des médiathèques de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2124-1 et R2124-2 et des articles R2162-2 à 2162-5 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes en application des articles R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique, pour une période de 1 an reconductible 3 fois pour la même durée ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critères	Pondération
1-Valeur technique au regard du mémoire technique	60%
2-Prix des prestations au regard du montant du DQE	40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 1^{er} octobre 2019 a classé les offres et choisi l'entreprise A2 PRESSE, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0037DC relatif à la fourniture de périodiques pour le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise A2 Presse SAS, Agence Française Abonnement Presse, 27 boulevard De Launay, 44100 Nantes, pour une période d'un an reconductible trois fois pour la même durée. Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

ARTICLE 2 : Cet accord-cadre à bons de commande n°M9D0037DC est conclu pour un montant minimal annuel de 50 000 euros HT et un montant maximal annuel de 150 000 euros HT.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRANIER



Publiée le : 28 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

070-24700017-2019101-105141-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de
parcelles en nature de voirie avenue de la
Monnaie Commune de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la demande de rétrocession des parcelles cadastrées CW 337, CW 646 et CW 647 situées avenue de la Monnaie sur la Commune de Castelnau-le-Lez formulée par GGL Groupe, afin de permettre le classement de ces emprises dans le domaine public de la Métropole,
- Vu l'avis favorable du Pôle Vallée du Lez en date du 7 octobre 2019,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière de trois parcelles en nature de voirie, avenue de la Monnaie sur la commune de Castelnau-le-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe, ou tout autre société se substituant, les parcelles cadastrées CW 337, CW 646 et CW 647 d'une superficie respective de 90 m², 22 m² et 122 m² en nature de voirie, avenue de la Monnaie sur la commune de Castelnau-le-Lez, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain,

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises déjà intégrées dans la voirie et des équipements publics.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUVEL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché M9D0120DC
pour l'acquisition par Montpellier
Méditerranée Métropole d'une œuvre de
Pierre-Henri de Valenciennes, Pyrrhus
apercevant Philoctète dans son antre, à
l'Isle de Lemnos, 1789**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande Publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- Vu l'article R.2122-3-1° du Code de la commande publique, qui stipule que les marchés d'acquisition d'une œuvre d'art peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence ;

- Vu l'avis favorable de la commission scientifique régionale d'acquisitions des musées de France Occitanie du 17 avril 2019,

- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir une œuvre de Pierre-Henri De Valenciennes (Toulouse, 1750 – Paris, 1819), *Pyrrhus apercevant Philoctète dans son antre, à l'Île de Lemnos*, peinte en 1789, en vente à la Galerie Talabardon & Gautier d'une valeur totale de 380.000€ TTC (Trois cent quatre-vingt mille euros). Ce tableau qui a reçu un avis favorable du grand département du Louvre viendrait enrichir de manière fondamentale le fonds du musée consacré au paysage néoclassique, un des moments fondamentaux du parcours de visite du musée Fabre. A ce jour, aucune œuvre de Valenciennes, qui fut le maître incontesté de ce genre pictural, n'est conservée dans les collections. Sa présence dans le parcours est d'autant plus pertinente que nombre de ses élèves y sont actuellement présentés, tels Castellan, Chauvin ou Michallon. Le sujet du tableau, illustrant le mythe de Philoctète, renforce encore la pertinence de cette acquisition. Le musée possède trois toiles illustrant ce sujet néoclassique par excellence : *Ulysse et Néoptolème enlèvent à Philoctète l'arc et les flèches d'Hercule*, peint par Fabre et déposé à Montpellier par le musée du Louvre, mais aussi l'esquisse de ce même tableau, acquise en 2005,

DECIDE

ARTICLE 1 : de procéder à l'acquisition de l'œuvre de Pierre-Henri De Valenciennes (Toulouse, 1750 – Paris, 1819), *Pyrrhus apercevant Philoctète dans son antre, à l'Île de Lemnos*, d'une valeur totale de 380.000€ (Trois cent quatre-vingt mille euros) TTC auprès de la Galerie Talabardon & Gautier domiciliée au 134 Rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.
Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 903 .

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **0 5 NOV. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

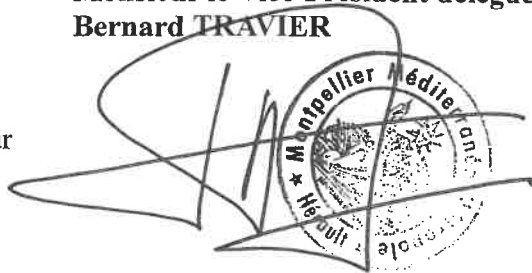
Publiée le : **0 5 NOV. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **0 5 NOV. 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du Droit de
préemption urbain (DPU) - Propriété
FIHEY - Parcelle MS 290 lots 5290 et 5820
Résidence Les Cévennes - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction

dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement durable ; Environnement, incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores ; Biodiversité et Culture scientifique et technique, incluant l'établissement Planet Ocean Montpellier ; Plan Climat Air Energie Territorial ; la Réhabilitation thermique des copropriétés » ,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du Droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du Droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du Droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision n°MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence « définition, création et réalisation des opérations d'aménagement » ,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les deux projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,

- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 31 juillet 2019, envoyée par Maître IVARA-VOLLE, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 2 août 2019, concernant la vente par Monsieur Yonec FIHEY, d'un appartement et d'un garage, constituant les lots 5290 et 5820 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 78 000 € dont 7 000 € de commission d'agence,
- VU le constat dressé le 17 septembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'avis de France domaine du 17 septembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.
- que l'appartement avec garage de Monsieur FIHEY se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur FIHEY est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le Droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de l'appartement et du garage de Monsieur Yonec FIHEY, constituant les lots 5290 et 5820 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 78 000 € dont 7 000 € de commission d'agence, prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-105216-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise à extraire du
Domaine Public rue de la Source
Commune de Clapiers

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Considérant l'emprise d'une superficie de 250 m² environ située sur la commune de Clapiers, rue de la Source, en nature de délaissé de voirie,
- Considérant la nécessité de déclasser du domaine public cette emprise d'une superficie de 250 m² environ avant de pouvoir la céder,

- Considérant que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie totale de 250 m² à extraire du Domaine Public non cadastré, située sur la commune de Clapiers, rue de la Source.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie totale de 250 m² à extraire du Domaine Public non cadastré, située sur la commune de Clapiers, rue de la Source.

ARTICLE 3 : L'emprise concernée est intégrée au domaine privé de la Métropole.

ARTICLE 4 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **28 OCT. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 201900017 - 2019 0101 - 105177AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 OCT. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution du marché
subséquent n°M9C0043DC de l'accord-
cadre n°M8D0036DC pour le transport des
œuvres de l'exposition "La chapelle Deydé
de la cathédrale de Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER, en qualité de Vice-Président,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « culture »,

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de passer un marché subséquent aux lots n°2 et n°3 de l'accord-cadre n°M8D0036DC (anciennement n°4112DC16) pour le transport des œuvres de l'exposition "De marbre blanc et de couleur : la chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier" ;
- Qu'une lettre de consultation a été adressée le 05 septembre 2019 aux 3 titulaires de l'accord-cadre n°M8D0036DC au lot n°2 (LPART, LEON AGET SA et ANDRE CHENUE SA) selon les modalités fixées à l'article 1.5 du Cahier des clauses administratives particulières ;
- Qu'une lettre de consultation a été adressée le 05 septembre 2019 aux 3 titulaires de l'accord-cadre n°M8D0036DC au lot n°3 (LPART, AXAL-ARTRANS et ATLANTIC LOGISTIQUE) selon les modalités fixées à l'article 1.5 du Cahier des clauses administratives particulières ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1- Valeur technique évaluée à partir du dossier méthodologique remis par le candidat : 60%
 - 2- Prix au regard du montant global et forfaitaire de la prestation : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise LP ART, sise 274 rue de Rosny, 93100 Montreuil, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 ;
- qu'après analyse, l'entreprise AXAL - ARTRANS, sise 7 rue du Canal, 68126 Bennwihr-Gare, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 3 ;

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9C0043DC à l'accord-cadre n°M8D0036DC (anciennement 4112DC16) pour le transport des œuvres de l'exposition "La chapelle Deydé de la cathédrale de Montpellier"

- Lot 2 - Transport aller et retour des œuvres en provenance des États-Unis à l'entreprise LP ART, pour un montant global et forfaitaire de 49 855,00 € H.T. (prestation non taxable) ;

- Lot 3 - Transport aller et retour des œuvres en provenance des pays hors États-Unis à l'entreprise AXAL-ARTRANS pour un montant global et forfaitaire de 38 376,00 € H.T., soit 46 051,20 € T.T.C.

Les marchés subséquents prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 7 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué

Bernard TRAPIER



Publiée le : 28 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

M-248400 17-209 001-105285-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du Droit de
préemption urbain (DPU) - Propriété
GEMINARD - Parcelle MS 290 lots 3287-
5688-5680 Résidence Les Cévennes -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement durable ; Environnement, incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores ; Biodiversité et Culture scientifique et technique, incluant l'établissement Planet Ocean Montpellier ; Plan Climat Air Energie Territorial ; la Réhabilitation thermique des copropriétés »,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le plan local d'urbanisme de la ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du Droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du Droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du Droit de préemption urbain et du Droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision n°MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du Droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence « définition, création et réalisation des opérations d'aménagement »,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les deux projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 18 juin 2019, envoyée par Maître MAILLET, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 28 juin 2019, concernant la vente par Madame Hélène GEMINARD, d'un appartement, d'une cave et d'un emplacement de stationnement, constituant les lots 3287-5688-5680 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 50 000 € plus 5 000 € de commission d'agence,

- VU le constat dressé le 17 septembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- VU l'avis de France domaine du 17 septembre 2019,

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,

- que l'appartement avec cave et place de stationnement de Madame GEMINARD se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété,

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame GEMINARD est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de l'appartement avec cave et place de stationnement de Madame Hélène GEMINARD, constituant les lots 3287-5688-5680 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 50 000 € plus 5 000 € de commission d'agence, prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-105234-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du Droit de
préemption urbain (DPU) - Propriété
FORTEA - Parcelle MS 290 lots 2412 et
5785 Résidence Les Cévennes - Commune
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement durable ; Environnement, incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores ; Biodiversité et Culture scientifique et technique, incluant l'établissement Planet Ocean Montpellier ; Plan Climat Air Energie Territorial ; la Réhabilitation thermique des copropriétés »,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil Municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du Droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil Municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du Droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du Droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision n°MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence « définition, création et réalisation des opérations d'aménagement »,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les deux projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 18 juillet 2019, envoyée par Maître ANDRIEU, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 25 juillet 2019, concernant la vente par les consorts FORTEA, d'un appartement avec un emplacement de stationnement, constituant les lots 2412 et 5785 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 80 000 €,

- VU le constat dressé le 17 septembre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L. 213-2 du Code de l'urbanisme,

- VU l'avis de France domaine du 17 septembre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

- que l'appartement avec place de stationnement des consorts FORTEA se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété des consorts FORTEA est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de l'appartement avec place de stationnement des consorts FORTEA, constituant les lots 2412 et 5785 de la copropriété des Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 80 000 €, prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-105247 AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 17 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°M9D0022EA - Suivi du récepteur lez et
mer de la station d'épuration MAERA
Lot n°1 : Suivi Mer
Lot n°2 : Suivi Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2005 (Article n°5 de l'arrêté – Surveillance et contrôle, §5.5 – Contrôle du milieu récepteur), autorisant le fonctionnement de la station d'épuration MAERA et son émissaire diffusant les eaux traitées, situé en mer à 11 km des côtes de Palavas-les-Flots,

- CONSIDERANT :

- que l'étude consistant à réaliser l'ensemble des tâches réglementaires basées sur le guide méthodologique IFREMER « suivi des rejets urbains et des systèmes d'assainissement en Méditerranée » ainsi que le compte-rendu de l'évolution du milieu à la collectivité sont nécessaires,
- que le suivi du récepteur lez et mer de la station d'épuration MAERA est nécessaire,
- qu'une procédure a été lancée en appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2124-1 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique. Pour chacun des lots, une partie des prestations sera passées en accord-cadre à bons de commande et un opérateur économique, en application des articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. La durée du marché public est de 1 an reconductible 3 fois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le lot n°1 et le lot n°2 étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%,
 - ° Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire : 30%,
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 10%,
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 1^{er} octobre 2019 a classé les offres et choisi
 - pour le lot n°1 : Suivi Mer – l'entreprise CREOCEAN sise Immeuble les Belvédères - Bât B 128 avenue de Fès - 34080 MONTPELLIER présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
 - pour le lot n°2 : Suivi le Lez – l'entreprise AQUASCOP sise Domaine de Cécélès - 1520 route de Cécélès - 34270 Saint Mathieu de Trévières présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0022EA - Suivi du récepteur lez et mer de la station d'épuration MAERA :

- pour le lot n°1 « Suivi Mer » à l'entreprise CREOCEAN sise Immeuble les Belvédères - Bât B 128 avenue de Fès – 34080 MONTPELLIER pour un montant global et forfaitaire de 275 488,00 € HT pour la durée totale du marché, pour les prestations définies au CCTP et un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires définies au CCTP,
- pour le lot n°2 « Suivi Lez » à l'entreprise AQUASCOP sise Domaine de Cécélès - 1520 route de Cécélès – 34270 Saint Mathieu de Trévières pour un montant global et forfaitaire de 80 342,00 € HT pour les prestations définies au CCTP et un montant sans minimum, ni maximum pour les prestations rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires définies au CCTP.

La durée du marché, pour les lots 1 et 2, est de 1 an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

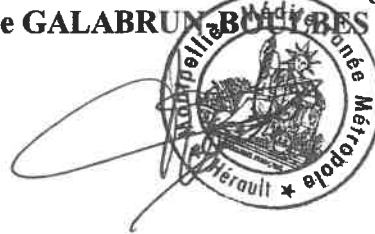
ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN



Publiée le : 19 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 19 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
groupement de commandes pour les
prestations d'aménagement et d'entretien
des espaces verts entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la Commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés par le Code de la commande publique,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de « Voirie et l'Espace public, Mixité dans le Parc de Logement Social Public,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- **CONSIDERANT :**
- Que la coordination des achats est source d'économies d'échelle et de bonne gestion des deniers publics,

- Que dans un souci de continuité des prestations liées aux espaces verts sur le territoire de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier vont être amenées à faire appel à des prestataires pour des fournitures et des prestations d'aménagements d'espaces verts,

- Que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes ayant pour objet d'associer leurs besoins pour la gestion de prestations et fournitures sur les espaces verts par le biais de marchés ou d'accords-cadres,

DECIDE

ARTICLE 1 : de constituer un groupement de commandes entre ces deux organismes relatif à la conclusion de marchés ou d'accords-cadres portant sur des prestations ou fournitures relatives aux espaces verts.

ARTICLE 2 : Un projet de convention constitutive de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de la Ville de Montpellier comme coordonnateur du groupement, sa commission d'appel d'offres étant celle du groupement. La procédure de passation des marchés et éventuels accords-cadres seront déterminés par le coordonnateur du groupement.

ARTICLE 3 : La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration des marchés passés, périodes de reconduction comprises.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention relative au groupement conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREASSE



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la constitution de
différentes servitudes de tréfonds, aérienne
et de surface sur les parcelles cadastrées
section RN n° 6 et 35 au profit d'ENEDIS
secteur Valedéau - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du Protocole,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,

- Vu la demande de la Société ENEDIS relative à la constitution de trois servitudes de tréfonds, aérienne et de surface sur les terrains appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, situés sur la commune de Montpellier et cadastrés section RN n° 6 et 35, rue du Mas de l'Olivier,
- Considérant que les servitudes demandées sont nécessaires à la mise en œuvre des travaux de modification des réseaux de distribution publique d'électricité sur le secteur géographique concerné sis entre les communes de Montpellier et Saint Aunès,
- Considérant que les travaux induisent notamment :
 - L'implantation d'un câble électrique en tréfonds des parcelles RN n° 6 et 35 pour une surface approximative de 8m²,
 - La suppression d'un poste technique sur la parcelle RN n° 35 et l'implantation d'un nouveau poste technique d'une emprise au sol de 20m², sur la parcelle RN n° 6,
 - Le déplacement d'une ligne électrique aérienne par modification d'implantation d'un poteau béton sur la parcelles RN n° 6 et l'implantation d'un nouveau poteau sur la parcelle RN n° 35, pour une emprise au sol de 0.50m² et un surplomb de 115ml au dessus des parcelles RN n° 6 et 35,
- Considérant que ces travaux sont nécessaires à l'amélioration de la desserte en électricité du secteur concerné,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Trois conventions de servitude de passage perpétuelle d'une ligne électrique en tréfonds, en surplomb et en surface des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section RN n° 6 et 35, rue du Mas de l'Olivier, sont consenties au profit de la société ENEDIS, représentée par le Directeur Régional ENEDIS Languedoc Roussillon, Monsieur Dominique CHARZAT, demeurant 382 rue Raimon Trencavel à Montpellier (34926), par Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire.

ARTICLE 2 : Les trois convention sont consenties et acceptées moyennant le versement d'une indemnité forfaitaire de cinquante euros (50€) chacune. Les frais d'acte notarié seront à la charge du bénéficiaire.

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, est autorisée à signer les trois conventions de servitude ainsi que tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
SNAPKIN au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 30 octobre 2014 passée entre la Métropole et la société SNAPKIN pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 1^{er} février 2019,
- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 3 octobre 2019,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société SNAPKIN n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SNAPKIN pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 avril 2020.

ARTICLE 2 : La société mettra à profit ce délai pour achever son installation complète et définitive sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : A compter du 1^{er} novembre 2019, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société SNAPKIN pour la surface de 45,36 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 673,59 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° MD2018-694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 4 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAËF



Publiée le : 05 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un groupement de
commandes entre la ville de Montpellier et
Montpellier Méditerranée Métropole pour
un marché d'achats de véhicules et
utilitaires légers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visées à l'article L. 2133-6 du Code de la Commande Publique, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole » ;

CONSIDÉRANT :

- que dans un souci de rationaliser les marchés public et de réaliser des économies d'échelle, il apparait pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les **achats de véhicules et utilitaires légers**,

- que la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appels d'Offres sera celle du groupement. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne,

- qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence sera lancée par un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans,

-que cet accord-cadre est décomposé en 8 lots avec des montants estimatifs exprimés en € HT :

Lot n° 1 Petites citadines :

Ville de Montpellier.....80 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole...120 000 € HT

Lot n° 2 Citadines, monospaces et Cross over associés :

Ville de Montpellier.....15 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole.... 15 000 € HT

Lot n° 3 Berlines compacte, monospaces et Cross over associés :

Ville de Montpellier.....20 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole.... 20 000 € HT

Lot n° 4 SUV compacts :

Ville de Montpellier.....20 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole.... 20 000 € HT

Lot n° 5 Grands monospaces :

Ville de Montpellier.....25 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole.... 25 000 € HT

Lot n°6 Grandes berlines :

Ville de Montpellier.....30 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole.... 30 000 € HT

Lot n° 7 Véhicules utilitaires fourgonnettes :

Ville de Montpellier..... 120 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole...180 000 € HT

Lot n°8 Véhicules utilitaires fourgons :

Ville de Montpellier..... 200 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole...300 000 € HT

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour les achats de véhicules et utilitaires légers entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Conformément aux termes de la convention, la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour classer les offres et choisir celle économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense concernant Montpellier Méditerranée Métropole sera imputée sur son budget principal.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

7 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUTRAUD



Publiée le : 07 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision visant à modifier la décision n°
MD2018-807 relative à l'attribution du
marché n°4968EA18 - Risque pluvial et
inondations - Prestations topographiques
courantes et relevés de réseaux - Lot n°1
"Prestations topographiques courantes"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean Marc LUSSERT dans le domaine « prévention des risques majeurs et des milieux aquatiques »
- VU la décision n°MD2018-807 en date du 22 octobre 2018 relative à l'attribution de l'accord cadre n°4968EA18 – Risque pluvial et inondations – Prestations de topographies courantes,

CONSIDERANT :

- qu'il convient de modifier la décision précitée, et plus particulièrement son article 2, afin de préciser que la dépense pourra également être imputée sur les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : L'article 2 de la décision n° MD2018-807 en date du 22 octobre 2018 est modifiée comme suit : « De dire que la dépenses sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ».

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de l'association FRENCH
TECH MEDITERRANEE
MONTPELLIER NIMES dans l'HOTEL
FRENCH TECH à Montpellier.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et l'innovation, de la French Tech, de l'artisanat, de la planification urbaine (SCoT, PLUi),
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : l'association FRENCH TECH MEDITERRANEE MONTPELLIER NIMES, représentée par Monsieur Clément SAAD dont l'activité est l'association d'entreprises innovantes.

Elle est candidate à la location du lot 1,3 de 31,36 m² pour une période de 28 mois.
L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de l'association FRENCH TECH MEDITERRANEE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation, à la French Tech et à l'artisanat est autorisée à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400019-20190101-105669. AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'attribution d'un
marché en groupement de commandes
n°G9D0029MG "Prestations de
maintenance préventive et corrective des
équipements d'ascenseurs"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visées à l'article L. 2113-6 du Code de la Commande Publique, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,

- CONSIDERANT :

- qu'afin de rationaliser leurs achats et de créer des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, la Ville du Crès, la Ville de Pérols, la Ville de Pignan, et la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone ont décidé de constituer un groupement de commandes pour un marché n°G9D0029MG « Prestations de maintenance préventive et corrective des équipements ascenseurs »,

- que la décision n°MD2018-976 du 26 novembre 2018 a autorisé le recours à une Assistance à Maitrise d'ouvrage pour la maintenance des ascenseurs dans le cadre du groupement de commandes, attribuée à l'entreprises ACCEO Montpellier, sise 909 avenue de Platanes 34 970 Lattes,

- qu'une procédure en appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux dispositions des articles R.2124-1, R.2124-2 et R.212-2 à R.2162-5 du Code de la Commande Publique. Le marché comprend des prix unitaires faisant l'objet de bons de commande sans minimum ni maximum et un opérateur économique, conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique,

- que le marché est conclu à compter de sa notification avec différentes dates d'effet selon les sites et une date d'échéance fixée au 31 décembre 2023 afin de permettre une meilleure gestion des futurs contrats,

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- . Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- . Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement et au regard du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) caché : 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 01 octobre 2019, a adopté le classement des offres et a choisi le candidat OTIS, ZAC de Tournezy, 34 070 Montpellier qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° G9D0029MG « Prestations de maintenance préventive et corrective des équipements ascenseurs » à la société OTIS, sise ZAC de Tournezy 37 070 Montpellier, pour un montant forfaitaire de 211 967,01 € HT, et un montant estimatif de 117 586,40 € HT pour les prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

ARTICLE 2 : de dire que le marché prend effet à compter de la notification, avec différentes dates d'effet selon les sites et une date d'échéance fixée au 31 décembre 2023 afin de permettre une meilleure gestion des futurs contrats.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée, pour les prestations concernant Montpellier Méditerranée Métropole sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2474000A-20190101-105622-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la conclusion d'un
accord-cadre "maîtrise d'œuvre des
espaces publics Comédie - Esplanade -
Triangle" - Opération conduite dans le
cadre d'un mandat confié à la SA3M**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**
- **VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics**
- **VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;**
- **VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2018 au bénéfice de la SA3M, autorisée par décision n°MD2018-670 du 20 août 2018**

CONSIDERANT :

- que les espaces publics Comédie Esplanade Triangle, emblématiques de la Métropole, accueillent et distribuent de nombreux usages et fonctions caractérisés par une forte intensité urbaine, et que leur état d'usure, les dysfonctionnements constatés et les nouveaux enjeux apparus rendent nécessaires l'engagement d'une réflexion d'ensemble pour les moderniser et les embellir ;
- que, dans le cadre de sa compétence en matière d'espace public, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite réaliser un ensemble d'études préalables en vue de définir la programmation urbaine de l'ensemble du secteur Comédie Esplanade Triangle et d'évaluer au mieux la faisabilité et les modalités de réalisation pour l'engagement éventuel de travaux d'aménagement ;
- qu'il y a lieu de désigner un groupement de prestataires chargé de réaliser des missions de maîtrise d'œuvre nécessaires à la définition et à la mise en œuvre d'un projet d'espaces publics ;
- qu'une consultation a été menée, dans le cadre du mandat confié à la SA3M, sous la forme d'une procédure de dialogue compétitif, telle que prévue par les dispositions des articles 75 et 76 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en vue de conclure un accord-cadre pour une durée de 5 ans renouvelable 1 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 45% : Adéquation du projet au programme
 - 10% : Approche du coût du projet
 - 10% : Pertinence de la démarche du projet au regard des enjeux durables et environnementaux
 - 5% : Qualités rédactionnelles et graphiques au service des idées et de l'adhésion au projet
 - 30% : Prix des prestations de l'accord-cadre
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 3 septembre 2019 a classé les offres et choisi le groupement TER / TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord-cadre portant sur des missions de maîtrise d'œuvre des espaces publics Comédie Esplanade Triangle au groupement TER / TECTA-SISMO-PER-ZEFCO-ON. Cet accord-cadre mono-attributaire est conclu sans minimum ni maximum en valeur ou en quantité. Il s'exécutera par marchés subséquents. Cet accord-cadre prendra effet à la date de sa notification. Sa durée est de 5 ans renouvelable 1 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

, 05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°3815 d'assistance à maîtrise
d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation
de la station d'épuration MAERA**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- Vu la délibération 12433 du 5 août 2014 autorisant la signature le marché n° 3815 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station d'épuration MAERA avec le groupement IRH INGENIEUR CONSEIL/ BRL INGENIERIE dont le mandataire est la société

IRH INGENIEUR CONSEIL sise 190 rue Louise Labé - CS 18001 - 69970 CHAPONNAY, pour un montant de 789 580 euros HT et pour une durée estimée de 7 ans,

CONSIDERANT :

- Qu'une modification non prévisible des prestations entraînant une plus-value est apparue nécessaire au cours des d'études préliminaires, notamment au regard des cas de modifications autorisées par l'alinéa 3 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 3815 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension et l'adaptation de la station d'épuration MAERA avec le groupement IRH INGENIEUR CONSEIL/ BRL INGENIERIE dont le mandataire est la société IRH INGENIEUR CONSEIL sise 6 rue de l'Ozon – 69360 SEREZIN DU RHONE, avenant d'un montant de 71 600 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 861 180 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05/11/2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN BOULBES

Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M9B0055DC- Fourniture de lampes et
tubes fluorescents - Direction de la Culture
- Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- qu'il y a lieu de conclure un marché pour l'achat de lampes et tubes fluorescents par la Direction de la Culture et du Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R 2191-59 à R2191-62 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 1 an reconductible 3 fois par tacite reconduction. ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix 60 % et valeur technique 40% :
- qu'après analyse, l'entreprise REXEL – Rue Mehul - Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de fourniture de lampes et tubes fluorescents numéro M9B0055DC à l'entreprise REXEL, pour un montant maximum annuel de 22.000 € HT soit 88.000 € HT maximum toutes reconductions comprises.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

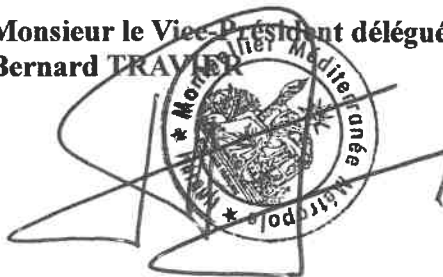
ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 15 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°8.135 portant sur les Etudes et la
réalisation de la régulation de trafic et de
la priorité aux feux dans le cadre de la
5ème ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

- Vu la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord.

- CONSIDERANT :

- Qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure négociée sans mise en concurrence en application de l'article R.2122-3-2° du code de la commande publique portant sur les Etudes et réalisation de la régulation de trafic et de la priorité aux feux dans le cadre de la ligne 5 de tramway,

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations,

- Qu'après analyse, l'offre de l'entreprise GERTRUDE SAEM (Bordeaux 33) est conforme aux attentes,

- Que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 1^{er} octobre 2019 a été informée du choix de l'attributaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : le marché n°8.135 relatif aux études et réalisation de la régulation de trafic et de la priorité aux feux dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise GERTRUDE SAEM sise à Bordeaux (33).

ARTICLE 2 : Le marché n°8.135 est conclu pour un montant de 1 020 005 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif. Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le marché visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text "Montpellier Méditerranée Métropole" around the top and "Hérault" at the bottom, with a central emblem. The signature is a fluid, cursive script.

Publiée le : 15 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°8.423 portant sur les Travaux anticipés
des réseaux dans le cadre de la 5^{ème} ligne
de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14050 du 28 septembre 2016, relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- Vu les dispositions relatives au Code de la commande publique,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des « Transports et de la Mobilité »,
- Vu la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché,

- Vu la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord,

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique portant sur les Travaux anticipés réseaux dans le cadre de la ligne 5 de tramway,

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60 % au regard de la valeur technique de l'offre et 40 % pour le prix des prestations,

- qu'après analyse, le groupement SCAM TP (mandataire) / SOGEA SUD HYDRAULIQUE / EUROVIA Languedoc Roussillon, présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 1^{er} octobre 2019 a été informée du choix de l'attributaire.

D E C I D E

Article 1 : D'attribuer le marché n°8.423 portant sur les travaux anticipés des réseaux dans le cadre de la ligne 5 de tramway au groupement SCAM TP (mandataire) / SOGEA SUD HYDRAULIQUE / EUROVIA Languedoc- Roussillon sise à Courmonsec (34).

Article 2 : Ce marché, d'une durée prévisionnelle de 14 mois, est conclu pour un montant estimatif de 2 273 758.90 € HT résultant du Détail Quantitatif Estimatif. Cette dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM ainsi que toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 21 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 24 0007 - 2019 01 01 - 105680 - CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
domiciliation au sein du bâtiment MIBI
passée avec la société DP TECHNOLOGY
FRANCE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celles d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention, la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° 2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2019 au sein du bâtiment MIBI,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de la French Tech et de l'artisanat,
- Vu la demande formulée par la S.A.R.L. DP TECHNOLOGY France qui souhaite exercer son activité de vente et support de logiciels, distribution de solutions logicielles, marketing et recherche et de développement à Montpellier par des collaborations avec les acteurs locaux dans le domaine de la programmation informatique en bénéficiant d'une domiciliation avec installation de son siège social au MIBI,
- **CONSIDERANT** que ce projet pourrait donner suite à une implantation et à des créations d'emploi sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1: Une convention de domiciliation au sein du MIBI est passée pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable deux fois sur avis du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, entre la société DP TECHNOLOGY France et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2: La convention de domiciliation autorise la société DP TECHNOLOGY FRANCE à établir son siège social à l'adresse du MIBI (Montpellier International Business Incubator) 672, rue du Mas de Verchant, CS37777- 34 967 Montpellier.

ARTICLE 3: Le coût mensuel hors taxes à payer par l'entreprise domiciliée est de 25,55 euros, conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°2018-694 du Conseil de Métropole en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 4: La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5: Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURRI



Publiée le : 27 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 27 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine privé
pour les parcelles AK n° 221p et 223 -
Commune de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet de convention, conclu en application des articles L 411-2 et suivants du Code Rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de Monsieur Yves MICHEL, demeurant 4 rue Gaston Bonheur à Baillargues (34670), les parcelles situées sur la commune de Baillargues, cadastrées section AK n° 221p et 223, lieu-dit « Colombiers », pour une contenance cadastrale totale de 16 569 m², pour une durée de trois campagnes,

- Considérant que les parcelles en culture peuvent permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite, dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement, en application des articles L. 411-2 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} décembre 2019 jusqu'au 30 novembre 2022, entre Monsieur Yves MICHEL et Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles situées sur la commune de Baillargues, cadastrées section AK n° 221p et 223, lieu-dit « Colombiers », pour une contenance cadastrale totale de 16 569m².

ARTICLE 2 : La convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée de 3 campagnes, du 1^{er} décembre 2019 au 30 novembre 2022.

ARTICLE 3 : La présente convention est consentie moyennant le versement d'un loyer annuel établi sur la base de 180 € par hectare, soit deux cent quatre vingt dix huit euros vingt quatre centimes TTC (298,24€ TTC).

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
ECOMNEWS au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 7 décembre 2015, passée entre la Métropole et la société ECOMNEWS pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 31 janvier 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 11 octobre 2019,

- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société ECOMNEWS n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ECOMNEWS pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ECOMNEWS pour la surface de 59,77 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 887,58 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018 - 694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 05 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
ANATOSCOPE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil n° M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 22 novembre 2016, passée entre la Métropole et la société ANATOSCOPE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 31 janvier 2019,

- Vu la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 3 octobre 2019,

- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance et que la société ANATOSCOPE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société ANATOSCOPE pour une période de douze mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2020.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ANATOSCOPE pour la surface de 134,58 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élèvera à 1 855,86 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2018 - 694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 NOV. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SARRAIL



Publiée le : 05 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **05 NOV. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

ZAC Extension Park Eureka - Agrément de candidature lot 17A

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Mairie de Castelnau-le-Lez, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la réalisation d'un programme immobilier sur le lot 17A de la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-lez. La réalisation de ce programme immobilier comprend un EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) de 90 lits et 50 logements locatifs intermédiaires (Acquéreur et bailleur Groupe ARCADE). La surface de plancher maximale est de 8 720 m²,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature du CCAS de la Mairie de Castelnau-le-Lez ci-dessus mentionnée est agréée.

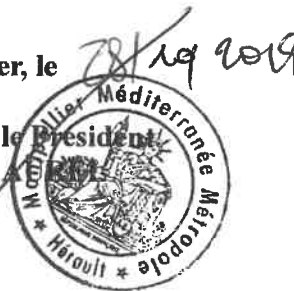
ARTICLE 2 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe S



Publiée le : 28 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024 - 2M 2M 00 A - 619 001 - 105961 - AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**décision relative au marché n°
M9B0083VD de "Collecte et transport des
déjections animales du Complexe
animalier NOE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour la « Collecte et le transport des déjections animales du complexe animalier NOE » ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, des articles R2162-1 et R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du Code susvisé, sous la forme d'un marché à procédure adaptée, pour une durée de 3 ans à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur Technique : 60 %, appréciée au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique sur les points suivants :
 - Dispositions d'organisations prévues et les moyens mis en œuvre par le candidat pour assurer le bon déroulement de la prestation (40 %) ;
 - Planning des prestations : jour de passage prévisionnel (20 %).
 - ° Prix : 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise S.M.N. SAS, 351, rue de la Castelle, BP 1231, 34 073 Montpellier cedex 03, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de « Collecte et le transport des déjections animales du Complexe animalier NOE » à l'entreprise S.M.N. SAS, sans montant minimum et pour un montant maximum de 89 000 € H.T.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 OCT. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHA



Publiée le : 05 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n° 1 au
marché en groupement de commandes
5214MG18 "Achat et livraison de papier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole » ;

CONSIDERANT

- qu'afin de rationaliser leurs achats et de créer des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Beaulieu, Grabels, Jacou, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone ont décidé de constituer un groupement de commandes pour un marché « Achat et Livraison de Papier » ;

- que la décision MD2018-288 du 20 avril 2018 a autorisé d'une part, la constitution de ce groupement de commandes et d'autre part le lancement de l'appel d'offre,
- que suite à la décision d'attribution MD2019-226 du 22 mars 2019, le marché 5214MG18 « Achat et Livraison de papier » a été notifié le 02 avril 2019 à la société INAPA France, 11 rue de la Nacelle, 91814 Corbeil-Essonnes jusqu' au 31/12/2019 puis 1 an renouvelable 3 fois,
- qu'un nouveau besoin est apparu en cours d'exécution et qu'il est nécessaire de rajouter une ligne au bordereau des prix concernant une Bobine Papier couché mat pour jet d'encre la référence étant la suivante :
 - . Marque : POWERJET
 - . Format : 152,4 × 30 cm
 - . Grammage : 140 gr
 - . Couleur : BLANC
 - . Prix Unitaire HT : 54,16 HT
- que le présent avenant n'a aucune incidence financière sur le montant du marché public,

DECIDE

ARTICLE 1 : De rajouter dans le bordereau des prix du marché 5214MG18 « Achat et Livraison de Papier » la référence Bobine Papier couché mat pour jet d'encre Powerjet au format 152,4 × 30 cm, grammage 140 gr. Couleur Blanc au prix unitaire de 54,16 HT. Cet ajout n'a aucune incidence financière sur le montant du marché.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée, pour les prestations concernant Montpellier Méditerranée Métropole sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 936, 938.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 19 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°5150EP18 de développement d'un outil
de validation des imports de données
OpenStreetMap - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public ;
- VU la décision n°2018-774 attribuant le marché n°5150EP18 de développement d'un outil de validation des imports de données OpenStreetMap à l'entreprise GEONOV, pour un montant de

56 780 euros HT pour la solution de base et de 8 550 euros HT pour les prestations complémentaires et pour une durée de 4 années ;

CONSIDERANT :

- Que lors de l'estimation des besoins du marché, des fonctionnalités très particulières n'avaient pas pu être anticipées (sujétions techniques imprévues) ;
- Que l'objet de l'avenant est d'assurer le développement d'un module d'export de données pour faciliter leur gestion dans un logiciel SIG et la prise en compte de requêtes plus fines ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de développement d'un outil de validation des imports de données OpenStreetMap avec l'entreprise GEONOV, avenant n°1 d'un montant de 5 000 euros HT portant le nouveau montant du marché à 70 330 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 30 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-106057 EAU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Procédure d'expulsion Gens du Voyage - TGI"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- Vu l'occupation sans autorisation par un groupe de gens du voyage des parcelles cadastrées SM46, SM47, SM44 sises à proximité du Lycée Mendès France à Montpellier et la parcelle cadastrée CB080 à Lattes, propriété de la Métropole de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant sans autorisation les parcelles cadastrées SM46, SM47, SM44 sises à proximité du Lycée Mendès France à Montpellier et la parcelle cadastrée CB080 sise à Lattes, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet PARME Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 17 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340007-2090101-106258-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 OCT. 2019

Réception en Préfecture : 17 OCT. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché subséquent
n°M9C0046EP - Accord- cadre
n°5023AT17 - LOT 1 - RM5 - Dévoisement
des réseaux - Attribution du marché

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Monsieur Thierry BREYSSE, dans le domaine de « la Voirie et à l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot n° 1 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- qu'un dévoiement des réseaux de la RM5 à Cournonsec est nécessaire
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de 60 jours calendaires maximum à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des travaux.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 50 %
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 30 %
 - ° Délai : 20 %
- qu'après analyse, l'entreprise EUROVIA Méditerranée, route de Lodève 34 990 Juvignac, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M9C0046EP – RM5 – Dévoiement des réseaux - à l'entreprise EUROVIA Méditerranée, pour un montant de 92 200,00 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 19 jours calendaires.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

26 NOV. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 26 NOV. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative à la commande de bus électriques à l'UGAP

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la décision n° MD2018-094 du 26 mars 2018 relative au partenariat conclu avec l'UGAP (Union des Groupements d'Achats Publics) dans le domaine des véhicules qui permet de recourir à cette centrale d'achats, qui a elle-même procédé à la consultation de fournisseurs de véhicules et d'équipements par voie d'appel d'offres, dans le respect du code des marchés publics,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des Transports et de la Mobilité.

CONSIDERANT:

- que pour l'année 2019, le programme d'investissements pour l'exploitation du service des transports publics comprend l'acquisition de 9 bus électriques à batteries;

- que les bus seront à motorisation électrique, qu'ils seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractables, de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs, et que ces bus à faibles émissions seront conformes à la loi relative à la Transition énergétique pour la croissance verte (TECV).

D E C I D E

ARTICLE 1: D'approuver la commande de 9 bus urbains électriques à l'UGAP pour un montant maximum de 5 500 000 € HT.

ARTICLE 2: De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 3: D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette commande, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 NOV. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 15 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 NOV. 2019**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de
parcelles en nature de voiries et espaces
publics - Commune de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la demande de rétrocession de parcelles en nature de voies et espaces publics formulée par GGL Groupe, afin de permettre le classement de ces emprises dans le domaine public de la Métropole,
- Vu l'avis favorable du Pôle Vallée du Lez en date du 16 octobre 2019,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles en nature de voies et d'espaces publics situées lieudits La Montade, Bouissouse et Coste Rousse sur la Commune de Prades-le-Lez,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe ou tout autre société se substituant, les parcelles AI 198 (292 m²), AP 119 (1628 m²), AS 98 (5 m²), et AS 99 (75 m²), en nature de voirie en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des emprises déjà intégrées dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

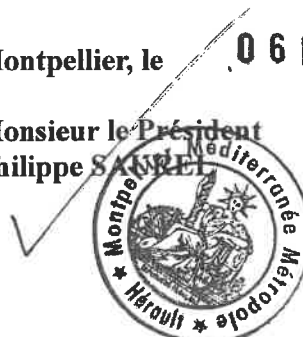
ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SEGUIN -
Parcelle MS 290 lot 2998 Résidence Les
Cévennes - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- VU l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 12 juillet 2019, envoyée par Maître GIRAUD, notaire à Gignac, reçue en Mairie de Montpellier le 16 juillet 2019, concernant la vente par Monsieur David SEGUIN, d'un appartement, constituant le lot 2998 de la

copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 60.000 € dont 5.000 € de commission d'agence,

- VU le constat dressé le 1^{er} octobre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- VU l'avis de France domaine du 2 octobre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

- que l'appartement de Monsieur SEGUIN se situent dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur SEGUIN est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. Plus particulièrement, cette acquisition permettra le redressement de la copropriété et d'envisager des relogements.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de l'appartement de Monsieur David SEGUIN, constituant le lot 2998 de la copropriété les Cévennes, située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 47.500 € en ce compris 5.000 € de commission d'agence dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 22 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-24720017-20190101-106548-AU
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BK 107 - Lieudit La Mourade
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté préfectoral n°2018-I-015 du 10 janvier 2018 déclarant d'Utilité Publique le recalibrage et l'aménagement de cheminements doux sur les communes de Baillargues, Mauguio, et Mudaison,
- Vu l'arrêté préfectoral n°2018-I-1375 du 4 décembre 2018 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis situés sur la commune de Baillargues et nécessaires au projet,
- Vu la promesse de vente signée le 29 août 2019 par Madame OLMES épouse BLANC Marie-Françoise représentant la SCI MGF pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole une emprise à extraire de la parcelle BK 6 en bordure de voie,
- Vu l'estimation des domaines n° 2017-022V1250 unité foncière 120 en date du 9 octobre 2017,

- Considérant la nécessité de recalibrer la route métropolitaine 26 et d'aménager en bordure un cheminement doux reliant Mauguio à Baillargues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI MGF la nouvelle parcelle BK 107 d'une superficie de 190 m² située sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues et permettant l'aménagement d'un cheminement doux.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 684 euros décomposé comme suit : une indemnité principale de 570 euros, une indemnité de réemploi 114 euros soit un total de 684 euros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 7 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 0 7 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 0 7 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété DUPONT -
Parcelle MS 290 lot 3362 Résidence Les
Cévennes - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 9 août 2019, envoyée par Maître NOUGUIER, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 12 août 2019, concernant la vente par Monsieur Jacques DUPONT, d'un garage en sous-sol occupé, constituant le lot 3362 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 4.500 €,
- Vu le constat dressé le 1^{er} octobre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 2 octobre 2019,
- CONSIDERANT :
 - qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,

- que le garage de Monsieur DUPONT se situent dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété,

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de DUPONT est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'acquisition de ce bien permettra plus particulièrement d'intervenir sur la dalle surplombant le garage,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, du garage de Monsieur Jacques DUPONT constituant le lot 3362 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 3.735 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 OCT. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-24 34 00 17 - 2019 01 01 - 106570-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la renégociation d'un
contrat d'emprunt souscrit auprès de la
Banque Postale et cédé à la Caisse
Française de Financement Local**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,

- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- Vu l'arrêté n° MAR2019-0224 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,

- Vu les conditions particulières du contrat d'emprunt souscrites le 8 décembre 2015 et la décision n°D2015-716 afférente, ainsi que les conditions particulières souscrites le 19 décembre 2016 et les décisions n°2016-971 et n°2016-983 afférentes,

- Vu la notification de cession du prêt à la Caisse Française de Financement Local (CAFIL), dont l'établissement gestionnaire est la Société Française de Financement Local,

- Vu les conditions générales CG-LBP-2015-05 et notamment leur article 6 relatif aux conditions suspensives nécessaires au passage à taux fixe,

- CONSIDERANT que les conditions de marché présentant une opportunité de passage à taux fixe qui permettent un gain financier substantiel, la Métropole a sollicité des cotations indicatives de taux fixe auprès de la CAFIL, fournies en date du 4 septembre et 2 octobre 2019,

- CONSIDERANT que le niveau de taux fixe maximum cible pour cette opération est de 1%,

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est décidé de procéder, à la date du 01/07/2020, au passage à taux fixe du prêt n°001, en exécution du contrat de prêt n°MIN517343EUR, aux conditions visées à l'Article 2.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques et conditions financières du passage à taux fixe du prêt sont les suivantes :

Caractéristiques du prêt n°MIN51343EUR001 :	
Prêteur	Caisse Française de Financement Local
Emprunteur	Montpellier Méditerranée Métropole
Score Gissler	1A
Date d'effet du passage à taux fixe	01/07/2020
Capital restant dû à la date d'effet du passage à taux fixe	51 000 000 EUR
Caractéristiques et conditions financières de la tranche à taux fixe :	
Montant	51 000 000 EUR
Durée d'amortissement	17 échéances d'amortissement, soit jusqu'au 01/07/2037

Durée d'application du taux d'intérêt	17 échéances d'intérêts, soit jusqu'au 01/07/2037
Périodicité des échéances d'amortissement et d'intérêts	Annuelle
Mode d'amortissement	Constant
Taux d'intérêt annuel	Taux fixe qui ne saurait être supérieur à 1%. Cotation à réactualiser le jour de l'opération.
Base de calcul des intérêts	Mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
Remboursement anticipé	Se référer aux dispositions contractuelles relatives au remboursement anticipé d'une tranche à taux fixe
Taux effectif global <i>Soit un taux de période</i>	1% l'an pour une opération conclue à 1% A réactualiser le jour de l'opération. <i>1% pour une durée de période de 12 mois pour une opération conclue à 1%. A réactualiser le jour de l'opération.</i>

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au passage à taux fixe ci-dessus, sous réserve que le taux fixe soit inférieur ou égal au taux défini précédemment, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil Métropolitain.

Montpellier, le 28 OCT. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Max LEVIE



Publiée le : 30 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24 2019-2019 0101-106577-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation précaire du domaine privé
parcelle BL n° 37 - Commune de
Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- Vu le projet de convention, conclu en application des articles L 411-2 et suivants du Code Rural et de la pêche maritime, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de Monsieur Philippe RIEU, demeurant Le Mail des Abbés – BT B2 – 0210, Rue Max Mousseron à Montpellier (34000), la parcelle cadastrée section BL n° 37, lieu-dit « Jourdanel », située sur la commune de Baillargues, d'une contenance cadastrale de 9 108m², pour une durée d'une campagne,

- Considérant que sur la parcelle concernée, la mise en culture peut permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement, en application des articles L. 411-2 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée pour une durée d'une année à compter du 1^{er} décembre 2019 jusqu'au 30 novembre 2020, entre Monsieur Philippe RIEU et Montpellier Méditerranée Métropole, pour la parcelle cadastrée section BL n° 37, lieu-dit « Jourdanel », d'une contenance cadastrale de 9 108 m² sur la commune de Baillargues.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée d'une campagne, du 1^{er} décembre 2019 au 30 novembre 2020.

ARTICLE 3 : La présente convention est acceptée moyennant le versement d'un loyer annuel établi sur la base de 350.58 € par hectare, soit trois cent vingt euros (320.00€).

ARTICLE 3 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

0 6 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SACHREL



Publiée le : 0 6 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 0 6 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°
M9D0087EA - Renouvellement des réseaux
d'eaux usées et d'eau potable dans le
secteur des Arènes sur la commune de Le
Crès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

- CONSIDERANT :

- qu'un accord-cadre n°4938EA17 – Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est conclue,
- que le renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable dans le secteur des Arènes sur la commune de Le Crès est nécessaire,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 4,4 mois comprenant une période de préparation du chantier de 4 semaines,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que le groupement SCAM-FAURIE (SCAM mandataire) sis 825 avenue de la Cresse Saint Martin - 34660 COURNONSEC présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M9D0087EA - Renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable dans le secteur des Arènes sur la commune de Le Crès au groupement SCAM-FAURIE sis 825 avenue de la Cresse St Martin - 34660 COURNONSEC, pour un montant estimatif de 542 483,00 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4,4 mois comprenant une période de préparation du chantier de 4 semaines.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN BOULBES



Publiée le : 28 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Conduites Opérations Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une demande de
déclaration préalable pour des travaux
dans le cadre de la réalisation d'un
cheminement mode doux entre le quartier
Sud de Saint Gély du Fesc et le giratoire de
la Lyre à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- **CONSIDERANT :**
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé à réaliser un cheminement mode doux entre le quartier sud de Saint Gély du Fesc et le Giratoire de la Lyre à Montpellier,
 - Que dans le cadre de ce projet, la voie projetée a nécessité d'acquérir les parcelles AM139-AM141-AM143-AM143-AM146-AM137-AM150-AM148 sur la commune de Grabels,

- Que lors des acquisitions foncières, il a été négocié avec les riverains la réalisation d'un mur de clôture en parpaing de 0,20m sur une hauteur de 1,60m et enduit sur les deux faces. Ces points ont été notifiés par acte notarié,

- Montpellier Métropole devra réaliser le mur de clôture sur le domaine public et ce sur un linéaire de 530ml,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à déposer et signer les dossiers de déclaration préalable nécessaires à ces travaux.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUJES



Publiée le : 28 OCT. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084 - 24 24 24 17 - 20190101 - 106880 - AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 OCT. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AA 349 - Chemin du Roudourel -
Commune de Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de Madame Sonia NURIT en date du 26 juin 2019 pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle AA 349 d'une superficie de 35 m²,
- Considérant la nécessité de régulariser la situation juridique de cette emprise de 35 m² aménagée en trottoir, devant la clôture de la propriété privée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame NURIT, la parcelle AA 349 d'une superficie de 35 m², située Chemin du Roudourel sur la commune de Cournonsec, afin de régulariser la situation juridique de cette emprise déjà aménagée en trottoir.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien, à savoir un trottoir.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUTER



Publiée le : 06 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une modification de la
délibération n°13022 du 28 mai 2015
autorisant le lancement de l'appel d'offre
et la signature du marché n°3392EA15 de
travaux courants sur les réseaux
d'assainissement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

- Vu la délibération n°13022 du 28 mai 2015 autorisant le lancement de l'appel d'offre et la signature du marché 3392EA15 « travaux courants sur les réseaux d'assainissement »,

- CONSIDERANT :

- Qu'il convient de modifier la délibération précitée, afin de préciser que la dépense pourra également être imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN BOULBES

Publiée le : 15 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 NOV. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit de Madame Anne Sutra de Germa
d'une oeuvre de Pierre Soulages, Peinture
65 x 143 cm, 13 décembre 2008**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- CONSIDERANT :
 - que Madame Anne SUTRA de GERMA domiciliée Domaine Monplezy 34120 Pezenas, souhaite autoriser le dépôt d'une œuvre de Pierre Soulages, *Peinture 65 x 143 cm, 13 décembre 2008*, d'une valeur de 350 000 € (trois cent cinquante mille euros) ;
 - qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec Madame Anne SUTRA de GERMA un contrat relatif au dépôt d'une œuvre de Pierre Soulages, *Peinture 65 x 143 cm, 13 décembre 2008*, d'une valeur de 350 000 € (trois cent cinquante mille euros).

ARTICLE 2 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre. L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée d'un an, avec reconduction tacite pour la même durée, à échéance de chaque terme. Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat. En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'œuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : L'œuvre ne pourra être prêtée pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité. A l'occasion du déplacement de l'œuvre à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant.

ARTICLE 5 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction de l'œuvre pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication. En retour, le dépositaire s'engage à faire parvenir un exemplaire justificatif de toute édition où seraient reproduites l'œuvre en dépôt.

ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine « Culture ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREM



Publiée le : 18 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une
convention de prise possession anticipée de
la parcelle cadastrée AV n°245 sise
commune de Cournonterral -
Aménagement de la ZAC CANNABE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, l'Enseignement supérieur, la Recherche et Innovation, la French Tech et l'Artisanat,
- **VU** la convention de prise de possession anticipée consentie le 4 octobre 2019 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par M. Dominique ROBERT sur la parcelle lui appartenant

cadastrée AV n°245, sise commune de Cournonterral, d'une superficie cadastrale de 5 456 m², moyennant une indemnité globale et forfaitaire de 12 199,65 €,

- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse unilatérale de vente signée le 4 octobre 2019, M. Dominique ROBERT s'est engagé à vendre, à Montpellier Méditerranée Métropole, la parcelle cadastrée AV n°245, sise commune de Cournonterral, d'une superficie cadastrale de 5 456 m² lui appartenant,

- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux préparatoires nécessaires pour l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral, Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne qu'elle se substituerait, souhaite prendre possession de la parcelle précitée avant la réitération, par acte authentique, de la promesse unilatérale de vente,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée AV n°245, sise commune de Cournonterral, est signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et M. Dominique ROBERT, propriétaire, domicilié chemin dit de la Bruyère à Cournonterral (34660).

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de 12 199,65 € (douze mille cent quatre-vingt dix neuf euros et soixante cinq cents).

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention de prise de possession anticipée ainsi que tout document relatif à cette affaire visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modifiant la délibération n°13790
du 14 avril 2016 relative au marché
n°4470DM16 " Fournitures, pose et
maintenance du jalonnement - autorisation
de lancer la consultation et de signer le
marché"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération n°13790 du 14 avril 2016 relative au marché n°4470DM16 de fournitures, pose et maintenance du jalonnement – autorisation de lancer la consultation et de signer le marché,

- Considérant :

- qu'il est nécessaire que ce marché puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que de fait, il est nécessaire de modifier la délibération n°13790 du 14 avril 2016,

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 NOV. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : **15 NOV. 2019**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 NOV. 2019**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modifiant la délibération n°14031
du 21 juillet 2016 relative au marché
n°4592EP16 ' serrurerie de voirie - travaux
de dépose et de pose - maintenance et
fourniture - lancement de la consultation et
autorisation de signature'**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- Vu la délibération n°14031 du 21 juillet 2016 relative au marché n°4592EP16 « serrurerie de voirie – travaux de dépose et de pose – maintenance et fourniture – lancement de la consultation et autorisation de signature»,

- Considérant :

- qu'il est nécessaire que ce marché puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que de fait, il est nécessaire de modifier la délibération n°14031 du 21 juillet 2016.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que les crédits seront prévus sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 NOV. 2019**

Monsieur le ~~Vice~~ **Président délégué**
Jean-Pierre BICCO



Publiée le : 15 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **15 NOV. 2019**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision modifiant la décision n°MD2018-263, exécutoire le 23/04/2018, relative au marché n°4961AT17 de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de projets VRD sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 7 Assistance à maîtrise d'ouvrage

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- Vu la décision n°MD2018-263, exécutoire le 23/04/2018, relative au marché n°4961AT17 de maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de projets VRD sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole – Lot 7 Assistance à maîtrise d'ouvrage,

- Considérant :

- qu'il est nécessaire que ce marché puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole,

- que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n°MD2018-263.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 NOV. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICHARD



Publiée le : **15 NOV. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **15 NOV. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modifiant la délibération n°13958
du 30 juin 2016 relative au marché
n°4549DM16 de travaux de maintenance
des carrefours à feux tricolores de la
Métropole - autorisation de lancer la
consultation des entreprises et de signer le
marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- Vu la délibération n°13958 du 30 juin 2016 relative au marché n°4549DM16 de travaux de maintenance des carrefours à feux tricolores de la Métropole – autorisation de lancer la consultation des entreprises et de signer le marché
- Considérant
- qu'il est nécessaire que ce marché puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole,
- que de fait, il est nécessaire de modifier la délibération n°13958 du 30 juin 2016.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que les crédits seront prévus sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 15 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 15 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modifiant la délibération n°14200
du 25 octobre 2016, relative à la stratégie
de commande publique portant sur la
voirie - Lancement de la consultation et
autorisation de signer les marchés de
travaux et de maintenance de la voirie
métropolitaine**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO, en qualité de Vice-président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- Vu la délibération n°14200 du 25 octobre 2016, relative à la stratégie de commande publique portant sur la voirie – lancement de la consultation et autorisation de signer les marchés de travaux et de maintenance de la voirie métropolitaine

Considérant :

- qu'il est nécessaire que ce marché puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole
- que de fait, il est nécessaire de modifier la délibération n°14200 du 25 octobre 2016,

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que les crédits seront prévus sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre R...



Publiée le : 15 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision modifiant la décision n°D2017-866, exécutoire le 26/12/2017, relative au marché n°4775MG17 ' Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique des bâtiments métropolitains (chauffage, ventilation, climatisation)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD, en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux ; Affaires juridiques et Protocole »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- Vu la décision n°D2017-866, exécutoire le 26/12/2017, relative au marché n°4775MG17 « Travaux de maintenance et de grosses réparations des équipements de génie climatique des bâtiments métropolitains (chauffage, ventilation, climatisation),

- Considérant :

- qu'il est nécessaire que ce marché puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole,

- que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n°D2017-866,

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUINAUD



Publiée le : 19 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit par le Fonds régional d'art
contemporain Occitanie Montpellier au
musée Fabre d'une œuvre de Vincent
Bioulès, *Le grand Silence*, 1981**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que le Fonds régional d'art contemporain Occitanie Montpellier, 4 & 6 rue Rambaud, BP 11032, 34006 Montpellier cedex 1, souhaite autoriser le dépôt au musée Fabre d'une œuvre de Vincent Bioulès, *Le grand Silence*, 1981 - Huile sur toile – 190 x 250 cm | Inv. 82PE0037 2008, d'une valeur de 3 000 € (trois mille euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut le Fonds régional d'art contemporain Occitanie une convention de dépôt relative au dépôt d'une œuvre de Vincent Bioulès, *Le grand Silence*, 1981 - Huile sur toile – 190 x 250 cm | Inv. 82PE0037 2008.

ARTICLE 2 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception de l'oeuvre par le conservateur du musée Fabre. L'oeuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée de 5 ans, sauf dénonciation par l'un des deux signataires, 2 mois avant son échéance, la présente convention est renouvelée par tacite reconduction. En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'oeuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : L'oeuvre ne pourra être prêtée pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité. A l'occasion du déplacement de l'oeuvre à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance clou à clou devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant. L'assurance souscrit par le dépositaire s'effectuera sur la base de la valeur marchande de l'oeuvre estimée au moment du dépôt, selon l'estimation transmise par le déposant. Cette valeur pourra être actualisée de façon contradictoire par deux experts.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine « Culture ».

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SIVREL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AT 174 en nature d'espace public
Commune de Prades-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la demande de rétrocession d'une parcelle en nature d'espace public formulée par FDI, afin de permettre le classement de cette emprise dans le domaine public de la Métropole,
- Vu l'avis favorable du Pôle Vallée du Lez en date du 16 octobre 2019,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle cadastrée AT 174, en nature de trottoir située route de Mende sur la commune de Prades-le-Lez,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de FDI Habitat ou de toute société s'y substituant, la parcelle AT 174 (138 m²) en nature de trottoir en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir un trottoir.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURIEL



Publiée le : - 6 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 6 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit du Fonds régional d'art
contemporain Occitanie Montpellier d'une
œuvre de Simon Hantai, Tabula, 1980, au
musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que le Fonds régional d'art contemporain Occitanie Montpellier, 4 & 6 rue Rambaud, BP 11032, 34006 Montpellier cedex 1, souhaite autoriser le dépôt d'une œuvre de Simon Hantai, *Tabula*, 1980 - Huile sur toile – 160 x 140 cm | Inv. 82P0223, d'une valeur de 3 000 € (trois mille euros) au musée Fabre.
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec le Fonds régional d'art contemporain Occitanie une convention de dépôt relative au dépôt d'une œuvre de Simon Hantai, *Tabula*, 1980 - Huile sur toile – 160 x 140 cm | Inv. 82P0223.

ARTICLE 2 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception de l'oeuvre par le conservateur du musée Fabre. L'oeuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée de 5 ans, sauf dénonciation par l'un des deux signataires, 2 mois avant son échéance. La présente convention est renouvelée par tacite reconduction. En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'oeuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : L'oeuvre ne pourra être prêtée pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité. A l'occasion du déplacement de l'oeuvre à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance clou à clou devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant. L'assurance souscrite par le dépositaire s'effectuera sur la base de la valeur marchande de l'oeuvre estimée au moment du dépôt, selon l'estimation transmise par le déposant. Cette valeur pourra être actualisée de façon contradictoire par deux experts.

ARTICLE 5 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine « Culture ».

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la donation au Musée
Fabre par Monsieur Tjeerd ALKEMA de
deux de ses œuvres, Sans titre (Nocturne)
et Sans titre, 1978**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que Monsieur Tjeerd ALKEMA, domicilié au 3 Bis rue Cardinal de Cabrières, 30000 Nîmes, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux de ses œuvres, *Sans titre, 1978*, plâtre, aluminium, sangle, 81 x 55 x 27 cm, d'une valeur de 2 600 € (deux mille six cent euros), et *Sans titre (Nocturne)*, Bois peint, charnières en métal de dimensions variables, d'une valeur de 6 000 € (six mille euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Tjeerd ALKEMA de deux de ses œuvres, *Sans titre, 1978*, plâtre, aluminium, sangle 81 x 55 x 27

cm, d'une valeur de 2 600 € (deux mille six cent euros) et *Sans titre (Nocturne)*, Bois peint, charnières en métal de dimensions variables, d'une valeur de 6 000 € (six mille euros).

ARTICLE 2 : Ces deux œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SIBEL



Publiée le : 07 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 07 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la donation de Monsieur
Saurel au musée Fabre d'une huile sur toile
d'Edouard-Antoine MARSAL (1845-1929),
Portrait d'homme**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de première Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « culture »

CONSIDERANT :

- que Monsieur Philippe SAUREL domicilié au 31, rue de Chio, 34000 Montpellier, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile d'Edouard-Antoine MARSAL (1845-1929), *Portrait d'homme*, 46,5 x 55 cm, d'une valeur de 500 € (cinq cent euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Philippe SAUREL d'une huile sur toile d'Edouard-Antoine MARSAL (1845-1929), *Portrait d'homme*, 46,5 x 55 cm, d'une valeur de 500 € (cinq cent euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 15 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN BOULBES



Publiée le : 15 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de
parcelles en nature d'espaces publics Rue
des Faisses - Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la demande de rétrocession de deux parcelles en nature de voies et espaces publics sur la commune de Castries, formulée par FDI Habitat et FDI Promotion, afin de permettre le classement de ces emprises dans le domaine public de la Métropole,
- Vu l'avis favorable du Pôle Cadoule-Bérange en date du 18 octobre 2019,
- Considérant qu'il convient de régulariser la propriété foncière de deux parcelles en nature d'espaces publics situées rue des Faisses sur la commune de Castries,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de FDI Habitat la parcelle A 2278 (64 m²), et auprès de la société FDI Promotion la parcelle A 2279 (197 m²) situées rue des

Faïsses sur la commune de Castries. Ces parcelles en nature d'espaces publics (trottoirs) sont acquises en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens vendus, à savoir des trottoirs.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe S. LUREL



Publiée le : 06 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au lot n°2
du marché M8D5208VD - Traitement des
refus des unités de traitement des déchets
ménagers et assimilés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;

- Vu la décision n° 2019 – 552 attribuant le lot n° 2 du marché M9D5208VD de « Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Métropole de Montpellier – lot n°2 : traitement des refus par enfouissement et/ou valorisation énergétique des refus à haut pouvoir calorifique de l'unité de méthanisation Amétyst et du centre de tri Demeter » à l'entreprise SUEZ RV Méditerranée sise à Narbonne cedex, sans montant minimum et sans montant maximum et pour une période initiale de 1 an à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les prestations. Il peut être reconduit 3 fois par période de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

- CONSIDERANT :

-

- Que les parties se sont rapprochées pour intégrer l'Unité de Valorisation Énergétique Ocréal au sein du panel d'installations de la filière de traitement suite à la prolongation du contrat de Délégation de Service Public qui lie l'entreprise SUEZ au SMEPE jusqu'au 30 juin 2020, cette date pouvant être prolongée à la demande du SMEPE jusqu'au 30 juin 2021.

- Que le présent avenant n° 1 a pour objet de fixer les nouvelles modalités financières pour la période allant jusqu'au 30 juin 2020 (fin de première période) et si le SMEPE décide de la prolongation suscitée, jusqu'au 30 juin 2021.

Le prix déjà défini au-delà de cette échéance reste inchangé.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché de « Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Métropole de Montpellier – lot n°2 : traitement des refus par enfouissement et/ou valorisation énergétique des refus à haut pouvoir calorifique de l'unité de méthanisation Amétyst et du centre de tri Demeter » avec l'entreprise SUEZ RV Méditerranée, rue Antoine Becquerel, CS 17 216, 11 785 Narbonne cedex.

Le présent avenant est sans incidence financière pour la période allant de sa notification au 30 juin 2020.

Dans l'hypothèse d'une prolongation par le SMEPE de la DSP OCREAL avec le contractant jusqu'au 30 juin 2021, l'avenant entraînera une baisse de 8 840,00 € H.T. du montant prévisionnel global du marché de 25 812 832,00 € H.T, pour la période du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 7 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHÉLEMY-ORSAL



Publiée le : - 7 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 7 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la donation au musée
Fabre d'une oeuvre de Jeanne Gérardin
(1939-2014), *La Duègne*, par Madame
Viviane Gérardin-Saltet**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que Mme Viviane Gérardin-Saltet, domiciliée 649 boulevard de la Lironde, 34980 Montferrier, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une oeuvre de Jeanne Gérardin (1939-2014), *La Duègne*, tissus roulés, tranchés, collés, fil de coton, 120 x 90 x 90 cm, d'une valeur de 10 000 € (dix mille euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Mme Viviane Gérardin-Saltet d'une oeuvre de Jeanne Gérardin (1939-2014), *La Duègne*, tissus roulés, tranchés, collés, fil de coton, 120 x 90 x 90 cm, d'une valeur de 10 000 € (dix mille euros).

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le - 7 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 0 7 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 0 7 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la donation au musée
Fabre d'une œuvre d'Alexandre Cabanel
(Montpellier, 1823 - Paris, 1889), Tête
d'étude, par Madame Reine Rouquette**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER,

CONSIDERANT :

- que Madame Reine ROUQUETTE, domiciliée 6 impasse Edme Mariotte, 30 900 Nîmes, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une œuvre d'Alexandre Cabanel, *Tête d'étude*, Huile sur toile, 35 x 30 cm, d'une valeur de 2 500 € (deux-mille cinq cent euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Madame Reine ROUQUETTE d'une œuvre d'Alexandre Cabanel, *Tête d'étude*, Huile sur toile, 35 x 30 cm d'une valeur de 2 500 € (deux-mille cinq cent euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SUREL



Publiée le : 07 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la convention de
coopération avec GrDF dans le domaine de
la sécurité industrielle pour la réalisation
de la ligne 5 et l'extension de la ligne 1 de
tramway de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération n°M2019-552 du Conseil du 30 septembre 2019 relative aux délégations accordées au Président, notamment celle relative à la prise de décision dans le domaine de la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion des réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de la Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,

- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la délibération du Conseil n°14196 du 25 octobre 2016 relative à la convention de mandat pour l'extension Est de la ligne 1 de tramway vers le pôle d'échanges multimodal Montpellier Sud de France désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, et de l'arrêté préfectorale n°2018.I.638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP,
- VU la délibération n°M2019-83 du Conseil du 21 février 2019 relative à l'approbation du dossier d'enquête portant sur l'utilité publique du projet d'extension de la 1ère ligne de tramway et sollicitant de Monsieur le Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme,

Considérant :

- que les enjeux de sécurité des réseaux de gaz naturel ainsi que la gestion des situations de crise requièrent le développement d'une dynamique d'accompagnement des maîtres d'ouvrage menant des opérations d'investissement importantes,
- qu'une convention de coopération dans le domaine de la Sécurité Industrielle est passée avec GrDF pour la réalisation de la ligne 5 et l'extension de la ligne 1 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole apparaît par là nécessaire, afin de renforcer la sécurité des installations de gaz pendant les travaux de la 5ème ligne de tramway et de l'extension de la ligne 1, de partager des informations fiables et de former aux bases de la sécurité tous les acteurs et opérateurs du chantier tramway. Le partenariat proposé renforce la proximité entre GrDF et TaM, et permet d'améliorer la réalisation des travaux, d'améliorer la sécurité et la fiabilité des réseaux et de contribuer à une gestion efficace des situations de crise.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de coopération dans le domaine de la Sécurité Industrielle est passée avec GrDF pour la réalisation de la ligne 5 et l'extension de la ligne 1 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 2 : Autorise la signature de la convention visée à l'article 1 par le Directeur Général de TaM.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

27 NOV. 2019

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



27 NOV. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion de Montpellier Méditerranée
Métropole au GEFLUC (Groupement des
Entreprises Françaises dans la Lutte
Contre le Cancer)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de mmadame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Madame Régine ILLAIRE, dans le domaine des « Ressources Humaines »,
- CONSIDERANT
 - que dans le cadre des actions de prévention menées pour la santé des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, l'association Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC) est un partenaire prépondérant depuis plus de 10 ans désormais,
 - que son action se situe auprès des entreprises de la région Occitanie, en partenariat avec les chefs d'entreprise, les Directions des ressources humaines, la médecine du travail pour mettre en place des programmes de sensibilisation et de prévention des risques des cancers en proposant des actions adaptées à chaque entreprise,

- que pour poursuivre ce partenariat, notamment par des conférences sur des démarches de prévention alcool, dépistages des cancers, hygiène de vie, il est nécessaire d'adhérer à cette association,
- que cette demande d'adhésion s'inscrit ainsi plus globalement dans une démarche de soutien à la recherche scientifique et de lutte contre le cancer,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le renouvellement d'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association GEFLUC pour l'année 2019.

ARTICLE 2 : D'autoriser le versement d'une cotisation à l'association GEFLUC d'un montant de 3 500 € au titre de l'année 2019.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits nécessaires à l'adhésion sont inscrits au budget primitif 2019, Chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame La Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

26 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Régine ILLAIRE



Publiée le : 26 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au transfert de propriété
dans le patrimoine de Montpellier
Méditerranée Métropole de parcelles à
l'intérieur du site archéologique du
Castellas - Commune de Murviel-lès-
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard Travier en qualité de Vice Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine de la Culture,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,

- Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Murviel-lès-Montpellier n° 26/2019 en date du 26 septembre 2019,

- Considérant qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Murviel-lès-Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.

- Considérant que, d'un commun accord, les terrains et ouvrages ci-dessous, sont transférés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Considérant que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine des biens énumérés ci-dessous:

Commune de Murviel-lès-Montpellier :

Désignation	Section	N°	Contenance en m²	N° Inventaire	Valeur Vénale portée à l'inventaire
Site du Castellàs	B	320	1 440	2111- TER 56	432 €
	B	321	995	2111 – TER 57	298.50 €

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit, au moyen d'un acte notarié, les frais d'acte notarié étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard Travier, Vice-Président, est autorisé à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

06 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUR



Publiée le : 06 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0096AT " travaux d'aménagement
Place de la Ramade - Commune de SAINT-
BRES" - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public et la mixité dans le parc de logement social public ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement de la place de la Ramade à Saint-Brès;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n° 5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un

marché subséquent, pour une durée de 5 mois comprenant une période de préparation de 4 semaines.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique pondérée à 60 % ;
- Prix pondéré à 40 %.

- qu'après analyse, l'entreprise EUROVIA Languedoc Roussillon sise BAILLARGUES (34670) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9D0096AT relatif aux travaux d'aménagement de la Place de la Ramade à Saint-Brès à l'entreprise EUROVIA Languedoc Roussillon sise BAILLARGUES (34670) pour un montant de 380 710,00 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 5 mois, période de préparation de 4 semaines incluse.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSÉ

Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit au musée Fabre de faïences issues
de la collection de Monsieur Jacques
BOUSQUET**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que Monsieur Jacques BOUSQUET, domicilié 12 rue Maury, 34000 MONTPELLIER, autorise le dépôt des faïences issues de sa collection, telles que décrites dans la liste des œuvres en annexe.
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec Monsieur Jacques BOUSQUET une convention de dépôt relative au dépôt des faïences issues de sa collection, telles que décrites dans la liste des œuvres en annexe.

ARTICLE 2 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception des oeuvres par le conservateur du musée Fabre. Les Œuvres seront enregistrées sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti, à titre gratuit, pour une durée de trois ans, avec reconduction tacite pour la même durée, à échéance de chaque terme. Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat. En cas de contestation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation des oeuvres, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : Les oeuvres ne pourront être prêtées pour une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité. A l'occasion du déplacement des oeuvres à l'extérieur du musée Fabre, ou des réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant.

ARTICLE 5 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction des oeuvres pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication. En retour, le dépositaire s'engage à faire parvenir un exemplaire justificatif de toute édition où serait reproduite les oeuvres en dépôt.

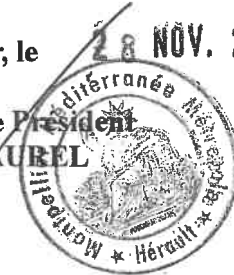
ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine « Culture ».

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un échange foncier sans
soulte avec Monsieur LAVINAUD Jacques
sur la commune de Cournonsec dans le
cadre de l'aménagement de la ZAC
CANNABE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président et notamment d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la promesse de vente signée le 23 juillet 2019 par laquelle Monsieur Jacques LAVINAUD promet de vendre à Montpellier Méditerranée Métropole une emprise de 696 m² à prendre sur la parcelle cadastrée AK n°2, sise commune de Cournonsec, en échange de la cession par la Métropole d'une emprise de 661 m² à prendre sur la parcelle cadastrée AK n°1 sise commune de Cournonsec dont elle propriétaire, sans versement d'une soulte,
- Vu l'avis des services de France Domaine en date du 12 février 2018,

- CONSIDERANT que l'acquisition de l'emprise de 696 m² environ à prendre sur la parcelle AK n°2 sise commune de Cournonsec est nécessaire à la réalisation d'un fossé pluvial dans le cadre de l'aménagement du secteur CANNABE à Cournonterral,

- CONSIDERANT que la cession par Montpellier Méditerranée Métropole à Monsieur LAVINAUD Jacques d'une emprise de 661 m² environ à prendre sur la parcelle AK n°1, sise commune de Cournonsec, lui appartenant, n'est pas de nature à remettre en cause les projets de la Métropole sur ce secteur,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de M. Jacques LAVINAUD, domicilié 22 rue des Barrys à Cournonsec (34 660), une emprise de 696 m² environ à prendre sur la parcelle cadastrée AK n°2, sise commune de Cournonsec.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à M. LAVINAUD Jacques une emprise de 661 m² environ à prendre sur la parcelle AK n°1, sise commune de Cournonsec.

ARTICLE 3 : L'échange foncier a lieu sans soulte, compte tenu que les biens échangés ont une valeur équivalente. Resteront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole les frais liés à cet échange foncier.

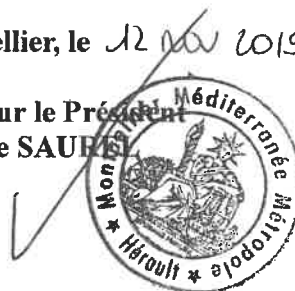
ARTICLE 4 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Monsieur le Président, ou toute autre personne ayant reçue délégation à cet effet, est autorisé à signer l'acte authentique constatant l'échange foncier ainsi que tout autre document relatif à l'affaire visée aux articles 1 et 2.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 NOV 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M9D0012AT-Location et entretien des
vêtements de travail des agents de la
Direction de l'Action Territoriale-
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le dispositif relatif au code des marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie, de l'espace public et de la mixité dans le parc de logement social public,

- CONSIDERANT :

- qu'il apparaît nécessaire de fournir un trousseau de vêtements de protection individuelle aux agents de la Direction de l'Action Territoriale ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouverte a été lancée conformément aux articles R2124-1, R2124-2 et des articles R2162-2 à R2162-5 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché à bons de commande avec un maximum de 665 000 euros pour une durée de quatre ans.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique pondérée à 60%.
 - ° Prix pondéré à 40%.
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 29 octobre 2019 a adopté le classement des offres et choisi l'offre de l'entreprise MAJ ELIS PROVENCE sise 102 rue Robert Mallet Stevens - BP 39010 - 30971 NIMES CEDEX 9 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M9D0012AT relatif à la location et l'entretien des vêtements de travail des agents de la direction de l'Action Territoriale à l'entreprise MAJ ELIS PROVENCE, pour un montant maximum de 665 000,00 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/11/2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BRISSSE



Publiée le : 20 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
CGMA IMMO - Places de parking 157 rue
de Messidor - Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole recherche des places de parkings supplémentaires pour ses agents qui exercent des activités de Service Public dans l'immeuble le Belem à Montpellier,
- CONSIDERANT** que la société CGMA IMMO, sise 7 rue Bertin Poirée à Paris (75 001) agissant en tant que mandataire de la SCI ELPHI INVESTISSEMENTS, sise 5 rue Victor Ferrié à Saint-

Chamas (13 250) dispose de places de parking libres d'occupation au 157, rue Messor à Montpellier (34 000),

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société CGMA IMMO pour prendre à bail 6 places de parking situées au 157 rue de Messor à Montpellier (34 000).

ARTICLE 2 : Le contrat de location concerne les places de parkings identifiées n° 81/25, 82/26, 83/27, 84/28, 85/29 et 86/30.

ARTICLE 3 : Le contrat est consenti et accepté pour une durée de 3 mois et prendra effet au 01/12/2019 pour se terminer le 01/03/2020. Il sera renouvelable ensuite aux mêmes termes et conditions par tacite reconduction et par période de 1 mois faute de congé préalable.

ARTICLE 4 : La présente location est consentie et acceptée pour un montant mensuel par place de parking de 75 euros toutes taxes et charges comprises, soit un loyer mensuel total pour les 6 places de 450 euros toutes taxes et charges comprises.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 7 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURER



Publiée le : 07 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété
LUDANSZKI - Parcelle LR 51 lots 3020-
407-537-693 Résidence Le Nouveau Peyrou
- Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 2 août 2019, envoyée par Maître NOUGUIER-LECOMTE, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 6 août 2019, concernant la vente par Monsieur et Madame Imre LUDANSZKI, d'un appartement sans occupant avec cave, parking et garage, constituant les lots 320-407-537-693 de la copropriété le Nouveau Peyrou 218 rue de Leyde à Montpellier, cadastrée section LR 51, au prix de 51.000 €,

- Vu le constat dressé le 16 octobre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine du 20 octobre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,

- que la propriété LUDANSZKI se situe dans la copropriété Le Nouveau Peyrou, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Le Nouveau Peyrou a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur et Madame LUDANSZKI est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur et Madame Imre LUDANSZKI, un appartement sans occupant avec cave, parking et garage, constituant les lots 320-407-537-693 de la copropriété le Nouveau Peyrou 218 rue de Leyde à Montpellier, cadastrée section LR 51.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien libre est fixé à 51.000 €, prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 NOV. 2019

Monsieur le Président

Philippe SAURET



Publiée le : 13 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Citroën
Saxo immatriculé EL-923-TR - Hôtel des
ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën Saxo immatriculé EL-923-TR,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède en raison de sa vétusté un véhicule de marque Citroën Saxo immatriculé EL-923-TR à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 07 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SCI
FLORA - Parcelle LR 48, 134 lots 5-74-60
Résidence L'Esperou - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 12 août 2019, envoyée par Maître PERREIN, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 13 août 2019, concernant la vente par la SCI FLORA, d'un appartement libre avec cave et garage, constituant les lots 5-74-60 de la copropriété l'Espérou 136 avenue de Louville à Montpellier, cadastrée section LR 48 et 134, au prix de 43.000 € dont 4.300 € de commission d'agence,

- Vu le constat dressé le 15 octobre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 16 octobre 2019.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que la propriété de la SCI FLORA se situe dans la copropriété de l'Espérou, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence l'Espérou a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de la SCI FLORA est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la SCI FLORA, un appartement libre avec cave et garage, constituant les lots 5-74-60 de la copropriété l'Espérou 136 avenue de Louville à Montpellier, cadastrée section LR 48 et 134.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 43.000 € dont 4.300 € de commission d'agence dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

- 12 NOV 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 NOV. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété
PENERANDA - Parcelle LR 48, lot 122
Résidence L'Esperou - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 8 août 2019, envoyée par Maître FLANDIN, notaire à Prades-le-Lez, reçue en Mairie de Montpellier le 13 août 2019, concernant la vente par Monsieur Joaquim PENERANDA, d'un appartement occupé, constituant le lot 122 de la copropriété l'Espérou 136 avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 48, au prix de 60.000 € dont 5.000 € de commission d'agence,
- Vu le constat dressé le 15 octobre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 18 octobre 2019.

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,

- que la propriété PENERANDA se situent dans la copropriété l'Espérou, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence l'Espérou a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de PENERANDA est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Joaquim PENERANDA, un appartement occupé, constituant le lot 122 de la copropriété l'Espérou 136 avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 48.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 55.360 € en ce compris 5.000 € de commission d'agence dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 NOV 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SCI
QUINZE - Parcelle LR 262, lots 57-83
Résidence Le Plein Ciel - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 24 juillet, envoyée par Maître PAGES, notaire à Nice, reçue en Mairie de Montpellier le 25 juillet 2019, concernant la vente par la SCI QUINZE, d'un appartement libre avec cave, constituant les lots 57 et 83 de la copropriété Le Plein Ciel 1324 avenue de Heidelberg à Montpellier, cadastrée section LR 262, au prix de 57.000 € dont 6.000 € de commission d'agence,
- Vu le constat dressé le 15 octobre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 18 octobre 2019,

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,

- que la propriété de la SCI QUINZE se situe dans la copropriété Le Plein Ciel, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Le Plein Ciel a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de la SCI QUINZE est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30% de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la SCI QUINZE, un appartement libre avec cave, constituant les lots 57 et 83 de la copropriété Le Plein Ciel 1324 avenue de Heidelberg à Montpellier, cadastrée section LR 262.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 57 000 € dont une commission d'agence de 6 000 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURAT



Publiée le : 13 NOV 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 12 NOV. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété LAAZIZ -
Parcelle LS 13 lots 55-115-659 Résidence
Les Allées du Bois - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 15 juillet 2019, envoyée par Maître ANDRIEU, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 19 juillet 2019, concernant la vente par Monsieur Abdelmalek LAAZIZ, d'un appartement libre avec cave et garage, constituant les lots 55-115-659 de la copropriété Les Allées du Bois à Montpellier, cadastrée section LS 13, au prix de 71.000 €,
- Vu le constat dressé le 16 octobre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 17 octobre 2019.

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,

- que la propriété de Monsieur LAAZIZ se situe dans la copropriété Les Allées du Bois, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Les Allées du Bois a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur LAAZIZ est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30% de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de logement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Abdelmalek LAAZIZ, d'un appartement libre avec cave et garage, constituant les lots 55-115-659 de la copropriété Les Allées du Bois à Montpellier, cadastrée section LS 13.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 71.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 NOV. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété YAKHLAF
- Parcelle LR 48 lots 49-50-65 Résidence
L'Espérou - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 4 juillet 2019, envoyée par Maîtres SALINDRE et RENOU, notaire à Lédignan, reçue en Mairie de Montpellier le 8 juillet 2019, concernant la vente par Monsieur Ismaël YAKHLAF, d'un local commercial avec réserves, déclaré libre, constituant les lots 48-50-65 de la copropriété L'Espérou 136 avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 48, au prix de 15.000 €,

- Vu le constat dressé le 15 octobre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu que lors de la visite des lieux, il a été constaté que la réserve en sous-sol a été aménagée en appartement, sans aucune autorisation et sans conformité avec la destination initiale,
- Vu l'avis de France domaine.
- CONSIDERANT :
 - qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
 - que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
 - que la propriété de Mosnieur YAKHLAF se situe dans la copropriété L'Espérou, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
 - que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence L'Espérou a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
 - que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de la propriété de Monsieur YAKHLAF est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Monsieur Ismaël YAKHLAF, d'un local commercial avec réserves, déclaré libre, constituant les lots 48-50-65 de la copropriété L'Espérou 136 avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 48.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 15.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREN



Publiée le : 13 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 NOV. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule benne vétuste de marque
Piaggio immatriculé EL-891-TR - Hôtel
des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule benne vétuste de marque Piaggio immatriculé EL-891-TR,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède en raison de sa vétusté un véhicule benne de marque Piaggio immatriculé EL-891-TR à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 07 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SABIR -
Parcelle LZ 53 lots 9 et 18 Résidence Del
Riu - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,
- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 24 juillet 2019, envoyée par l'Office Notarial de Pignan, reçue en Mairie de Montpellier le 26 juillet 2019, concernant la vente par Madame Leïla SABIR, d'un appartement libre avec cave, constituant les lots 9 et 18 de la copropriété Del Riu cour Del Riu à Montpellier, cadastrée section LZ 53, au prix de 40.000 €,
- Vu le constat dressé le 15 octobre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine.
- **CONSIDERANT :**

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- que la propriété de Madame SABIR se situe dans la copropriété Del Riu, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence Del Riu a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame SABIR est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain. L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30% de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Madame Leïla SABIR, un appartement libre avec cave, constituant les lots 9 et 18 de la copropriété Del Riu cour Del Riu à Montpellier, cadastrée section LZ 53.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 40.000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

12 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 13 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 12 NOV. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
master immatriculé AH-713-KB - Hôtel
des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Master immatriculé AH-713-KB,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède en raison de sa vétusté un véhicule de marque Renault Master immatriculé AH-713-KB à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 07 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
Clio immatriculé EE-349-YL - Hôtel des
ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Clio immatriculé EE-349-YL,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède en raison de sa vétusté un véhicule de marque Renault Clio immatriculé EE-349-YL à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 7 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREY



Publiée le : 0 7 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 0 7 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Fiat
Ducato immatriculé FF-339-QH - Hôtel
des Ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Fiat Ducato immatriculé FF-339-QH,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède en raison de sa vétusté un véhicule de marque Fiat Ducato immatriculé FF-339-QH à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7^e NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 0 7 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 0 7 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Peugeot
106 immatriculé CM-241-PX - Hôtel des
ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Peugeot 106 immatriculé CM-241-PX,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède en raison de sa vétusté un véhicule de marque Peugeot 106 immatriculé CM-241-PX à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule Polybenne vétuste, de
marque Renault immatriculé EL-523-MJ -
Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule polybenne de marque Renault immatriculé EL-523-HJ,
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme et cède en raison de sa vétusté un véhicule polybenne de marque Renault immatriculé EL-523-HJ à l'hôtel des ventes de Montpellier, sis 194 Chemin de Poutingon à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de la cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 07 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une donation de
Monsieur Dolla de l'une de ses œuvres,
Bande Rouge, 1971, peinture sur tissu, 600
x 16 cm**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- Vu la décision n°D2017-963 du 9 janvier 2018 autorisant le dépôt provisoire et gratuit d'une œuvre de Monsieur Noël Dolla, *Bande Rouge*, 1971, peinture sur tissu 600 x 16 cm, d'une valeur de 80 000 € (quatre- vingt mille euros) auprès Montpellier Méditerranée Métropole, et la signature de la convention afférente ;
- **CONSIDERANT :**
 - que la durée du dépôt susmentionné a été fixée à un an et qu'au terme de l'année 2018, Monsieur Noël DOLLA souhaite faire don de cette œuvre ;
 - qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Noël Dolla d'une de ses œuvres, *Bande Rouge*, 1971, peinture sur tissu 600 x 16 cm d'une valeur de 80 000 €.

ARTICLE 2 : Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 27 NOV. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances
Service Gestion Comptable**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Modification de la régie d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n° 2001-4532 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 28 décembre 2001, portant création d'une régie d'avances auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional située 14 rue Eugène Lisbonne à Montpellier,

-VU l'avis conforme de Madame la Trésorière, en date du 6 novembre 2019,

CONSIDERANT, le nouveau fonctionnement du CRR qui nécessite l'ajout d'une nouvelle dépense autorisée et l'augmentation de l'avance, l'acte décisionnel doit être modifié.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n° 2001-4532 modifiée, du 28 décembre 2001 a instauré une régie d'avances auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional.

ARTICLE 2 : La régie d'avances est installée 22 rue Lallemand à Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses suivantes :

- frais postaux,
- petites fournitures et matériel,
- achat ou location de costumes,
- denrées alimentaires.

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- en espèces,
- en chèques bancaires.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : L'intervention de mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à **SIX CENT EUROS (600,00 €)**.

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de l'année,
- en cas de changement du régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 9 : Au vu du montant de l'avance, le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement. Si l'avance devait être portée à un montant supérieur à 1 220 €, le cautionnement sera appliqué selon le barème en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 11 : Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SARRÉ



Publiée le : 15 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 15 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
groupement de commandes pour le
traitement des échanges dématérialisés de
DT et DICT entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés par le Code de la commande publique,
- VU la délibération du conseil n°14772 en date du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président Délégué,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de la Voirie et de l'Espace Public, et de la Mixité dans le parc de logement social public,

CONSIDERANT

- Que la coordination des achats est source d'économie d'échelle et de bonne gestion des deniers publics,
- Que dans ce souci de rationalisation de la dépense publique, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont décidé de constituer un groupement de commandes ayant

pour objet d'associer leurs besoins pour le traitement des échanges dématérialisés de DT et DICT par le biais d'un marché,

DECIDE

ARTICLE 1 : de constituer un groupement de commandes entre ces deux organismes relatif à la conclusion de marchés ou d'accords portant sur le traitement des échanges dématérialisés de DT et DICT.

ARTICLE 2 : Un projet de convention de groupement de commandes a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de la Métropole comme coordonnateur du groupement, sa commission d'appel d'offres étant celle du groupement.
La procédure de passation du marché sera déterminée par le coordonnateur du groupement.

ARTICLE 3 : La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconduction comprises.

ARTICLE 4 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention relative au groupement de commandes conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSÉ



Publiée le : 28 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de mise à disposition entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
Mission Locale de Jeunes de Montpellier
Méditerranée Métropole - Locaux au 1570
avenue des Platanes à Boirargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail, d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention, autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

-CONSIDERANT que la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ3M), association loi 1901, a pour mission de faciliter l'emploi des jeunes âgés de 16 à 25 ans résidant sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

-CONSIDERANT que dans le cadre de sa compétence « Insertion par l'économie », la Métropole attribue à la MLJ3M par convention annuelle une subvention dont une partie est traduite par la mise à disposition de locaux, afin d'assurer un service de proximité et une accessibilité de qualité égale pour les jeunes sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

-CONSIDERANT Montpellier Méditerranée Métropole soutient la MLJ3M dans la poursuite de ses objectifs en mettant à sa disposition, dans le cadre du subventionnement, des locaux situés au 1570 avenue des Platanes à Boirargues (34 970) dont une partie est également mise à la disposition de la Maison de la Justice et du Droit.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention de mise à disposition avec la Mission Locale des jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole, sise 355 rue Vendémiaire – Le Belem à Montpellier (34 000).

ARTICLE 2 : L'espace mis à disposition est situé dans des locaux au 1570 avenue des Platanes à Boirargues, (34 970) selon la répartition désignée sur le plan en annexe de la présente convention, pour une superficie de 11,9 m².

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature. Elle est renouvelable pour la même durée par reconduction expresse, dans la limite de 2 reconductions.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie dans le cadre des subventions accordées à la MLJ3M par la Métropole pendant la durée de la convention.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 27 NOV. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retrait de la délégation
du Droit de Prémption Urbain à la
commune de Murviel-lès-Montpellier à
l'occasion de l'aliénation des parcelles AC
20 et 19 lieudit Les Clapissous**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le retrait de la délégation du droit de préemption urbain (DPU) accordée par la Métropole à une commune membre, à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU la décision du 22 décembre 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain consentie à la commune de Murviel-lès-Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 24 septembre 2019, envoyée par Maître CHAUVET, notaire à Mauguio, reçue en Mairie de Murviel-lès-Montpellier le 1^{er} octobre 2019, concernant la vente à titre gratuit de la totalité de la parcelle cadastrée AC 20 et des 2/3 indivis de la parcelle cadastrée AC 19, situées lieudit les Clapissous,

- **CONSIDERANT** que ce bien est en nature de cheminement relevant de la compétence au titre de la voirie de la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délégation du droit de préemption urbain sur les parcelles AC 19 et 20 est retirée à la ville de Murviel-lès-Montpellier à l'occasion de l'aliénation de cette propriété, composée de deux terrains nus en nature de chemin situés lieudit Les Clapissous à Murviel-lès-Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 NOV. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 27 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **27 NOV. 2019**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public / Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°6 intégrant
des prix nouveaux au marché n°4849AT17
" Fabrication et mise en œuvre d'enrobés
sur routes départementales
Lot n°1DTAMEH co-utilisé par le
Département de l'Hérault et Montpellier
Méditerranée Métropole" - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret relatif aux marchés publics.
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public.

- VU la décision n°D2017-529 de co-utilisation par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole du marché n°4849AT17 (15/M0527) de Fabrication et mise en œuvre d'enrobés sur routes départementales – Lot n°1 Direction Territoriale Aire Métropolitaine Est Héraultais, conclu avec l'Entreprise Eurovia Méditerranée pour une durée d'un an reconductible trois fois.

CONSIDERANT :

- Que dans le but d'obtenir un revêtement de qualité, privilégiant le respect de l'environnement, et facilement utilisable par marché à bons de commande, l'intégration d'un prix supplémentaire n°417 pour la fourniture de sable de carrière 0/4 stabilisé au liant hydraulique dosé à 5% au bordereau des prix unitaires est nécessaire.

- Qu'il convient donc de modifier le bordereau des prix unitaires du marché 4849AT17 (15/M0527) de Fabrication et mise en œuvre d'enrobés sur routes départementales – Lot n°1 Direction Territoriale Aire Métropolitaine Est Héraultais, pour y intégrer ce prix nouveau.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°6 d'intégration d'un prix supplémentaire n°417 au marché n°4849AT17 (15/M0527) de fabrication et mise en œuvre d'enrobés sur routes départementales – Lot n°1 Direction Territoriale Aire Métropolitaine Est Héraultais, conclu avec l'Entreprise Eurovia Méditerranée.

ARTICLE 2 : L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 NOV. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété SALA -
Parcelle MS 290 lots 2740 et 3305
Résidence Les Cévennes - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,

- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu la décision n° MD2019-856 du 23 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur la parcelle cadastrée MS 290, parcelle supportant la copropriété des Cévennes impactée par le projet métropolitain de renouvellement urbain de cet ensemble immobilier,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-439 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain de la copropriété des Cévennes et définissant les modalités de la concertation publique au projet,
- Vu l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 du 16 mai 2019 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes,
- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 1^{er} juillet 2019, envoyée par Maître RIBAUD, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 11 juillet 2019, concernant la vente par Madame Chantal SALA, d'un appartement avec garage, constituant les lots 2740 et 3305 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290, au prix de 45.000 € plus 5.000 € de commission d'agence. Un congé a été donné au locataire occupant l'appartement, il doit libérer les lieux le 31 août 2020.
- Vu le constat dressé le 22 octobre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- Vu l'avis de France domaine du 23 octobre 2019.
- **CONSIDERANT :**
 - qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

- que la propriété SALA se situe dans la copropriété des Cévennes, copropriété objet d'un projet de renouvellement urbain de la Métropole et d'un Plan de Sauvegarde en cours d'élaboration sur l'ensemble de la copropriété.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Madame SALA est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de Madame Chantal SALA, un appartement avec garage, constituant les lots 2740 et 3305 de la copropriété les Cévennes située 29 rue Calvin à Montpellier, cadastrée section MS 290.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien, occupé jusqu'au 31 août 2020, est fixé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner soit 45.000 € plus une commission d'agence de 5.000 € dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 NOV. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAURIEU



Publiée le : **20 NOV. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 NOV. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice " Référé
expertise n°1905750-8 TA - Madame
GOERING "

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1905750-8 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 28 octobre 2019 par Madame Corinne GOERING tendant à la désignation d'un expert consécutivement à une chute sur une plaque d'égout dont elle a été victime le 30 avril 2019 rue Bernard Giraudeau à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905750-8 le 28 octobre 2019 par Madame Corinne GOERING.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats PHELIP.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 NOV. 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 20 NOV. 2019
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété MIDAN -
Parcelle LR 12-15-133 lots 429-449-123
Résidence L'Hortus - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants

de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,

- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,

- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,

- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,

- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu la décision n° MD2019-833 du 14 août 2019 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole sur les parcelles cadastrées LW 27, LS 13, LY 45, 47, 48, 88, 91, LZ 53, 315, 311, LR 262, 294, 295, 296, 8, 12, 15, 51, 49, 48, 33, 25, 38, 95, 298, 297, 252, 30, 270, 134, parcelles supportant les copropriétés impactées par le projet métropolitain de rénovation urbaine du quartier de la Mosson,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°14001 du 21 juillet 2016 approuvant le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration, les 6 projets de convention des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC), les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-438 du 20 septembre 2018 approuvant les objectifs poursuivis pour le projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et définissant les modalités de la concertation publique au projet,

- Vu la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-21 du 31 janvier 2019 prenant en considération l'étude urbaine menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Mosson et instaurant un périmètre d'études délimitant les terrains affectés par ce projet,

- Vu la convention ANAH / Montpellier Méditerranée Métropole « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriétés dégradées de Montpellier Méditerranée Métropole – Période 2019-2024 - OPAH CD MOSSON » signée le 25 juillet 2019,

- Vu la déclaration d'intention d'aliéner en date du 4 juin 2019, envoyée par Maître NOUGUIER, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 14 juin 2019, concernant la vente par les Consorts MIDAN, d'un appartement avec cave et garage, constituant les lots 429-449-123 de la copropriété L'Hortus avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 12-15-133, au prix de 83.000 € dont 7.000 € de commission d'agence,

- Vu le constat dressé le 22 octobre 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,

- Vu l'avis de France domaine du 24 octobre 2019.

- CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;

- que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,

- que la propriété MIDAN se situe dans la copropriété L'Hortus, dans le quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

- que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur de la Mosson dans lequel se situe la résidence L'Hortus a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.

- que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété des Consorts MIDAN est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

L'objectif poursuivi par les acquisitions réalisées sur cet immeuble est de maîtriser 30 % de cette copropriété dégradée afin de pouvoir accompagner le vote et la réalisation des travaux des parties communes, tout en permettant une offre de relogement potentielle dans le cadre d'opération tiroir après travaux sur la partie privative.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété des Consorts MIDAN, un appartement avec cave et garage, constituant les lots 429-449-123 de la copropriété L'Hortus avenue de Louisville à Montpellier, cadastrée section LR 12-15-133.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 67.000 € dont une commission d'agence de 7.000€ dont justificatif sera sollicité pour être opérant, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 NOV. 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAURIN



Publiée le : 20 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 NOV. 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une
convention de mise à disposition entre
Montpellier Méditerranée Métropole et le
Service Régional de Police Judiciaire de
Montpellier - Domaine de Baillarguet à
Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions fixées par le Conseil de Métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation temporaire du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,

CONSIDERANT :

- que le Service Régional de la Police Judiciaire de Montpellier a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour utiliser des locaux appartenant à la Métropole et situés sur la commune de Montferrier-sur-Lez (34 980), au lieu-dit Domaine de Baillarguet,
- que le SRPJ de Montpellier utilisera ces locaux pour la formation continue et l'entraînement de ses personnels dans le cadre de leurs missions de Service Public,
- que les locaux concernés sont voués à la démolition,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la SRPJ de Montpellier, sise 206 avenue de Melgueil à Montpellier, signe une convention de mise à disposition de locaux situés au Domaine de Baillarguet à Montferrier-sur-Lez (34 980).

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie à titre gratuit pour une durée de 1 an à compter de la date de signature et pourra être renouvelée par tacite reconduction sans toutefois excéder 3 ans.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Requête
n°1900070-4 TA - Thomas MIAILHES"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1900070-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Thomas MIAILHES contre le titre exécutoire émis le 15 mars 2018 par Montpellier Méditerranée Métropole relatif à une demande de remboursement d'une subvention versée par l'Agence Nationale de l'habitat (ANAH).
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1900070-4 par Monsieur Thomas MIAILHES.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats PARME.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

20 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 NOV 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de mise
à disposition du théâtre Jérôme Savary par
la commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celles d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, d'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention, et d'autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- Vu la décision n°MD2018-1106 en date du 5 décembre 2018 autorisant la signature d'une convention de partenariat avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone relative à la mise à

disposition d'espaces appartenant au domaine public communal, situés notamment au sein du Centre Culturel Bérenger de Fré dol, pour la période 2019-2021.

- CONSIDERANT :

- que la convention de partenariat susmentionnée prévoit la conclusion de conventions d'application annuelles précisant les modalités de mise à disposition du théâtre Jérôme Savary, situé au sein du Centre Culturel Bérenger de Fré dol,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention est conclue avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour la mise à disposition au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole du théâtre Jérôme Savary, afin qu'y soient accueillies certaines manifestations de la programmation culturelle de la médiathèque George Sand au cours de l'année 2020.

ARTICLE 2 : La mise à disposition est consentie selon le calendrier précisé à l'article 1 de la convention.

ARTICLE 3 : Compte tenu de l'intérêt général, la mise à disposition est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la culture, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 18 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt d'une déclaration préalable de
travaux pour l'ouvrage d'art situé rue du
Bassin et rue des 2 Croix à Montferrier sur
Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le Parc de logement social public,

CONSIDERANT

- l'audit du patrimoine d'ouvrages d'art métropolitains réalisé ;
- que l'ouvrage d'art situé rue du Bassin / 2 rue des deux Croix à Montferrier sur Lez nécessite des travaux d'entretien et de réparation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable de travaux pour les travaux d'entretien et de réparation de l'ouvrage d'art situé rue du Bassin / 2 rue des deux Croix à Montferrier sur Lez.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la déclaration préalable visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe



Publiée le : 29 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt d'une déclaration préalable de
travaux pour l'ouvrage d'art situé Grand
rue Marie Lacroix / Impasse des
Micocouliers sur la commune de Clapiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le Parc de logement social public,

CONSIDERANT

- L'audit du patrimoine d'ouvrages d'art métropolitains réalisé ;
- Que l'ouvrage d'art situé Grand rue Marie Lacroix / Impasse des Micocouliers à Clapiers nécessite des travaux d'entretien et de réparation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable de travaux pour les travaux d'entretien et de réparation de l'ouvrage d'art situé Grand rue Marie Lacroix / Impasse des Micocouliers à Clapiers.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la déclaration préalable visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt de déclaration préalable de travaux
pour un ouvrage d'art situé rue du
Square/rue des Lavandières sur la
commune de St Georges d'Orques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le Parc de logement social public,

CONSIDERANT

- L'audit du patrimoine d'ouvrages d'art métropolitains réalisé ;
- Que l'ouvrage d'art situé rue du Square/rue des Lavandières sur la commune de St Georges d'Orques nécessite des travaux d'entretien et de réparation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable de travaux pour les travaux d'entretien et de réparation de l'ouvrage d'art situé rue du Square/rue des Lavandières sur la commune de St Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la déclaration préalable visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt de déclaration préalable de travaux
pour un ouvrage d'art situé Allée de la
cour Haute /parking sur la commune de
Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le Parc de logement social public,

CONSIDERANT

- l'audit du patrimoine d'ouvrages d'art métropolitains réalisé ;
- que l'ouvrage d'art situé Allée de la cour Haute /parking sur la commune de Jacou nécessite des travaux d'entretien et de réparation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable de travaux pour les travaux d'entretien et de réparation de l'ouvrage d'art situé Allée de la cour Haute /parking sur la commune de Jacou.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la déclaration préalable visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public de trois
emprises en nature de voirie situées ZAC
Cambacérès Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- Vu les photos constatant la désaffectation de ces trois emprises en nature de voirie,
- Considérant que dans le cadre opérationnel de la ZAC Cambacérès et le remaillage viaire en cours sur ce secteur, il est nécessaire de déclasser trois emprises en nature de voirie,
- Considérant que ces emprises ne sont affectées à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée dans ce secteur.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation d'une emprise de 162 m² à extraire de la parcelle cadastrée SM 44, d'une emprise de 1476 m² à extraire de la parcelle cadastrée SM 46 et d'une emprise de 1211 m² à extraire de la parcelle cadastrée SM 49, situées dans la ZAC Cambacérès, sur la commune de Montpellier, et prononce leur déclassement.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière, ces trois emprises sont déclassées du domaine public et intégrées au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le service du cadastre sera sollicité pour procéder au numérotage cadastral de ces emprises.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté de délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUR



Publiée le : 20 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 au
contrat de location signé entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
Urgence Solaire - Locaux Lot n°3 au 391
rue de Font Froide à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole et la société Urgence Solaire ont signé un contrat de location le 17 décembre 2018, concernant des locaux identifiés Lot 3 situés dans un bâtiment au 391 rue de Font Froide à Montpellier dont la Métropole est propriétaire,

- que dans le cadre de ses activités et pour des facilités de gestion, la société Urgence Solaire sollicite Montpellier Méditerranée Métropole afin d'autoriser sa filiale « Urgence Solaire Autoconsommation » à domicilier son siège social dans les locaux loués auprès de la Métropole,
- que Montpellier Méditerranée Métropole donne son autorisation à la domiciliation demandée et qu'il est nécessaire de signer un avenant n°1 au contrat de location afin d'inclure dans l'article 1 du contrat la domiciliation du siège social de la société Urgence Solaire Autoconsommation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Urgence Solaire signe un avenant n° 1 au contrat de location concernant des locaux identifiés Lot 3 situés au 391 rue de Font Froide à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie le contrat de location dans son Article 1 « Objet » afin de prendre en compte l'autorisation donnée à la société Urgence Solaire consommation, filiale de la société Urgence Solaire, de domicilier son siège social dans les locaux loués par Urgence Solaire.

ARTICLE 3 : Les autres dispositions du contrat restent inchangées.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURE



Publiée le : 27 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

27 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société TANDEM
PARTNER PROCESS dans l'Hôtel
d'Entreprises du Millénaire à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14722 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire: la société TANDEM PARTNER PROCESS, représentée par Monsieur Zouhaïr BEN-OMAR, est spécialisée dans l'ingénierie viti-vinicole, brassicole et oleicole, maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage déléguée. La société est candidate à la location du lot B02B de 60 m². La durée de la convention est conditionnée par la démolition de l'immeuble qui n'interviendra pas avant le 31 décembre 2021.
La société compte actuellement 2 salariés et prévoit un effectif de 6 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société TANDEM PARTNER PROCESS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention d'occupation temporaire ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire 28 NOV. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément des
candidatures des sociétés VIVALIGNE et
REGENTIS PHARMA dans l'immeuble
Cap Gamma à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR dans le domaine « des relations internationales, tourisme et création, aménagement et gestion des parcs d'activité et l'immobilier métropolitains »,
- **CONSIDERANT :**
 - la demande d'agrément des candidatures des sociétés VIVALIGNE et REGENTIS PHARMA ci-après, présentées par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location d'une surface de bureaux/laboratoires dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels. La société VIVALIGNE, représentée par Monsieur Alain PETIT a pour activité la fabrication et la commercialisation de produits de soin, de santé et de bien-être.

La société REGENTIS PHARMA, représentée par le même président, sous-louera une partie des locaux. Son activité concerne la recherche et développement dans le domaine des biotechnologies.
- Ces deux sociétés sont candidates à la location du lot 2.7 de 98 m² pour une période de 3 ans. Elles comptent actuellement 4 salariés et prévoient un effectif de 5 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Les candidatures de VIVALIGNE et REGENTIS PHARMA ci-dessus mentionnées sont agréées.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 28 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n° 3 au lot n°
1 du marché 3418GD13 d' "Exploitation
du casier n° 2 de l'Installation de Stockage
des Déchets ménagers non dangereux"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret 2016 - 360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté 2017/190 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- **VU** la délibération n° 11807 attribuant le marché n° 3418GD13 de « Traitement des déchets ménagers et assimilés - Installation de Stockage des Déchets ménagers non Dangereux – lot n° 1 : exploitation du casier n° 2 de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux » à l'entreprise SMTVD, pour un montant estimatif de 9 990 116,46 euros HT et pour une durée de 60 mois (5 années) ;

- VU la délibération n° 12768 autorisant la signature de l'avenant n° 1 au lot n° 1 de « Traitement des déchets ménagers et assimilés - Installation de Stockage des Déchets ménagers non Dangereux – lot n° 1 : exploitation du casier n° 2 de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux », d'un montant de 95 040,00 € HT ;

- VU la décision n° 2019-234 autorisant la signature de l'avenant n° 2 au lot n° 1 de « Traitement des déchets ménagers et assimilés - Installation de Stockage des Déchets ménagers non Dangereux – lot n° 1 : exploitation du casier n° 2 de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux » d'un montant de 941 393,75 € HT ; le montant estimatif du marché étant porté à 11 026 55, 21 € HT ;

CONSIDERANT :

- Que l'incendie survenu sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Castries, dans la nuit du 14 juillet 2019, a conduit à devoir :
 - Mettre en œuvre les travaux de reprise des ouvrages du dispositif d'étanchéité endommagés du parement Est du casier 2 du casier,
 - Modifier en conséquence le plan d'exploitation de l'installation, sans incidence sur la date limite d'accueil des déchets fixée au 30 novembre 2019, en fonction de la date prévisionnelle de réception des travaux de reprise, dépendante des conditions météorologiques non maîtrisables et imprévisibles.
- Qu'il est nécessaire en conséquence de passer un avenant n° 3 au lot n° 1 du marché de « Traitement des déchets ménagers et assimilés - Installation de Stockage des Déchets ménagers non Dangereux », ayant pour objet de prolonger, sans incidence financière, la durée du marché pour permettre la constitution du modelé du massif de déchets et de la couverture provisoire.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 3 au lot n° 1 du marché 3418GD13 de « Traitement des déchets ménagers et assimilés - Installation de Stockage des Déchets ménagers non Dangereux » avec l'entreprise SMTVD, 765 rue Henri Becquerel, 34 000 Montpellier.

Il est sans incidence financière et prolonge la durée du marché jusqu'au 13 décembre 2019.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° MD2019-1217

Montpellier, le 29 NOV. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAI

Publiée le : 29 NOV. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 NOV. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Fixation
judiciaire du prix - Prémption parcelle
cadastrée AI 15 PEROLS"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU le recours gracieux des Consorts JACQUES reçu le 20 novembre 2019 à la Métropole portant sur le prix d'acquisition par voie de prémption de la parcelle cadastrée section AI n°15 sise à Pérols par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de l'expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée AI n°15 sise à Pérols.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

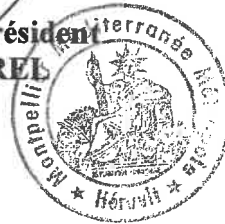
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 NOV. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



28 NOV. 2019

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 NOV. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE 3 - SOMMAIRE
1- ARRETES REGLEMENTAIRES DECEMBRE 2019

N°AFFAIRE	TITRES	
MAR2019-0223	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	415
MAR2019-0250	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonsec	418
MAR2019-0255	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	420
MAR2019-0260	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	422
MAR2019-0263	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services du 7 au 15 décembre 2019 inclus	425
MAR2019-0264	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune du Crès	427
MAR2019-0269	Délégations de signature Département Administration Générale et Finances (DAGF)	429
MAR2019-0271	Arrêté portant modification de la composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	437
MAR2019-0274	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services du 21 au 28 décembre 2019 inclus	440
MAR2019-0275	Arrêté de représentation du Président au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du 12 décembre 2019, pour l'affaire relative à l'examen du rapport annuel du délégataire 2018 portant sur la DSP RMCF	442



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.211-1 à L.211-7, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18, et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015;
- **VU** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.125-6;
- **VU** le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 03 septembre 2018, mise à jour le 22 octobre 2018, mis à jour le 22 mars 2019, modifié le 18 avril 2019 ;
- **VU** le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;

- **VU** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi);
- **VU** la caducité du périmètre d'étude « Près d'Arènes », créé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°44 du 30 mars 2006 ;
- **VU** la caducité du périmètre d'étude « secteur de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) », créé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°2008/617 du 22 décembre 2008 ;
- **VU** la caducité du périmètre d'étude « secteur Campus », créé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°2009/8 du 9 février 2009 ;
- **VU** la délibération n°M2019-107 du Conseil de Métropole en date du 22 mars 2019, instaurant un périmètre d'étude sur le « Secteur Sud Comédie / Sud Gare » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;
- **VU** la délibération n°V2019-164 du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 12 juin 2019 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur « Opération Campus » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;
- **VU** la délibération n°V2019-165 du Conseil municipal de la Ville de de Montpellier en date du 12 juin 2019 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur « Pôle d'échanges urbains du Pic Saint Loup » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;
- **VU** la caducité du périmètre d'étude « Poutingon », créé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°2009/219 du 22 juin 2009 ;
- **VU** la caducité du périmètre d'étude « Blanquette - Thomassy – Plan des Quatre Seigneurs », créé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°2009/220 du 22 juin 2009 ;
- **VU** la caducité du périmètre d'étude « Ligne 4 du tramway », créé par délibération du Conseil d'Agglomération n°8945 du 3 juillet 2009 ;
- **VU** la caducité du périmètre d'étude « Mosson sud – tour d'Assas », créé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°2009/306 du 27 juillet 2009 ;
- **VU** la délibération n°V2019-312 du Conseil municipal de la Ville de de Montpellier en date du 27 septembre 2019 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur « Poutingon » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe les périmètres de prise en considération d'un projet d'aménagement susvisés.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER) ainsi qu'au

siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montpellier.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 déc. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 11/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-99336-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/12/19

Réception en Préfecture : 11/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de
Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24; et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015,
- **VU** le PLU de la Commune de Cournonsec approuvé le 08 décembre 2003, modifié le 09 février 2005, révisé le 07 novembre 2005, modifié le 27 janvier 2011, révisé le 27 janvier 2011, modifié le 02 mars 2012, modifié le 30 septembre 2015, modifié le 20 septembre 2018
- **VU** le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi),
- **VU** la délibération n°2019-024 du Conseil municipal de la commune de Cournonsec en date du 27 mai 2019, instaurant un périmètre de prise en considération de l'aménagement du secteur « Las Davaladas / Les Barrys » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Cournonsec est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre d'étude au titre de l'article L 424-1 du Code de l'Urbanisme « Las Davaladas / Les Barrys ».

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Cournonsec (34 Rue du Jeu de Tambourin, 34660 COURNONSEC) ainsi qu'au siège de

Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Cournonsec.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Générale des Services de la Commune de Cournonsec sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 déc. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 16/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-106690-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/12/19

Réception en Préfecture : 16/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.211-1 à L.211-7, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18, et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015,
- **VU** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.125-6,
- **VU** le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 03 septembre 2018, mise à jour le 22 octobre 2018, mis à jour le 22 mars 2019, modifié le 18 avril 2019,
- **VU** le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi),
- **VU** l'arrêté préfectoral en date du 14 octobre 2019 portant inscription au titre des monuments historiques de l'Institut de Botanique (extension de protection du Jardin des Plantes), situé 163 rue Auguste Broussonnet à Montpellier, dans sa totalité,
- **VU** l'arrêté préfectoral en date du 14 octobre 2019 portant inscription au titre des monuments historiques des geôles des martyrs de la Résistance dans l'ancienne caserne de Lauwe, situées 4 rue du 81^e Régiment d'Infanterie à Montpellier, dans leur totalité.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe les monuments historiques susvisés.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montpellier.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 déc. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 11/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-110792-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/12/19

Réception en Préfecture : 11/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Ville de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.211-1 à L.211-7, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18, et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015,
- **VU** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.125-6,
- **VU** le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 03 septembre 2018, mise à jour le 22 octobre 2018, mis à jour le 22 mars 2019, modifié le 18 avril 2019,

- **VU** le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- **VU** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi),
- **VU** la délibération n°M2019-404 du Conseil de Métropole en date du 23 juillet 2019 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et BOUYGUES IMMOBILIER SAS, au sein du secteur de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » situé entre la rue Charles Perrault et les avenues du Petit Train et Albert Dubout à Montpellier,
- **VU** le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 6 septembre 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et BOUYGUES IMMOBILIER SAS,
- **VU** la délibération n°M2019-485 du Conseil de Métropole en date du 30 septembre 2019 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL SUN LODGE pour l'opération sise 1572 rue de Bugarel à Montpellier,
- **VU** le périmètre de PUP concernant l'opération sise 1572 rue de Bugarel à Montpellier, annexé à la convention signée le 14 novembre 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL SUN LODGE,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe les périmètres des Projets Urbains Partenariaux (PUP) susvisés.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montpellier.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 déc. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 11/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-111108-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/12/19

Réception en Préfecture : 11/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégation de signature relative à l'intérim
de M. le Directeur Général des Services
du 7 au 15 décembre 2019 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** l'arrêté donnant délégation de signature à M. Christian FINA, Directeur Général des Services ;
- **CONSIDERANT** que M. Christian FINA, Directeur Général des Services, sera absent du 7 au 15 décembre 2019 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

A R R E T E

ARTICLE 1 : En l'absence de M. Christian FINA, du 7 au 15 décembre 2019 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 déc. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-112622-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/12/19

Réception en Préfecture : 06/12/19

Notifié le : 06/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Commune du
Crès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24; et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le PLU de la Commune du Crès approuvé le 09 juin 2010, modifié le 29 juillet 2010, modifié le 31 juillet 2013, modifié le 17 décembre 2013, mis à jour le 28 novembre 2014, mis à jour le 20 mars 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 9 décembre 2019 ;
- **VU** le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- **VU** la délibération n°M2019-590 du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019, instaurant un périmètre de prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitant des terrains affectés à ce projet sis « Rue Pic Saint Loup / Maumarin » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune du Crès est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre de prise en considération du projet d'aménagement sur le site dit « Rue Pic Saint Loup / Maumarin ».

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie du Crès (Place de la Mairie - 34290 LE CRES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie du Crès.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune du Crès sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 11 déc. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 11/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-112687-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/12/19

Réception en Préfecture : 11/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Département Administration
Générale et Finances (DAGF)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 211-9 ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Administration Générale et Finances est composé des directions suivantes :

- Direction des Finances (DF)
- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP)
- Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB)

Madame Juliette BEREGLI, Directrice Générale Adjointe en charge du Département Administration Générale et Finances, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGLI, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par cette dernière pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction des Finances est composée des services suivants :

- Ressources comptables et financières
- Gestion budgétaire
- Gestion comptable
- Ingénierie partenariale
- Expertise financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des Finances, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christelle ROSE-BONAUD, Madame Emilie DREUX, Madame Céline FERRIE, Monsieur Fabien DELCASSO et Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE-BONAUD, de Madame Emilie DREUX, de Madame Céline FERRIE, de Monsieur Fabien DELCASSO et de Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 2-1 : Madame Christelle ROSE-BONAUD, responsable du service Ressources comptables et financières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE-BONAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle ROSE-BONAUD et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 2-2 : Madame Emilie DREUX, responsable du service Gestion budgétaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 2-3 : Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Fabien DELCASSO, responsable du service Ingénierie partenariale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien DELCASSO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien DELCASSO et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 2-5 : Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGL.

ARTICLE 3 : La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des services et directions adjointes suivants :

- Service Conseil et Contentieux
- Service Ressources juridiques,

- Direction adjointe des Etudes, Rédactions, Procédures Commandes publiques, elle-même composée du service Procédures et marchés,
- Direction adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, elle-même composée du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOU, Madame Roxane ROBERT, Monsieur Fabrice MOURET, et Madame Lore DEXPERT, chacun en ce qui concerne leur service ou direction adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Emmanuelle RANCHOU, de Madame Roxane ROBERT, de Monsieur Fabrice MOURET et de Madame Lore DEXPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-1 : Madame Emmanuelle RANCHOU, responsable du service Conseil et Contentieux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle RANCHOU et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-2 : Madame Roxane ROBERT, responsable du service Ressources juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Roxane ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Roxane ROBERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Fabrice MOURET, directeur adjoint des Etudes, Rédactions, Procédures Commande publiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MOURET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-3-1 : Madame Anne-Marie BLATIERE, responsable du service Procédures, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Marie BLATIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MOURET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Monsieur Fabrice MOURET et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-4 : Madame Lore DEXPERT, directrice adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 3-4-1 : Madame Emilie BARBENOIRE, responsable du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie BARBENOIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Lore DEXPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie BARBENOIRE, de Madame Lore DEXPERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4 : La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée des services suivants :

- Architecture, bâtiments et sécurité
- Energie et Télécommunications
- Administratif et financier et Actions coopératives
- Parc auto

Monsieur Philippe RENAUD, directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, Monsieur Jérôme ALBERGE, Monsieur Frédéric RICO et Monsieur Manuel VASSALO, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe RENAUD, de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, de Monsieur Jérôme ALBERGE, de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Manuel VASSALO, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation est accordée à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, responsable du service Architecture, bâtiments et sécurité, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jérôme ALBERGE, responsable du service Energie et Télécommunications reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme ALBERGE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérôme ALBERGE et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Administratif et financier et Actions coopératives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Manuel VASSALO, responsable du service Parc auto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Manuel VASSALO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Manuel VASSALO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Juliette BEREGI.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 déc. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-113650-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/12/19

Réception en Préfecture : 19/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant modification de la composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales,
- **Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** le renouvellement du Conseil communautaire suite aux élections de mars 2014,
- **Vu** la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-198 du 26 avril 2018, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** l'arrêté n° MAR2019-0219 du 2 octobre 2019 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Vu** le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 6 décembre 2018,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° MAR2019-0219 du 2 octobre 2019 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Le Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole est composé comme suit :

Représentants de l'administration	Représentants du personnel
<p style="text-align: center;">Titulaires</p> <p>M. Philippe SAUREL, Président Mme Régine ILLAIRE M. Abdi EL KANDOUSSI Mme Rosy BUONO M. Gérard CASTRE M. Guy BARRAL Mme Isabelle GUIRAUD Mme Maud BODKIN M. Christian FINA M. Benoit ZENOU M. Fabrice MANUEL Mme Juliette BEREGLI</p> <p style="text-align: center;">Suppléants</p> <p>Mme Eliane LLORET M. Jean-Luc COUSQUER Mme Chantal MARION Mme Valérie BARTHAS ORSAL Mme Mylène FOURCADE Mme Annie YAGUE Mr Robert COTTE Mme Stéphanie JANNIN M. Yves NURIT M. Olivier MERLIAUD M. Alain PONS DE VINCENT M. Philippe BOULET</p>	<p style="text-align: center;">Titulaires</p> <p>Mme Sandrine CAMPOS M. Mohamed CHEBLI Mme Hanane ZIANI M. Laurent BERNARD Mme Shirley BARBAUD M. Ichem MOGHEL Mme Edwige HERNANDEZ Mme Sabine BERGÜA M. Denis SAVOYE M. David FERNANDEZ M. Jean-Louis ESTEVE M. Robert TRINQUIER</p> <p style="text-align: center;">Suppléants</p> <p>Mme Christel BALLUET-QUINTANA M. Abdelkader AMLOUK Mme Armelle CABRERA M. Grégory FARGAS Mme Carole GILBERT Mme Nadia MEGRHAOU M. Guilhem LAGUARDA M. Jean-Philippe GERVAIS Mme Céline MILLET Mme Pascale NABAFFA M. François FOURES Mme Laetitia VIDAL</p>

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 déc. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 17/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-113993-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/12/19

Réception en Préfecture : 17/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégation de signature relative à l'intérim
de M. le Directeur Général des Services
du 21 au 28 décembre 2019 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** l'arrêté donnant délégation de signature à M. Christian FINA, Directeur Général des Services ;
- **CONSIDERANT** que M. Christian FINA, Directeur Général des Services, sera absent du 21 au 28 décembre 2019 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

A R R E T E

ARTICLE 1 : En l'absence de M. Christian FINA, du 21 au 28 décembre 2019 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 19 déc. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 19/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-114439-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19/12/19

Réception en Préfecture : 19/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté de représentation du Président au
sein de la Commission Consultative des
Services Publics Locaux (CCSPL) du 12
décembre 2019, pour l'affaire relative à
l'examen du rapport annuel du délégataire
2018 portant sur la DSP RMCF**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-18 et L. 1413-1 ;
- VU l'élection du Président et des Vice-présidents ;
- VU la délibération du Conseil relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de Montpellier Méditerranée Métropole;
- VU l'arrêté portant représentation de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que Président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux par Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-présidente ;
- CONSIDERANT que Madame Isabelle GUIRAUD est empêchée concernant la présidence de ladite commission, en sa séance du jeudi 12 décembre 2019, pour l'examen de l'affaire suivante : « Rapport annuel du délégataire 2018 portant sur la DSP RMCF » ;

A R R E T E

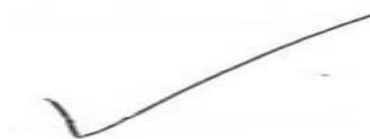
ARTICLE 1 : Madame Maud BODKIN, Conseillère métropolitaine, membre de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de Montpellier Méditerranée Métropole, reçoit délégation pour représenter Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que Président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, lors de sa séance du jeudi 12 décembre 2019, pour l'examen de l'affaire suivante : « Rapport annuel du délégataire 2018 portant sur la DSP RMCF ».

Dans ce cadre et pour cette affaire, Madame Maud BODKIN est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 31 déc. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 31/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-114764-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31/12/19

Réception en Préfecture : 31/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3 - SOMMAIRE
2 - ARRETES INDIVIDUELS DECEMBRE 2019

N°AFFAIRE	TITRES	PAGES
MAI2019-0119	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole	445
MAI2019-0126	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole pour les années 2019 à 2024	453
MAI2019-0140	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole pour les années 2019 à 2024	460
MAI2019-0143	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA (ST GENIES DES MOURGUES) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole	468
MAI2019-0158	Représentation de M. le Président CDAC du 13 décembre 2019	476
MAI2019-0162	MAINLEVEE de l'arrêté de péril ordinaire n°MAI2019-0085 - Commune de Montpellier -Immeuble sis 29 avenue de Toulouse - Parcelle EO 118	478
MAI2019-0163	MAINLEVEE de l'arrêté de péril ordinaire n°A2016-141 - Commune de Montpellier - Immeuble sis 11 rue du Pont de Lattes - Logement central 5ème étage	480



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Établissement
RENAULT RETAIL GROUP
MONTPELLIER dans le système de
collecte et de traitement de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER ;

- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER,

- dont le siège social est situé au 2 Avenue Denis Papin à Clamart CS 10001, 92142,
- est représenté par Monsieur Olivier BARAILLE en qualité de Président directeur général,

L'Établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER comprend 2 entités qui sont
RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER Site Industrie

- est situé au 700 Rue de l'Industrie, 34172 Montpellier,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : OL 39,
- est représenté par Monsieur Stéphane MAITRE, en qualité de Directeur,

Les références de cette entité sont :

- N° SIRET : 312 212 301 00310
- Code NAF ou APE : 4511Z

Et

RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER Site Euromédecine

- est situé au 1995 Rue de Saint Priest, 34172 Montpellier,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : TL 91,
- est représenté par Monsieur Stéphane MAITRE, en qualité de Directeur,

Les références de cette entité sont :

- N° SIRET : 312 212 301 01193
- Code NAF ou APE : 4511Z

ci-après désigné « l'Établissement »

- RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER Site Industrie est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Garage de réparation, maintenance et vente de véhicules neuf et d'occasion, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 700 Rue de l'Industrie, 34172 Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Ateliers de mécanique lourde,

- Pistes de lavage,
- Carrosserie, peinture,
- Locaux techniques, etc.

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

- RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER Site Euromédecine est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Garage de réparation, maintenance et vente de véhicules neuf et d'occasion, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 1995 Rue de Saint Priest, 34172 Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Ateliers de mécanique lourde,
- Carrosserie, peinture,
- Locaux techniques, etc.

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,

- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixé par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté

d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement RENAULT RETAIL GROUP MONTPELLIER sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 13 déc. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 13/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-101703-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/12/19

Réception en Préfecture : 13/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
CARTE NOIRE OPERATIONS SAS dans
le système de collecte et de traitement de
Montpellier Méditerranée Métropole pour
les années 2019 à 2024**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS,

- dont le siège social est situé route de Saint Georges d'Orques à Lavérune 34880,
- représenté par Monsieur MAILLARD Philippe,

L'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS,

- est situé route de Saint Georges d'Orques à Lavérune 34880,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : BT 04, 72, 73, 74 et 75

(Mas de Bonniol),

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Torrefaction de café, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé route de Saint Georges d'Orques à Lavérune 34880

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Torréfaction de café,
- Conditionnement de café en paquet et en dosette.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 397 482 928
- Code NAF ou APE : 10 83 2

L'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2661-1c	Polymères Supérieur à 1t/j et inférieur à 10t/j	Déclaration
1510-2	Entrepôts couverts autres que 1511	Enregistrement
2220-B2a-	Supérieure à 10 t/j	Enregistrement
4802-2a	Gaz à effet de serre fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Déclaration avec contrôle

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU - AQUALTER située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence ALTEAU à Vendargues, Mr Antoine DELBART, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis

délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CARTE NOIRE OPERATIONS SAS sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,

- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 13 déc. 2019

Signé.

Madame la Vice-Présidente déléguée

Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : 13/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-104107-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/12/19

Réception en Préfecture : 13/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
AFUL du Centre Commercial Montpellier
Mas d'Argelliers dans le système de
collecte et de traitement de Montpellier
Méditerranée Métropole pour les années
2019 à 2024**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la santé publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente déléguée au service public de l'eau et de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2017-195 du 26 juillet 2017 portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers,

- dont le siège social est situé au 504 Avenue du mas d'Argelliers à Montpellier 34070,
- représenté par Monsieur MATA Stéphane, en qualité de Directeur technique régionale

SUDECO,

L'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers,

- est situé à 504 Avenue du mas d'Argelliers à Montpellier 34070,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : ON15,

ci-après désigné « l'Etablissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre Commercial, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Avenue du mas d'Argelliers à Montpellier 34070.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Stockage de produits de tous types,
- Station-service avec aire de lavage de véhicule,
- Garage automobile

Certaines activités relèvent de la catégorie des assimilées domestiques :

- Laboratoires de transformation de produits alimentaires,
- Restauration, brasserie, pizzeria
- Pressing, laverie automatique
- Coiffure, etc.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : D380 236 695
- Code NAF ou APE : 521 FA

L'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers abrite dans ses locaux et sur sa parcelle les entités suivantes :

Entité	Activité
BRUT BUTCHER, FBH, (établissement en cours d'installation)	Restaurant
REGAL PIZZA, PIZZA DE NICO	Pizzeria
CANTER'S	Brasserie
LUX LAVERIE	Laverie automatique
Pressing BEL ET BLANC	Pressing
FEU VERT	Garage automobile
GEANT CASINO	Station-service et pistes de lavage
Salon EVOLUTION, Salon JC AUBRY	Coiffeur
Pharmacie Près d'Arène	Pharmacie
Bijouterie, PAP ; Services, etc.	Prestation de service

La galerie marchande n'est pas soumise à la réglementation ICPE.

L'hypermarché est soumis aux rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone	Déclaration
2910-A	Installation de combustion	Déclaration
4802-a	Equipped frigorifique ou climatiques	Déclaration

La station-service est soumise aux rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Activité	Autorisation/ Déclaration
1435	Station-service : installations, ouvertes ou non au public	Déclaration
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Déclaration
1414-3	Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauge et soupapes)	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Romain ASCIONE, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixé par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement AFUL du Centre Commercial Montpellier Mas d'Argelliers sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 18 déc. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-107743-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18/12/19

Réception en Préfecture : 18/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
LES COTEAUX DE MONTPELLIER
SCA (ST GENIES DES MOURGUES)
dans le système de collecte et de traitement
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA,

- dont le siège social est situé au 154, avenue de Beaulieu BP13 à Saint Génies des Mourgues 34160,
- représenté par Monsieur Jean-François TARI, en qualité de président,

L'Établissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA,

- est situé à au 154, avenue de Beaulieu BP13 à Saint Génies des Mourgues 34160,
 - est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AD 362, AP 200, AP 27 et AD 368, AD 369 pour l'épandage,
- ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées uniquement domestiques, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement sur le réseau public traversant la parcelle et qui rejoint le réseau situé rue d'Encornet à Saint Génies des Mourgues.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Réception des vendanges,
- Vinification traditionnelle,
- Thermovinification ou tout autre contenant
- Mise en bouteille,
- Expédition

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : A 34416
- Code NAF ou APE : 1102 B

L'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2251	Préparation, conditionnement de vins	Déclaration
2260	Broyage, concassage, criblage des substances végétales et produits organiques naturels	Déclaration
2920	Réfrigération, compression	Déclaration

Montpellier Méditerranée Métropole , représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou sa Vice-Présidente déléguée dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU - AQUALTER située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence ALTEAU à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,

- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise dont le déversement des eaux usées uniquement domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Montpellier Méditerranée Métropole 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). En effet la qualité des rejets de l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA est d'ordre domestique. Ses rejets autres que domestiques sont évacués sur un terrain d'épandage.

Si la qualité des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance non domestique serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement LES COTEAUX DE MONTPELLIER SCA sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan

24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 13 déc. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES**

Publiée le : 13/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-108521-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/12/19

Réception en Préfecture : 13/12/19

Notifié le : 13/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Représentation de M. le Président
CDAC du 13 décembre 2019**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président ;
- VU la qualité de Conseillère métropolitaine de Madame Maud BODKIN ;
- VU la qualité de Conseiller métropolitain délégué de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le vendredi 13 décembre 2019 à 09h30.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Madame Maud BODKIN, Conseillère métropolitaine qui représentera Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, et Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain qui représentera Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour sa compétence au niveau du SCOT, pour siéger et voter à la CDAC qui se réunira en Préfecture de l'Hérault, place des Martyrs de la Résistance à Montpellier, salle Philippe Lamour, le vendredi 13 décembre 2019 à 09h30 pour le projet suivant :

- 2019/15/A : demande d'extension de 1 491.26 m² de la surface de vente d'un SUPER U, portant la surface de vente totale à 2 486.26 m² ainsi que la création d'un drive 4 pistes et 150.01 m² d'emprise au sol, situé ZAC Saint Estève à Pignan (34).

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier, le 12 déc. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 13/12/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-112956-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/12/19

Réception en Préfecture : 13/12/19

Notifié le : 13/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**MAINLEVÉE de l'arrêté de péril
ordinaire n°MAI2019-0085
Commune de Montpellier
Immeuble sis 29 avenue de Toulouse
Parcelle EO 118**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- **VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- **VU** l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- **VU** l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- **VU** l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** la notification d'arrêté de péril envoyé au syndic de copropriété Hérault Immobilière de Gestion demeurant au 38 boulevard Rabelais à Montpellier (34000), syndic de l'immeuble parcelle cadastrée EO 118 sis 29 avenue de Toulouse,
- **VU** le rapport du bureau d'études structures établi le 27/10/2019 par Monsieur Garcia Stéphane, attestant de la conformité des travaux réalisés dans le respect des règles de l'art ;

ARRETE

ARTICLE 1

Sur la base du rapport de Monsieur Garcia Stéphane et des pièces justifiant de la réalisation des travaux, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° MAI2019-0085 pris le 1^{er} août 2019, pour l'immeuble sis 29 avenue de Toulouse (parcelle EO 118) dont le syndic de copropriété est syndic Hérault Immobilière de Gestion demeurant 38 boulevard Rabelais à Montpellier (34000).

ARTICLE 2

Le présent arrêté est notifié au syndic de copropriété et aux copropriétaires.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Montpellier, le 27 déc. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-114273-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/19

Réception en Préfecture : 27/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**MAINLEVÉE de l'arrêté de péril
ordinaire n°A2016-141
Commune de Montpellier
immeuble sis 11 rue du Pont de Lattes
logement central 5ème étage**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- **Vu** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **Vu** le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- **Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- **Vu** l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- **Vu** l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- **Vu** l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **Vu** l'arrêté de péril ordinaire n°A2016-141 pris le 27/04/2016 relatif à l'immeuble sis 11 rue du Pont de Lattes à Montpellier (34000), parcelle cadastrée (HL 356), et plus particulièrement l'appartement centrale du 5^{ème} étage, dont le propriétaire est la SCI DECIMAL PROPERTY demeurant au 9 rue de Nazareth à Montpellier (34000) ;
- **Vu** le rapport dressé par AEB EXPERTISES en la personne de M. François BRAULT DES GROUETS le 22/10/2019, attestant de la conformité des travaux réalisés ;

ARRETE

ARTICLE 1

Sur la base du rapport de M. François BRAULT DES GROUETS, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° A2016-141 pris le 27/04/2016, pour l'immeuble sis 11 rue du Pont de Lattes, logement central 5^{ème} étage à Montpellier (parcelle HL 356) dont le propriétaire est la SCI DECIMAL PROPERTY demeurant au 9 rue de Nazaerth à Montpellier.

ARTICLE 2

Le présent arrêté est notifié au propriétaire.

ARTICLE 3

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

Montpellier, le 27 déc. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190101-114404-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/12/19

Réception en Préfecture : 27/12/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.